MICHAEL YOUNG

LA MÉRITOCRATIE en MAI 2033



Michaël Young, né en 1915, d'abord directeur de la planification politique et économique durant la guerre, puis secrétaire du département de recherches du Labour Party, n'est venu à la sociologie qu'aux approches de la quarantaine. Il dirige actuellement, à Londres, l'Institute of Community Studies, qu'il a fondé en 1953. Il est également à la tête, depuis leur création, de l'Association des consommateurs et du Centre consultatif pour l'éducation.

Michaël Young a présidé le Conseil de la recherche en sciences sociales (1965-1968) et a enseigné à l'université de Cambridge (1961-1966).

Publications : *Family and Kinship in East London* (en collaboration avec Peter Willmott; 1957); *The Rise of the Meritocracy* (1958); *Family and Kinship in a London Suburb* (en collaboration avec P. Willmott; 1960) *Innovation and Research in Education* (1965); *Learning Begins at Home* (en collaboration avec Patrick McGeeney ; 1968); *Forecasting and the Social Sciences* (comme éditeur, 1968).

LA MÉRITOCRATIE

MAI 2033

PAR

Michael Young

traduit de l'anglais par Maurice Luciani

AVERTISSEMENT

du traducteur

Michael Young a bien voulu accepter, pour cette version française de son livre, les très rares et très légères modifications que nous lui avions suggérées. Nous l'en remercions.

Les notes d'auteur ([note x]) n'ont pas étés modifiés, d'autres notes ([trad x]) on étés rajoutés par le traducteur.

Les notes (de bas de page et de traduction) se trouvent a la fin de chaque chapitre

« Le courage et l'imagination avec lesquels le plan de développement est tracé, l'énergie et le jugement avec lesquels il est appliqué, non seulement détermineront l'avenir de notre système d'éducation, mais peuvent largement donner sa forme au cours futur de la marche en avant de la nation ».

The Nation's Schools Ministère de l'Éducation (1945)

TABLE DES MATIÈRES

Deuxième partie

LE DÉCLIN DES BASSES CLASSES

INTRODUCTION

Quel rapport y a-t-il entre l'explosion qui détruisit le Ministère de l'Éducation et l'attentat perpétré contre la vie du président des syndicats [Trade Union Congress (T.U.C.)] ? entre la grève non officielle des transports et l'abandon de poste, tout aussi irrégulier, des gens de maison ? Voilà des questions que rend doublement topiques le mot d'ordre de grève générale lancé par les populistes pour le premier anniversaire des troubles, en mai prochain. Seront-ils entendus ? L'an 2034 répètera-t-il 1789 ou, simplement, 1848 ? Je soutiens qu'il est difficile de traiter d'un sujet plus actuel et plus important : L'Etat court, à l'évidence, un danger immédiat.

Le premier ministre, dans le rapport plein de franchise qu'il a adressé à la Chambre des Lords, attribue en partie à des erreurs administratives la responsabilité de l'affaire de mai. Il ne voit dans le saccage des magasins Wtren, à Stevenage, que le fait d'une agitation locale : le rejet par la direction de la semaine de quatre jours était inattendu, et il a sans aucun doute exaspéré les 2 000 vendeurs. De même, la destruction de la station atomique de South Shields n'aurait peut-être jamais eû lieu si son directeur s'était montré moins provocant; la grève des gens de maison a été précipitée par la lenteur que l'on a mise à constater l'évolution des prix (des troubles semblables dans d'autres provinces d'Europe en sont la preuve suffisante); et la publication en avril du dernier rapport de la Commission permanente sur l'intelligence nationale a stimulé les sentiments d'hostilité envers le Ministère de l'Éducation; etc. Ces arguments, dont je reconnais volontiers la validité, ne suffisent pourtant pas à rendre compte de tout. Il nous faut aussi expliquer pourquoi les erreurs de jugement de l'administration, erreurs qui en temps normal seraient passées presque inaperçues, ont cette fois provoqué une protestation si farouche et si unanime. Pour saisir ce qui s'est passé, et donc pour être prêts à ce qui va suivre, nous devons prendre la mesure exacte du Mouvement populiste, cette bizarre combinaison d'une direction féminine et d'une base masculine.

Les cercles féminins avaient certes déjà produit des évangélistes : leur éclipse, d'ordinaire, était aussi soudaine que leur ascension. Les dirigeantes qui sont aujourd'hui notre fléau ont au contraire renforcé leur puissance. La convention qu'elles organisèrent à Leicester un peu avant la Noël de 2032 a été leur moment décisif. Les cercles féminins répondraient à l'appel, on le savait fort bien, et on n'écartait qu'à demi l'éventualité d'une participation des sections féminines du parti des techniciens; mais on ne s'attendait pas à voir les sections locales du parti et des syndicats déléguer à Leicester tant de leurs membres, hommes et femmes. Défiant leurs dirigeants, ils vinrent de tous les points du pays, et en particulier, d'Écosse et d'Angleterre du Nord (cette hostilité envers Londres est un aspect sinistre de l'agitation : les sociologues gouvernementaux ont trop tendance à la minimiser). Même l'Association des bienfaiteurs scientifiques était représentée. C'est de Leicester que surgit, avec son étrange charte, ce conglomérat mal assorti qui s'est fait connaître sous le nom de « Mouvement populiste ». Pour la première fois de mémoire d'homme vivant, une minorité dissidente de l'élite nouait une alliance avec les classes inférieures, jusque-là si isolées et si dociles. Cette alliance fomenta les incidents locaux de Kirkcaldy et de Stevenage, de South Shields et de Whitehall, qui débouchèrent sur la crise nationale de mai dernier.

Que signifie tout cela ? Seuls le sauront les historiens de l'avenir, à supposer qu'ils puissent se mettre d'accord. Proches comme nous le sommes des événements — et chaque jour apportant sa provision de nouvelles fraîches —, il est impossible à quiconque de présenter autre chose que des hypothèses de travail. On n'est jusqu'à présent parvenu à aucun consensus. L'opinion officielle est que pareille alliance, qui ne tient pas compte des divisions de classe, n'est qu'une mésalliance, et que dirigeants et dirigés ont si peu de points communs qu'il s'agisse de leur niveau intellectuel, de leur formation, de leur statut ou de leurs intérêts — que le mouvement n'a pas de chances de durer. Le *Sunday Scientist*, dans une phrase fort citée, quoique d'un ton fort commun, a compaté certains des *leaders* à « Rimsky-Korsakov dans le salon de thé du coin ». Somerville se serait-il vulgarisé sans susciter de réaction profonde ? Je ne le

pense pas ou, du moins, je ne suis pas d'accord quant à cette réaction. J'affirme que les populistes n'auraient pu rassembler de telles forces, et les événements de mai atteindre de pareilles dimensions, si les ressentiments n'avaient été que passagers et n'avaient pas eu dans l'histoire des racines profondes.

Mon but, dans cet essai, est de dégager certaines des causes historiques des griefs que les soulèvements de mai ont fait soudain apparaître au grand jour. Que ces soulèvements aient été ou non explicitement organisés par les populistes, je dis qu'ils le furent certainement par l'histoire. Une conviction implicite soutient mon propos tout au long : il n'y a pas de révolutions; un changement incessant superpose lentement les couches alluvionnaires et reproduit le passé tout en le transformant. Je ne songe pas ici aux mille et une innovations techniques qui, d'un certain point de vue, ont fait du siècle dernier une époque à part. De ces lieux communs, je ne parlerai pas; je chercherai plutôt à montrer que, quelque bizarres que puissent à présent paraître nos arrière-grands-parents, le XX° siècle est tissé sur le même métier que l'époque néo-élizabéthaine. J'illustrerai ces pages avec des références à la période — 1914-1973 — dans laquelle je me suis spécialisé à la Manchester Grammar School. J'aimerais ici reconnaître ma dette envers mon professeur de sixième année, M. Woodcock, qui m'a le premier montré combien l'étude de cette époque pouvait être révélatrice pour la compréhension du chemin parcouru par l'homme durant le siècle écoulé. C'est lui qui m'a initié à la sociologie historique telle qu'elle s'est développée dans les anciennes universités.

En 1914, donc au début de la période qui fait ma spécialité, les classes supérieures comptaient proportionnellement tout autant de génies et d'imbéciles que les classes laborieuses; ou plutôt, comme un petit nombre d'ouvriers brillants et chanceux parvenaient au sommet en dépit de leur origine sociale subalterne, les classes inférieures comptaient une proportion presque aussi forte d'individus supérieurs que les classes élevées elles-mêmes. L'intelligence se répartissait plus ou moins au hasard. En matière de capacités,

chaque classe sociale était une miniature de la société elle-même : la partie était identique au tout.

Le changement fondamental qu'a connu le dernier siècle, changement qui était en cours dès avant 1973, consiste en ce que l'intelligence a été redistribuée entre les classes, et en ce que la nature de ces classes a changé. Ceux qui avaient du talent ont reçu les moyens d'atteindre un rang accordé à leurs dons, ce qui a eu pour conséquence de réserver les positions sociales inférieures à ceux dont les aptitudes étaient, elles aussi, inférieures. La partie n'est plus identique au tout.

Le taux de progrès social dépend de la mesure dans laquelle le pouvoir et l'intelligence vont de pair. La Grande-Bretagne d'il y a cent ans gaspillait ses ressources en condamnant les gens de talent des classes inférieures au travail manuel, et en bloquant les efforts qu'ils faisaient pour obtenir la juste reconnaissance de leurs capacités. Mais notre pays, pour survivre en tant que grande nation (grande, veux-je dire, par comparaison avec d'autres), ne pouvait se permettre de demeurer une société de castes. Pour affronter la concurrence internationale, il fallait faire un meilleur usage du matériel humain et, avant tout, des talents, qui, même en Angleterre (on pourrait dire : toujours et partout), étaient très rares. Ecoles et industries s'ouvrirent donc peu à peu au mérite, si bien que, dans chaque génération, l'enfant intelligent eut des possibilités toujours plus grandes de s'élever. On ne pouvait augmenter la proportion d'individus dotés d'un quotient intellectuel (Q.I.) supérieur à 130 (il s'agissait plutôt d'en prévenir la diminution); mais leur nombre ne cessa de s'accroître dans les professions qui leur permettaient d'exercer la plénitude de leurs facultés. Pour chaque Rutherford, nos temps modernes ont connu dix magnats de son envergure, pour chaque Keynes, deux Keynes; et Elgar lui-même a eu son successeur[trad 1]. La civilisation ne dépend pas de la masse stupide, de l' « homme moyen sensuel »[trad 2], mais la minorité créatrice; de l'innovateur qui permet, d'un seul coup, d'économiser le travail de 10 000 hommes; des quelques individus brillants pour qui tout est occasion de réfléchir; de cette élite infatigable qui a fait de la

mutation un phénomène autant social que biologique. Les rangs des savants et des technologues, des artistes et des professeurs, se sont grossis; leur éducation a été adaptée à leur haute destinée génétique, et leur pouvoir de faire le bien s'est accru. Le progrès est leur triomphe, le monde moderne leur monument.

C'est néanmoins céder dans la sphère des relations humaines à cette complaisance insidieuse que nous déplorons tant dans les sciences de la nature, que d'ignorer les victimes qu'a faites le progrès. Une vision sociologique équilibrée veut que nous tenions la balance et des échecs et des succès.

Pour chaque élu, nombreux sont ceux que l'on rejette. Ayons la franchise d'admettre que nous n'avons su, ni apprécier l'état mental des rejetés, ni par conséquent ménager leur nécessaire adaptation. Le danger qui nous guette depuis le choc administré par les événements de l'an dernier, c'est que la multitude vociférante qui voit se fermer devant elle les portes du savoir, se retourne contre un ordre social dont elle sent qu'il la condamne. Les masses, tout incapables qu'elles soient, ne se comportent-elles pas, parfois, comme si elles souffraient du sentiment de leur indignité ? Se voient-elles nécessairement comme nous les voyons nous-mêmes ? Nous savons que ce n'est qu'en lâchant la bride à une imagination bien entraînée et à une intelligence organisée que l'humanité peut espérer, dans les siècles à venir, s'accomplir comme elle le mérite. Reconnaissons pourtant que ceux qui se plaignent de l'injustice présente pensent qu'il s'agit là de quelque chose de réel et cherchons à comprendre comment il se fait que ce qui pour eux a un sens, n'en ait aucun à nos yeux.

Note de traduction 1 : Ernest Rutherford, Lord Rutherford (1871-1937). Physicien. Professeur à Cambridge. Découvrit la particule α (alpha) (1904) et le proton (1920), et déclencha la première réaction nucléaire (1919). Prix Nobel de chimie (1908).

John Manyard Keynes, Lord Keynes (1883-1946). Economiste. Auteur de la *General Theory of Employment, Interest and Money* (1936).

Sir William Elgar (1857-1934). Musicien. Sa gloire est tout insulaire.

Note de traduction 2 : En français dans le texte.

PREMIÈRE PARTIE

L'ASCENSION DE L'ÉLITE

I

Le heurt des classes sociales

1. Les modèle de la fonction publique

Si l'on voit dans les années 1870 le début de l'ère moderne, c'est moins du fait de la Commune qu'à cause de M. Forster. C'est à ce moment que l'enseignement fut rendu obligatoire en Grande-Bretagne, que l'on abolit enfin le « piston » dans le Civil Service et que le concours d'entrée y devint la règle. Dès lors, le mérite et le talent furent les seuls critères du recrutement et de l'avancement dans cette splendide profession[note 1], phénomène d'autant plus remarquable qu'un grand nombre de nos aïeux étaient résolument hostiles à ce que la compétition régnât dans l'administration britannique. Compte tenu de cette opposition, il vaut la peine de noter qu'en 1944, les jeunes gens les plus brillants de Cambridge et d'Oxford peuplaient déjà les rangs de l'*Administrative Class*[trad 1] et guidaient les destinées de la nation; que les meilleurs produits des universités de province faisaient déjà carrière dans les services scientifiques et techniques, dont l'importance était à peine moindre; que les garçons et les filles venus des *grammar schools*[trad 2] occupaient, selon leur plus ou moins grande valeur, des postes de cadres d'exécution ou d'employés de bureau; qu'enfin le bel ensemble d'hommes et de femmes qui formaient l'épine dorsale de la fonction publique, remplissaient, au sortir de l'école élémentaire (appelée par la suite « moderne secondaire ») les fonctions manuelles. C'était là un modèle que tout organisateur sensé se devait d'imiter et qui fut mille fois copié dans le commerce et l'industrie, d'abord par les grandes compagnies comme Imperial Chemicals et Unilever, puis par les sociétés publiques qui ne cessaient de proliférer.

Le défaut de ce dispositif, par ailleurs admirable, venait, bien sûr, de ce que le reste de la société — et en particulier l'enseignement —

n'était pas encore géré selon les mêmes principes. L'éducation était fort loin d'être proportionnelle au mérite. Certains enfants dont les capacités les eussent qualifiés pour des fonctions d'*assistant secretary*[trad 3], étaient forcés de quitter l'école à quinze ans et de se faire postiers : des hauts fonctionnaires distribuant des lettres, voilà qui est presque incroyable ! D'autres enfants, pauvres en dispositions mais riches en relations, passaient tant bien que mal par Eton et Balliol[trad 4] et finissaient, l'âge venu, par représenter l'Angleterre à l'étranger : des postiers remettant des notes diplomatiques ! Quelle farce tragique ! L'administration, en proie à un problème insoluble, fit en sorte de compenser les injustices de la société en améliorant les chances qu'avaient les plus doués de s'élever en son propre sein. En temps de guerre, en particulier, on remplaça par des subalternes qui s'étaient épanouis sur le tard, les calamités précoces qui ne s'étaient débrouillées pour passer leurs derniers examens que pour aller s'affaler, définitivement épuisées, dans un fauteuil de la Trésorerie. Et on vit même en temps de paix des employés saisir l'occasion de grimper à l'échelle : quelques-uns accédaient aux postes d'exécution et, sur leurs dernières années, une poignée d'entre eux réussissaient à gravir les échelons les moins élevés de l'*Administrative Class*. Mais ces solutions partielles avaient leurs limites, qui tenaient aux insuffisances du système général d'enseignement. Ce ne fut que lorsque l'école fit son travail que les responsables du recrutement dans la fonction publique purent faire le leur. C'est seulement quand il n'y eut plus de haut fonctionnaire contraint de quitter l'école à quinze ans, et quand on n'envoya plus aucun postier à Balliol, que la grande réforme entreprise dans les années 1870 put enfin être menée à son terme.

Il est difficile de surestimer la force de cet exemple. Les noms que l'on pouvait lire il y a cent ans dans l'*Annuaire impérial* faisaient l'ornement d'une fonction publique réputée être, et à bon droit, la meilleure du monde. Comme l'analogie est frappante avec la société moderne ! Nous avons aujourd'hui une élite choisie selon ses capacités intellectuelles, éduquée selon ses mérites, et qui a reçu une formation de base en philosophie, en administration, et dans les deux « s » des sciences et de la sociologie; mais l'*Administrative*

Class d'antan se recrutait elle aussi parmi les plus intelligents et la formation qu'ils recevaient n'était pas, loin de là, uniquement professionnelle, ce qui ne signifie pas qu'elle fût sans rapport (non plus que celle des fonctionnaires romains, et à la différence de cette autre fonction publique impériale, la chinoise) avec les tâches qu'ils étaient appelés à accomplir par la suite. Désormais, nous reconnaissons franchement que la démocratie ne peut rien être de plus qu'une aspiration, et nous sommes gouvernés moins par le peuple que par les gens les plus capables : ni par une aristocratie de la naissance, ni par une ploutocratie, mais par une méritocratie[note 2] du talent; mais l'ancienne administration, parce qu'elle était si bien choisie et formée, exerçait avec tact et compé. tence un pouvoir bien plus grand que celui du Parlement Aujourd'hui, tout membre de la méritocratie a un Q.I. minimum de 125 (les postes les plus hauts de psychologues, de sociologues et de *permanent secretaries* étaient réservés, depuis la décision Crawley-Jay de 2018, à ceux qui dépassent 160); mais la méthode rétrospective de Tauber n'a-t-elle pas montré que voilà un siècle, la majorité des fonctionnaires de l'*Administrative Class* avaient déjà des indices supérieurs à 125 ? Là furent donc bien les rudiments du système moderne. Si de nos jours l'intelligence règne en souveraine incontestée dans les trois quarts du monde, il faut en attribuer une part du mérite aux pionniers clairvoyants du Civil Service britannique. C'est une exagération fort excusable que de dire de notre société qu'elle ne leur est pas moins un mémorial qu'aux premiers socialistes.

2. « Tout est bel et bien »

Jusqu'aux réformes de la fonction publique, le népotisme était la règle pour la plus grande partie de la société. Dans le monde agricole, qui prédominait encore alors que le XIX° siècle était déjà fort avancé, le statut social dépendait, non du mérite, mais de la naissance. Classe par classe, statut par statut, profession par profession, les fils suivaient fidèlement les traces de leurs pères, tout comme ces derniers avaient marché dans les pas des leurs. On ne demandait pas à un garçon ce qu'il ferait quand il serait grand : on savait, par exemple, qu'il allait travailler la terre comme ses ancêtres

avant lui. Pour l'essentiel, on ne choisissait pas sa tâche, et on n'était pas choisi pour l'accomplir : on ne faisait qu'en hériter.

La société rurale (et sa religion avec elle) n'était qu'une extension de la famille. Dans cette dernière, le père occupait le sommet, et sous lui, les autres membres se disposaient selon leur statut hiérarchique, le fils aîné ayant le pas sur les cadets[note 3], et les fils sur les filles. Ainsi de la famille, ainsi du village: le seigneur du manoir était le patriarche au-dessous duquel s'étageaient les degrés de la population paysanne, le propriétaire au-dessus du fermier, le fermier au-dessus du petit paysan, et celui-ci au-dessus du valet de ferme :

Le riche dans son château,
Le pauvre à sa porte,
Il les a fait haut et bas
Et a ordonné leur domaine.
Tout est bel et bien...

Ainsi du village, ainsi du royaume : la famille royale, avec à sa tête le roi, père de ses sujets, se tenait au-dessus des ordres et des états. Ainsi du royaume de la terre, ainsi du Royaume des Cieux. Dans tous les cas, c'était toujours le même personnage qui présidait en bout de table : pareille loi n'était guère faite pour encourager les ambitions juvéniles.

S'il est rare que l'historien lui-même, en tendant un miroir au passé, puisse éviter d'y croiser son propre regard interrogateur, il est pratiquement impossible au profane, qui prend comme allant de soi la logique de l'*human engineering*, de comprendre l'apparente folie de nos ancêtres. Le vieux système n'était certes pas dépourvu de tyrannie, de gaspillage, de rigidité; mais il ne s'y réduisait pas. Lord Salisbury déclara un jour qu'il ne pouvait imaginer au nom de quelle logique on pouvait défendre le principe héréditaire — et que c'était bien là ce qui le faisait répugner à son abandon. S'il pouvait parler avec tant d'assurance, c'est que, pour tous ceux qui avaient des racines campagnardes[note 4], la justification de l'héritage — l'agriculture étant une affaire de famille — allait presque sans dire.

Le travail de la terre exigeait des efforts acharnés et incessants : il était d'autant plus aisé de les obtenir que, dans le climat mental qui régnait alors, le paysan savait qu'il œuvrait pour ses enfants et ses petits-enfants, qui bénéficieraient de son zèle comme ils souffriraient de ses négligences. L'agriculture voulait que les laboureurs fussent attachés à la terre, faute de quoi la nourriture, toujours précaire, viendrait à manquer : cet attachement était d'autant mieux sauvegardé que l'on incitait les enfants, à l'âge où ils étaient le plus impressionnables, à connaître et à aimer les petites particularités de la terre dont ils hériteraient un jour. Il fallait que la fertilité du sol fût continuellement préservée, et qu'on ne la sacrifiât pas à l'espoir d'un gain passager : mais la prévoyance était naturelle à des gens qui avaient à cœur les intérêts de la postérité telle que l'incarnait leur propre famille. L'héritage, tout à la fois, incitait au travail, insufflait l'esprit de responsabilité, et garantissait la continuité.

Du sol poussent les castes; la machine fabrique les classes. L'ancien système fut suffisant aussi longtemps que l'Angleterre dépendit d'une agriculture primitive. Mais avec la croissance de l'industrie, la féodalité en vint à constituer un frein toujours plus fort à l'efficacité. Ce n'est pas que la transmission héréditaire de la propriété comptât énormément[note 5] : en vérité, plus riche était le père, plus fréquemment ses enfants se consacraient au seul travail de dépenser l'argent qu'il leur avait laissé; et quand c'était le cas, le pouvoir passait à des régisseurs salariés choisis pour leur compétence, les choses étant ainsi conformes à ce qu'elles devaient être. Ce qui importait vraiment, c'était le nombre des enfants qui, en même temps que de l'argent, héritaient du pouvoir et de la position sociale. Il est stupéfiant de voir combien de médecins étaient fils de médecins, combien d'avocats fils d'avocats, etc. Nombre de ceux qui avaient réussi dans l'industrtie et le commerce préféraient faire grimper l'échelle sociale à leurs enfants en leur faisant embrasser les professions libérales. Même dans les affaires, il était assez courant que la succession fut une gêne très grave pour la productivité. Comme il est naturel, il y avait certes des pères doués qui engendraient (quoique moins souvent qu'après la généralisation des mariages intelligéniques) des enfants également doués; auquel

cas ces derniers avaient doublement titre, et par la naissance et par le mérite, à leur pouvoir. Mais le cas opposé était hélas plus fréquent, du fils qui ne valait pas son père; ou dont les capacités étaient peut-être d'un autre ordre; ou dont les goûts le portaient, plus qu'aux affaires, à l'art ou à la philosophie; ou dont l'énergie s'était figée au contact de celle de son père, — et qui cependant prenait place à son tour derrière le bureau paternel et gardait le fauteuil chaud pour son propre héritier. De nombreux fils faisaient de leur mieux, par l'étude et l'application, pour suivre le conseil de Goethe :

Pour posséder vraiment ce dont tu hérites,
Il te le faut d'abord gagner par ton mérite.

Mais quelle en était l'utilité ? On ne peut perpétuellement se tromper soi-même. Cette tragédie humaine était aussi un gaspillage social[note 6]. Jusqu'au moment où la loi Butler, dans les années 70 et 80, commença de produire ses effets, la Grande-Bretagne eut la juste réputation, parmi les pays industriels, d'être la patrie du népotisme.

Il n'était pour ainsi dire pas d'observateur intelligent qui ne vit à quel point la chose était criminelle. Au siècle dernier, innombrables furent les crises et les désastres causés par le « mauvais » fils (ou parfois, la « mauvaise » fille) placé au mauvais endroit au mauvais moment. Pour quoi, dans ces conditions, un système d'héritage qui ne valait que pour une civilisation agricole survécut-il si long temps ? Il y avait bien plus d'un siècle que la Grande Bretagne était devenue un pays industriel quand elle se débarrassa du népotisme : pourquoi un tel laps de temps entre le moment où l'on ne dépendit plus de la terre et celui où l'on ne dépendit plus de la caste ? Une raison évidente en est que notre pays a joui d'une bénédiction douteuse : il n'a jamais été ni envahi, ni battu à plate couture dans une guerre, ni secoué de fond en comble par une révolution politique; bref, il n'a jamais été mis en demeure de repartir à zéro. Comme c'est le cas de tous les peuples dont le déclin est lent et régulier — qui déclinent, en quelque sorte, dans la stabilité —, aujourd'hui, après 1914 ne fut jamais, pour l'Angleterre, aussi brillant que hier. Plus elle vivait sur

son capital ancestral, et plus il lui était difficile de n'en plus dépendre; plus terne était son présent, et plus elle se sentait justifiée de chercher à s'en échapper. C'est, je ne l'ignore pas, une étrange doctrine pour un sociologue moderne, mais je ne suis pas le seul à dire que trop de gens avaient un sens trop aigu de l'histoire, en même temps qu'un sentiment trop vague de ce que l'on pouvait exiger de l'avenir. Il n'en était pas ainsi au XIX° siècle; mais vers la moitié du XX°, la tradition était déjà surestimée, et la continuité par trop révérée : pour chaque transformation, il fallait un précédent. Le Royaume-Uni, en d'autres termes, garda sa mentalité rurale bien après que 80% de sa population se fût rassemblée dans les villes : exemple de retard culturel massif tout aussi surprenant que celui de la Chine avant la dynastie Mao.

Le culte des ancêtres prit la forme d'une vénération pour les vieilles demeures et les églises anciennes, pour le système monétaire le plus singulier et les poids et mesures les plus bizarres; pour les Gardes, les régiments traditionnels, les *pubs*, les vieilles voitures, le cricket, et, par-dessus tout, pour la monarchie héréditaire, ainsi qu'à un moindre degré pour la classe qui l'entourait, cette aristocratie qui pouvait faire remonter ses origines jusqu'à un passé plus splendide. Les politiciens, comme conseillers privés[trad 5], voyaient retomber sur eux un peu du prestige royal; et les hauts fonctionnaires se targuaient modestement du titre de « gouvernement de Sa Majesté »[note 7]. L'Etat lui-même avait un grand prestige, car il bénéficiait en partie du statut de cette aristocratie qui gouvernait le gouvernement. Aux Etats-Unis (dépourvus d'aristocratie), il fut longtemps entendu que tous les gouvernements étaient mauvais, tandis qu'en Grande-Bretagne, les gens ne laissaient pas de s'indigner que les gouvernements ne fussent pas meilleurs. Outre le gouvernement, toutes les institutions les plus importantes du pays, des universités, à la Royal Society[trad 6], du Club de cricket de Marylebone au *T.U.C.*, de la marine marchande à Fortnum and Mason[trad 7], reçurent à un moment ou à un autre le patronage royal; et il était difficile de trouver une grande firme, quelle que fût l'industrie considérée, qui ne pût se flatter de compter un pair dans son conseil d'administration. L'aristocratie servait d'image paternelle à l'inconscient collectif, son

influence était telle que des hommes brillants, et qui ne devaient leur réussite qu'à eux-mêmes, avaient honte, parfois, de leurs humbles origines, au lieu de se montrer fiers d'avoir su s'élever au-dessus d'elles.

De tous les traits que l'on admirait chez les aristocrates, le plus universellement imité était l'habitude qui leur était attribuée de ne pas travailler, ou, plutôt, de ne se consacrer qu'à des activités dont le caractère bénévole faisait la valeur[note 8]. Dans l'industrie, les cadres directoriaux copiaient servilement ces parasites. Les textes contemporains montrent avec un luxe accablant de détails qu'encore en 1985, certains dirigeants de grandes sociétés se comportaient (souvent sans savoir pourquoi) comme s'ils avaient vécu de leurs rentes. Dans l'armée, il n'y avait pas d'hommes, mais des officiers; dans l'industrie, pas d'hommes, mais des gentilhommes. Le rituel voulait que l'on fit semblant de n'avoir aucun besoin de gagner sa vie : les managers arrivaient à leur travail deux ou trois heures après le personnel, vêtus comme pour aller au club et non pas à l'usine; occupaient un bureau qui avait l'air d'un fumoir et où l'on ne pouvait rien remarquer qui ressemblât à une chose aussi vulgaire qu'une machine à calculer; déjeunaient aux frais de la firme dans une cantine que l'on eût prise pour un salon particulier, — et trimaient jusqu'à tard dans la soirée durant les heures qui, précisément, *ne* leur étaient pas payées. De leur travail, ils faisaient un *hobby*, comme de leur *hobby* un travail : singeant le *squire* de jadis, la vie sérieuse commençait pour eux en même temps que leur partie de golf[note 9]. Il était naturel qu'à tous les niveaux, leurs subordonnés se livrassent à l'imitation désastreuse de ces laborieux faux-semblants. Ainsi les grèves harcelaient-elles la direction qui essayait d'empêcher son personnel de cesser le travail à intervalles rapprochés pour prendre le thé. De son long bras, l'aristocratie immobilisait solidement la productivité.

3. Famille et féodalité

Même en Angleterre, l'influence aristocratique n'aurait jamais duré si longtemps sans le soutien de la famille, avec laquelle la féodalité

allait la main dans la main. La famille a toujours été le pilier de l'héritage. Le père ordinaire (et il y en a encore aujourd'hui, il nous faut hélas l'admettre) voulait laisser son argent à son enfant, plutôt qu'à des étrangers ou à l'État; en léguant ses biens à celui qui était une partie de lui-même, il s'assurait une espèce d'immortalité : le père héréditaire ne mourait jamais. S'il possédait une affaire familiale qui, en quelque sorte, l'incarnait, il était d'autant plus désireux d'en transmettre la direction à quelqu'un qui fût de son sang. En contrôlant la propriété, les parents contrôlaient aussi leur progéniture; menacer un enfant de ne pas le faire figurer dans le testament, c'était une démonstration de force presque aussi efficace dans l'Angleterre industrielle qu'elle l'avait été dans l'Angleterre agricole. Et même s'ils ne possédaient rien, les parents voulaient que leurs enfants trouvent au moins un travail identique ou légèrement supérieur au leur. Toutes les études s'accordent pour confirmer la force (encore vivace de nos jours) de ces tendances et du mobile qui faisait les parents « pousser » leurs enfants. Trouver du mérite à qui n'en avait pas, c'était la psychose commune à des millions de foyers.

Pendant des siècles, la société a servi de champ clos à deux grands principes : la sélection par la famille et la sélection par le mérite. Aucun des deux n'a jamais pleinement vaincu. Les champions de la famille soutiennent que, pour élever les enfants, rien n'a jamais été inventé qui puisse vraiment se substituer à l'instrument dont s'est jusqu'à présent servi l'humanité. Les enfants qui ont grandi dans des orphelinats — l'éducation qu'ils y ont reçue fût-elle des plus éclairées — semblent manquer de cette assurance intérieure qui seule transforme en capacités réelles les aptitudes potentielles. Si tout le monde passait par l'orphelinat, les chances seraient certes égales pour tous, mais au prix de rendre chacun également malheureux. Une affection constante prodiguée par les mêmes parents (la chose est généralement reconnue depuis les expériences des dernières années 1980) est nécessaire au complet développement glandulaire du petit enfant. L'amour est le principal collaborateur de la biochimie.

Il nous a fallu accepter les défauts de la famille. Nous avons dû admettre que presque tous les parents cherchent à assurer à leur progéniture des avantages immérités. La fonction de la société, dont l'efficacité dépend de l'observation des principes de la sélection par le mérite, est d'empêcher que cet égoïsme ne devienne vraiment nuisible. Si la famille est le gardien de l'individu, l'Etat est le gardien de l'efficacité collective, et il ne peut remplir son rôle que parce que les citoyens sont eux-mêmes partagés entre des intérêts contraires. En tant que membres d'une famille donnée, ils veulent pour leurs enfants tous les privilèges; mais ils s'opposent en même temps à ce que les enfants des autres soient privilégiés. Ils veulent des chances égales pour tous les enfants, — sauf pour les leurs. En prenant le parti de l'intérêt général, l'Etat s'assure des soutiens qu'il utilise précisément pour défendre cet intérêt contre l'amère opposition que celui-ci provoque. Il y a quelques années à peine, les gens intelligents pensaient dans leur ensemble que l'État avait obtenu des résultats admirables en s'employant à neutraliser la famille pour l'empêcher d'influer inopportunément sur le système professionnel. Mais nous sous-estimions la résistance de la famille : le *home* est toujours le meilleur terreau de la réaction.

Mon objet ici n'est pas tant de passer en revue les signes les plus récents du mécontentement familial que d'en retracer les antécédents historiques. Je veux souligner que malgré les multiples changements survenus au cours des derniers siècles, la famille est encore pour l'essentiel le même type d'institution, plus inspirée par la fidélité que par la raison, qu'à l'époque féodale.

4. L'aiguillon de la concurrence internationale

L'analyse historique démontre que l'opposition de la famille au progrès est inévitable, et que la méritocratie est nécessaire. L'aristocratie et la famille, sources jumelles de l'inertie, n'ont pas réussi, nous le savons, à arrêter le progrès social. La raison en est simple: L'Angleterre a dû rivaliser avec d'autres nations dans un monde concurrentiel. N'eût été l'aiguillon de cette rivalité internationale, la société intérieure ne fût pas devenue plus

vigoureuse, et la nation dans son ensemble n'eût jamais pris pour modèle cette sélection par la compétition qui est de règle dans la fonction publique.

Les guerres du siècle dernier, qui marquèrent l'apogée de la concurrence internationale, furent aussi les grandes serres chaudes du mérite. On disait alors que la guerre ne connaissait pas de vainqueurs; que, vainqueurs ou vaincus, tous

souffraient également. A la lumière de l'histoire, nous pouvons voir la fausseté d'un tel propos. Avant que la fission nucléaire ne survînt, la guerre profitait à tout le monde, et en particulier aux pays battus : témoins la Russie, l'Allemagne, la Chine. La guerre stimulait l'esprit d'invention et, chose plus importante encore, incitait à tirer le meilleur parti des ressources humaines. Durant la Première Guerre mondiale, l'armée américaine soumit deux millions de recrues à des tests d'intelligence[note 10], et cela avec tant de bonheur que presque toutes les armées adoptèrent la même pratique lors des conflits ultérieurs. Au cours de la Deuxième Guerre, l'armée britannique fit de nouveau la démonstration de l'extraordinaire efficacité de la sélection psychologique. Ce furent là, en leur temps, de grandes réussites. La guerre révéla à la Grande-Bretagne qu'elle possédait une réserve de capacités qu'elle n'avait auparavant jamais utilisée à plein. Chaque produit d'une école élémentaire qui devint officier dans la guerre contre Hitler (et il y en eut beaucoup, une fois remplacé le critère de la famille par celui du mérite) apportait un argument de plus aux partisans de la réforme de l'enseignement. Ce ne fut pas un hasard si les trois grandes lois sur l'enseignement de la première moitié du siècle (1902, 1918 et 1944) entrèrent chacune en vigueur à la fin d'une guerre; ni si la guerre de Crimée pesa d'un tel poids dans le sens d'une réforme de l'administration et de l'armée.

En temps de paix, ce fut aussi la compétition avec les autres pays qui changea le rythme de la vie. L'Anglais en vint à craindre que sa supériorité nonchalante ne fût une contradiction dans les termes : l'ombre de la compétence étrangère planait sur l'intimité douillette de

la Chambre des Lords, sur le snobisme du champ de courses d'Ascot et sur la somnolence de la Fédération des industries britanniques [Federation of British Industries (F.B.L)]. Le système de classe intérieur finit par se transformer sous l'influence d'un système de classe international qui obsédait tout autant les Anglais, et qui leur faisait perpétuellement se demander si leur pays était une puissance de première classe, ou (après chaque déconvenue) s'il avait droit à la deuxième ou à la troisième, — à supposer qu'il ne fût pas absolument dépourvu de classe. Au début du XX° siècle, l'Angleterre redoutait l'Allemagne; vers le milieu, la concurrence américaine et plus encore russe; sur la fin, la Chine[note 11].

À chaque étape, on utilisa pour abattre la résistance au changement la menace que représentaient les armements, le commerce, et, de plus en plus, la science des autres pays. C'était toujours une question de qualité. Les autres nations avaient choisi une meilleure matière première, et, grâce à une meilleure formation, en avaient tiré de meilleurs aéronautes, de meilleurs physiciens, de meilleurs administrateurs et, surtout, de meilleurs spécialistes de la science appliquée. Si l'Angleterre n'en faisait pas autant, elle s'exposait à la défaite militaire ou commetciale (celle-ci, du fait des crises récurrentes de la balance des paiements, étant presque aussi mortelle que celle-là). Pour survivre, la nation *devait* relever le défi des pays moins empêtrés qu'elle dans les idées rurales, qui avaient bénéficié de révolutions sociales plus radicales, et qui n'étaient pas handicapés par une psychologie insulaire. La Grande-Bretagne n'avait survécu si longtemps que grâce aux multiples transfusions de sang qu'elle devait à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, à l'Afrique du Sud et au Canada, pays qui avaient moins souffert que la mère-patrie des conséquences de l'héritage, et qui lui envoyaient les meilleurs de leurs enfants. La chose ne pouvait continuer éternellement et, en matière scientifique sinon artistique, l'apport du Commonwealth commença de décroître après 1945.

Sur la question qui nous occupe, nombre des avertissements proférés en ces temps reculés sont encore capables de nous

émouvoir. Le vaillant M. Forster, en déposant le premier grand projet de loi sur l'éducation, le 17 février 1870, déclarait :

> Nous ne devons pas différer. De la prompte dispensation de l'enseignement élémentaire dépend notre prospérité industrielle. Il ne sert à rien de chercher à donner une formation technique à nos artisans sans une instruction élémentaire. Des travailleurs sans instruction et nombre de nos travailleurs en sont absolument dépourvus — sont pour la plupart des travailleurs sans qualification, et si nous laissons notre peuple travailleur plus longtemps sans qualification, nonobstant ses muscles puissants et son énergie décidée, il sera dépassé [*overmatched*] dans la compétition mondiale. [...] Si nous devons conserver notre position parmi les hommes de notre propre race ou entre les nations du monde, il nous faut pallier notre faiblesse numérique [*the smallness of our numbers*] en accroissant la force intellectuelle de l'individu.[note 12]

Près d'un siècle plus tard, Sir Winston Churchill, l'avant-dernier des grands aristocrates qui dirigèrent le gouvernement, fit écho à Forster :

> Durant les dix dernières années, l'enseignement technique supérieur soviétique en matière de génie mécanique s'est développé et en quantité et en qualité dans une mesure qui dépasse de loin tout ce que nous avons fait. C'est là une question qui nécessite l'attention immédiate du gouvernement de Sa Majesté [...] si nous voulons, non pas rester au premier rang, mais même maintenir notre place proportionnée dans le monde.[note 13]

L'enseignement supérieur était trop limité, et ceux à qui il était dispensé n'étaient pas ceux qui en auraient le mieux profité : telles étaient les raisons du malheureux état de choses auquel se référait Sir Winston. En 1945, une bonne moitié du petit nombre d'étudiants qui fréquentaient les universités étaient parfaitement dépourvus de l'intelligence nécessaire : « Un peu moins de 2 % de la population entrent à présent dans les universités. 5 % environ de la population totale font preuve, sur tests, d'une intelligence aussi grande que la

moitié supérieure des étudiants, qui représentent 1 % de cette population[note 14]. » Dix ans plus tard, nombre d'enfants doués appartenant aux milieux ouvriers ne parvenaient toujours pas à accéder à l'enseignement supérieur[note 15]. A voir tant d'imbéciles dans les universités et à leurs portes tant de gens intelligents qui n'y pouvaient pénétrer, il ne faut pas s'étonner que dans les trois décennies qui suivirent 1945, l'accroissement annuel de la productivité n'ait été que de 3% ! Et il n'était pas non plus étonnant que le fameux rapport du ministère de l'Education sur les cas d'abandon des études avant leur conclusion déplorât la masse d' « aptitudes académiques perdues » qui se gaspillaient en de simples travaux manuels au lieu d'être cultivées dans les *grammar schools*! Heureusement, dans la seconde moitié du siècle, le danger devint si réel d'être « dépassé dans la compétition mondiale », on y insista avec tant de vigueur, et le besoin se fit si pressant de tout subordonner aux exigences de la production, que l'enseignement subit enfin une réforme décisive et que la famille fut arrachée à l'étreinte féodale.

Du moins, le pensions-nous.

5. Les sages-femmes socialistes

Sans les efforts incessants des fameuses « sages-femmes du progrès », tout eût été compromis. Les socialistes accélérèrent la croissance des grandes organisations, et celles-ci, à la différence des petites entreprises, favorisèrent la promotion du mérite[note 16]. A sa façon, le Conseil des houillères [Coal Board] joua un rôle aussi important que le Civil Service. Les socialistes attaquèrent toute influence familiale et toute transmission héréditaire des fonctions. Dans les années 1920 et 1930, les pamphlets travaillistes (dont beaucoup sont reproduits dans les « Harvard Socialist Documents ») se firent une habitude de tourner en ridicule ce qui était alors la formule du succès : « Ce n'est pas ce que vous connaissez, mais qui vous connaissez, qui compte. » Ils dénoncèrent l'héritage de la propriété. Ils ne portent pas seuls la gloire de la création des droits

successoraux, mais ils contribuèrent puissamment à renforcer la conviction morale selon laquelle les enfants nés de parents riches ne devaient pas jouir d'avantages refusés aux enfants pauvres. Durant de nombreuses années, les parents esquivèrent les droits de succession (il fallait bien esquiver les droits, puisqu'on ne pouvait esquiver la mort) en faisant, de leur vivant, donation d'une grande partie de leurs biens. Avec le premier des impôts sur le capital qu'ils introduisirent, les socialistes rendirent ce biais inutilisable. Mais ces succès eux-mêmes pâlissent à côté de la plus grande de leurs réalisations : l'amélioration radicale du système d'enseignement. Leur pression s'exerça sans relâche dans le sens d'une plus grande égalité des chances, et il en résulta que les écoles élémentaires furent améliorées, que l'enseignement secondaire devint gratuit et que le nombre des bourses d'enseignement supérieur se multiplia. Bien que la loi de 1944 ait été déposée par un ministre conservateur au nom d'un gouvernement de coalition, c'est au Labour Party qu'en revenait l'inspiration. Après cette loi, les enfants furent éduqués selon leurs « âge, talent et aptitude », les plus doués recevant l'éducation la plus complète.

Tout bien considéré, les socialistes britanniques des trois premiers quarts du XX° siècle (comme Saint-Simon et ses disciples en France, il y a deux cents ans) ne méritent que des éloges pour l'obstination avec laquelle ils s'attaquèrent aux méfaits de l'héritage en matière de propriété, de profession et d'éducation. S'ils s'opposèrent aux inégalités, ce fut à celles qu'engendrait l'héritage; et la forme d'égalité qu'ils encouragèrent le plus était celle, vraiment vitale, des chances au départ. Libre à nos modernes féministes de dire que, pour elles, ces hommes n'ont pas droit au nom de socialistes : certes, on ne cesse pas de récrire l'histoire, mais pour emporter la conviction, il faut le faire avec plus de finesse. Les socialistes furent les hommes qui, dans l'espace de moins d'un siècle, créèrent un nouveau climat mental.

Les meilleurs de leurs *leaders* intellectuels firent plus que d'élaborer une critique de l'héritage. Certes, les Morris, les Tawney, les Cole, parlaient bizarrement de la « dignité du travail », comme si le travail

manuel et le travail intellectuel étaient d'une égale valeur. Mais les plus grands des fabiens eurent la vision du nouvel ordre social qui, sur les fondations du talent humain, surgirait du vieux chaos non planifié. Quand ils frappaient juste, certes, ils frappaient fort. La minuscule Société fabienne avait galvanisé les masses obtuses du travaillisme; l'élite de l'avenir inspirerait et dirigerait de même les masses obtuses de la grande société. Faisant écho à Platon et à Aristote, Wells, dans *The Modern Utopia*, conçut la brillante idée des « Samouraïs », ces dirigeants aussi sages que désintéressés, qu'aucun pouvoir ne pouvait corrompre. Les Webb allèrent plus loin encore, et virent dans le parti communiste soviétique et dans sa vocation au *leadership* l'incarnation de l' « Ordre des Samouraïs ». Si la mémoire des Webb est aujourd'hui honorée, c'est parce qu'ils comprirent qu'en Union Soviétique (quelque défiguré que ce pays fût alors — et qu'il dût l'être encore de nombreuses années — par les formes d'une dictature politique parfaitement dépourvue de nécessité), une minorité dévouée, disciplinée et, avant tout, éduquée, était choisie en fonction d'abord de ses capacités, et exerçait, avec un succès que l'histoire confirme, cette « direction sans laquelle la démocratie, quelle que soit sa forme, n'est qu'une foule »[note 17]. Shaw lui-même mit à décrire le but visé un mordant très caractéristique :

> Cette « pléthocratie » [*Mobocracy*] fortuite doit être remplacée par une démocratie aristocratique : c'est-à-dire, par la dictature, non pas du prolétariat tout entier, mais de ces 5 % du prolétariat qui sont capables de concevoir la tâche et de s'ouvrir le chemin vers leur but divin.[note 18]

Dans son *Everybody's Political What's What ?*[note 19], Shaw développa ce plaidoyer de façon si frappante que des spécialistes sérieux de la pensée sociale le lisent encore aujourd'hui.

6. Résumé

Cette esquisse des forces sociales qui ont donné forme à notre temps est suffisamment familière. A peine est-il besoin de rappeler

que le progrès est toujours né du conflit. La monarchie, l'aristocratie et la *gentry*, toutes choses qui convenaient à notre passé agricole, ont trop longtemps été tenues en révérence. Il en est résulté que la famille, dont l'influence est toujours conservatrice, était si pénétrée de la tradition féodale qu'elle maintint l'héritage de la fortune, de la profession et surtout du prestige, longtemps après que les exigences de l'efficacité eussent été reconnues dans d'autres pays. Ce n'est qu'après une longue lutte que les forces de l'immobilisme s'inclinèrent devant celles du mouvement. Les plus intelligents virent tous la nécessité de résister, dans la guerre comme dans la paix, à la compétition internationale. Et le Labour Party, interprète des revendications de ceux qui n'avaient rien à hériter ou à léguer, rassembla leurs masses en bon ordre derrière les *leaders* les plus clairvoyants de toutes les tendances politiques.

Note 1 : Les auteurs du rapport Northcote-Trevelyan étaient conscients (et c'est à leur honneur) de ce qui était nécessaire : « Il serait naturel de s'attendre qu'une profession si importante attirât dans ses rangs les plus capables et les plus ambitieux des jeunes gens du pays; que l'émulation la plus ardente prévalût entre ceux qui y seraient entrés; et que ceux qui seraient dotés de qualifications supérieures se distinguassent rapidement et s'élevassent à une position publique éminente. Tel, cependant, n'est en aucune façon le cas. L'admission dans l'administration est certes avidement recherchée; mais c'est pout ceux qui sont dépourvus d'ambition et pour les indolents ou les incapables, qu'on la désire surtout »; *Northcote-Trevelyan Report on the Organization of the Permanent Œwl Service* (février 1854).

Note 2 : L'origine de ce terme déplaisant, comme celle de l'expression « égalité des chances » [equality of opportunity], est encore obscure. Il semble avoir d'abord été employé dans les

années 60 du siècle dernier par des journaux travaillistes à faible tirage, et ne s'être généralisé que beaucoup plus tard.

Note 3 : Depuis l'époque où la primogéniture fut partout reconnue, les cadets qui ont dû quitter le toit familial ont été les agents du changement social. Mais jusqu'au XIX° siècle, la population ne s'accrut que lentement, et il était relativement rare qu'il y eût plus d'un fils en vie pour hériter à la mort du père. Durant la période qui m'intéresse, les nazis réintroduisirent délibérément la primogéniture en Allemagne afin d'arracher les fils cadets à la terre et de les attirer dans l'armée ou dans les colonies éphémères d'Europe orientale.

Note 4 : Les choses étaient différentes dans les villes, gratifiées comme toujours de gens du « type moyen » [« *middle sort* »], — les villes où, comme le disait Defoe, « charretiers et portiers occupent le Siège de la Cité; et des valets de pied portent le pourpre magistrale ».

Note 5 : On verra un exemple amusant de la tendance qu'avaient les socialistes à vivre dans le passé, dans leur insistance obstinée, longtemps après que la richesse foncière eût cessé de compter, sur la nécessité d'égaliser la propriété. On s'aperçut heureusement qu'ils se souciaient beaucoup moins de la répartition du pouvoir, qui, sauf dans les sociétés agricoles, ne s'identifie nullement avec celle de la fortune. La première maxime de Fenn à l'usage du chercheur en sociologie historique (« Là où va le pouvoir, là je vais ») n'était pas pour rien la première.

Note 6 : Un des pionniers le plus lucide, le professeur Hogben, comprit combien il était important d'évaluer ce gaspillage. Il écrivit en 1938, dans son livre Political Arithmetic, que « nous pouvons rechercher jusqu'à quel point le processus du recrutement professionnel se fonde sur une aptitude spéciale à une profession particulière; et le problème d'arithmétique politique est alors d'estimer le gaspillage réparable qui est dû à une organisation sociale défectueuse, en même temps que la part d'efficacité sociale qui en résulte ». Quelques années plus tôt Kenneth Lindsay, dans *Social Progress and Educational Waste* (1924), ouvrage qui eût de

l'influence, avait calculé que les aptitudes dont faisaient preuve 40% au moins des enfants du pays se voyaient refuser tout débouché. Ce ne fut que bien plus tard, cependant, que le professeur Marlow, s'appuyant sur un ensemble de postulats péremptoires, fut capable d'évaluer le gaspillage au Royaume-Uni à environ 38 méga-unités par an dans les années 40, à environ 33 dans les années 60, à environ 18 dans les années 90, et à 5,2 mégas dans les années 2020. 5,2 mégas, c'est là ce que l'on appelle, en termes techniques, la « ligne Marlow », ce minimum irréductible au delà duquel l'efficacité sociale ne peut plus être améliorée. Mais après tout ce qui s'est passé durant les cent ans qui viennent de s'écouler, qui peut dire avec certitude ce qui est désormais impossible en matière de progrès ? Les données qui sont à la base des calculs de Marlow ne sont d'ailleurs pas encore parfaitement satisfaisantes.

Note 7 : En Angleterre, cette piété ne prit jamais une forme aussi excessive qu'au Japon, où le sentiment général s'exprimait dans un poème célèbre :

> Précieux sont mes parents, qui m'ont donné naissance
> Afin que je puisse servir Sa Majesté.

Note 8 : Les magazines des années 1960 et 1970 nous montrent des touristes énormément impressionnés par les lords et les ladies qui leur faisaient eux-mêmes visiter leurs demeures seigneuriales. La splendeur de propriétaires que l'on pouvait admirer et qui, en même temps, étaient plus à plaindre qu'à craindre, rejaillissait sur ceux qui les payaient.

Note 9 : La passion pour les oiseaux qui atteignit les dimensions si extraordinaires après les élections générales de 1971, fut un autre legs bizatre du *squire* et du pasteur. Les anciens aristocrates élevaient des oiseaux, étudiaient à la lorgnette leurs habitudes amoureuses, puis les abattaient tendrement. Ils finirent par prendre eux-mêmes l'apparence de leurs victimes. Ce que dit Oscar Wilde du visage anglais (« Une fois vu, pour toujours oublié ») ne s'appliquait pas à ces gens étranges. L'ornithologie, en faisant d'un

passe-temps de professionnel une science d'amateur, servit de pont entre deux mondes.

Note 10 : La directive qui fixe les objectifs que l'armée des Etats-Unis désirait atteindre, donne une extraordinaire impression de prescience. Le test devait « désigner et sélectionner des hommes dont l'intelligence supérieure indique que leur avancement ou leur affectation spéciale est désirable; choisir et recommander pour des « bataillons de développement » ceux qui sont intellectuellement inférieurs au point de ne pouvoir subir une formation militaire normale; permettre aux officiers de bâtir des organisations d'une vigueur mentale uniforme, ou en accord avec des spécifications définies concernant les nécessités intellectuelles; sélectionner des hommes pour asideers types d'activités militaires ou pour des affectations spéciales; éliminer les hommes d'une intelligence si inférieure qu'elle rend parfaitement impossible de les employer »; cité par H. J. Eysenck, *Uses and Abuses of Psychology* (1953).

Note 11 : Le combat mené dans les années 1990 contre l'adoption du chinois comme deuxième langue scolaire fut un exemple intéressant du conservatisme persistant d'une profession dont le rôle premier est pourtant de le décourager.

Note 12 : *Hansard*, 17 février 1870; cité dans G.M. Young et W.D. Handcock, eds., *English Historical Documents*, XII (1), p. 914.

Note 13 : Voir *The Times*, 6 décembre 1955. A l'époque, la Grande-Bretagne produisait moins d'ingénieurs et de diplômés en sciences appliquées que la plupart des autres grands pays : 2 800 pat an, soit 57 par million d'habitants, contre 22 000, ou 136 par million, pour les Etats-Unis, 60 000, ou 280 par million, pour l'U.R.S.S., 70 par million pour la France, 86 par million pour l'Allemagne occidentale, 82 par million pour la Suisse; voir *Technical Education* (1956).

Note 14 : *Barlow Report on Scientific Manpower* (mai 1946).

Note 15 : Rapport sur l'enseignement universitaire publié pour le Committee of Vice-Chancellors and Principals par l'Association of

Universities of the British Commonwealth (1957).

Note 16 : Les grandes entreprises avaient, elles aussi, besoin d'un plus grand nombre de gens instruits. En 1930, la Metropolitan-Vickers Flectrical Company, par exemple, employait quelque 10 000 personnes, dont près de 2 000 devaient nécessairement avoir reçu une certaine formation organisée. En 1956, ces derniers étaient au nombre de 16 000, sur un effectif total de 25 000 employés (*Times Edzucational Supplement*, 17 février 1956). En 1982, 61 000 travailleurs sur 74 000 avaient une instruction du niveau du « certificat national supérieur » comme on l'appelait alors.

Note 17 : S. et B. Webb, *Soviet Communism* — A New Civilization (1935).

Note 18 : Post-scriptum à l'édition de 1948 des *Fabian Essays*.

Note 19 : Voir, par exemple, pp. 345 sqq.

Note de traduction 1 : L'*Administrative Class* correspond à peu près au corps français des administrateurs civils.

Note de traduction 2 : Rappelons pour mémoire que *grammar schools*, *modern secondary schools* et *public schools* occupent respectivement dans le système scolaire britannique une place analogue à celle de nos lycées, de nos C.E.G. et de nos écoles libres.

Note de traduction 3 : L'*assistant secretary* exerce des fonctions équivalentes en France à celles d'un sous-directeur d'administration centrale. Les *permanent secretaries* sont les secrétaires généraux des ministères.

Note de traduction 4 : Eton (comme Rugby, Christ's Hospital et Winchester, dont on lira les noms plus loin) est une des plus célèbres *public schools*. Balliol est l'un des collèges de l'université d'Oxford. King's College appartient à l'université de Cambridge.

Note de traduction 5 : Page 32 Le Conseil privé (Privy Council) réunit les conseillers personnels du souverain.

Note de traduction 6 : Royal Society = Académie des Sciences.

Note de traduction 7 : Fortnum and Masons : grand magasin de luxe, l'un des plus anciens de Londres.

II

La menace de l'école unique

1. Une troisième force dans l'école

Le XX° siècle se donnait encore pour but la conquête de la nature. Comme cela paraît vain aujourd'hui ! Si la science pénètre le secret des choses, ce n'est pas pour fonder la domination (toujours illusoire) de l'humanité, mais pour découvrir les lois auxquelles il nous faut *obéir*. C'est dans la soumission que l'homme s'accomplit le mieux. Cette vérité vaut dans le domaine social plus que dans tout autre; et ici, aucune leçon n'aura été aussi simple, et pourtant aussi pénible à apprendre, que celle que nous enseigne l'inégalité génétique. La condition du progrès est dans l'acceptation de la frugalité de la nature. Pour chaque homme à qui sa propre excellence donne un surcroît de vie, il y en a dix qui sont à moitié morts de médiocrité; et le propos d'un bon gouvernement est d'assurer que ces derniers n'usurpent pas dans l'ordre social la place qui revient à ceux qui leurs sont supérieurs. J'ai déjà parlé d'une des méthodes qui ont permis d'y 'parvenir : l'affaiblissement du pouvoir de la famille. Une autre façon de progresser a consisté à accroître l'influence de l'école. C'est ce que j'examinerai maintenant.

Dans le chapitre précédent, j'ai reconnu le rôle vital qu'avait joué le Labour Party dans l'affaiblissement de l'ancien système héréditaire. Il me faut à présent, pour tenir la balance égale, expliquer qu'au milieu du siècle dernier, ce parti retourna sa veste. Les travaillistes, soutenus pas les gens de talent de la basse caste, s'étaient fait jusque-là les champions du progrès contre la haute caste qui dirigeait le parti conservateur. Mais les deux partis échangèrent leurs rôles, et les conservateurs, s'appuyant sur la nouvelle méritocratie, qui ne cessait de prendre de la force, en vinrent à incarner le progrès (du moins, jusqu'à très récemment) contre les socialistes, qui s'obstinaient dans un attachement toujours plus hors de propos à

l'égalitarisme. Je n'entends pas ici stigmatiser l'ensemble du Labour. Les partisans de gauche du « tronc commun » ne disposèrent à aucun moment d'une majorité stable et conséquente dans les conseils du parti. Ils eurent néanmoins une influence considérable, et tant qu'il leur resta assez de forces pour faire campagne, il ne fut pas possible de mener à bien les réformes de l'enseignement que je vais brièvement rapporter dans le présent chapitre.

Jusqu'au milieu du siècle, les socialistes pragmatiques avaient identifié l'égalité avec l'avancement fondé sur le mérite. Les ennuis commencèrent quand la gauche mit en avant une autre interprétation de l'égalité et, au mépris des différences qui règnent entre les hommes selon leurs capacités, préconisa les mêmes écoles et la même formation de base pour tous, quel que fût le talent ou l'absence de talent de chacun. La question prit une importance extraordinaire dans les controverses politiques des années 1960 et 1970. Le Dr. Nightingale a montré, dans ses *Social Origins of the Comprehebhensive Schools*, que le mouvement s'inspirait très fortement d'un égalitarisme sentimental de type moderne, fort éloigné du réalisme sans complaisance de Bernard Shaw : c'est là aujourd'hui ce qui en fait à nos yeux le principal intérêt. Ces extrémistes utilisaient tous les arguments possibles et imaginables : on ne pouvait prévoir avec précision, disaient-ils, comment se développerait un enfant de onze ans; la tension était trop grande qu'imposaient les concours aux parents et aux enfants; une fois les enfants rassemblés dans des enclos séparés, il était trop difficile pour ceux qui connaissaient un développement tardif de passer de l'un à l'autre; etc. Mais ce qui intéressait au premier chef les gauchistes, c'était plus l'aspect social de la question que son aspect éducatif : ils proclamaient que séparer les intelligents des stupides tevenait à approfondir les divisions de classes, et ils proposaient donc que tous les enfants fussent entassés ensemble, sans égard pour leur sexe, leur race, leur croyance, leur classe (fort bien ! mais que ne s'arrêtaient-ils là !) — *ou* leurs dons.

Ce long débat ne s'inscrivit jamais dans un cadre purement intérieur. La concurrence internationale entre les économies était aussi une

compétition entre les écoles; et cette vérité étant devenue un truisme, les gens — et en particulier les socialistes — finirent par s'intéresser aux techniques d'enseignement des autres pays autant qu'à leurs techniques de production. Quels sont les pays, psalmodiait la gauche, qui ont la productivité la plus élevé ? Ne sont-ce pas ceux-là même qui ont des écoles uniques [*comprehensive schools*] : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Ecosse, la Suède, le Canada et, d'abord, l'Amérique et la Russie ? L'évidente leçon n'en est-elle pas que la bataille de la production sera gagnée sur les terrains de sport de l'école unique ? Ainsi utilisaient-ils à plein les séductions habituelles du vieux et fallacieux raisonnement par analogie.

Les socialistes anglais furent longs à prendre conscience de la force du modèle transatlantique : l'Amérique, croyaient-ils, ne pouvait être socialiste, puisqu'elle n'avait pas de mouvement socialiste. Mais il finit par leur apparaître que l'absence d'un tel mouvement tenait précisément au fait que ce pays était déjà socialiste. Alors ils saluèrent dans les Etats-Unis ce qu'il y avait sur terre de plus proche d'une société sans classe[note 20], et, leur préjugés étant ce qu'ils étaient, ils mirent naturellement la vérité sens dessus dessous en attribuant la responsabilité de ce remarquable phénomène aux *comprehensive high schools* que fréquentaient pratiquement tous les enfants américains (ou plutôt, qu'ils fréquentèrent jusqu'au moment où les riches se mirent à envoyer leurs rejetons dans ces écoles privées qui prirent de l'extension aux Etats-Unis en même temps qu'elles perdaient du terrain en Grande-Bretagne). Il est facile de voir pourquoi la gauche anglaise éprouvait tant de sympathie pour nos frères d'Amérique. Les émigrants dépossédés qui donnaient le ton à la société américaine se révoltaient contre les airs protecteurs du snobisme européen; les socialistes sous-privilégiés d'Angleterre en faisaient autant. Les Américains, loin de priser la puissance intellectuelle, la méprisaient — la méprisaient parce qu'entre toutes les prétentions, celles de l'intellect leur paraissaient les plus dommageables, et, partant, les plus redoutables; il en était de même pour de nombreux socialistes. Ce qui distinguait les Américains, c'est qu'ils mettaient leurs convictions en pratique. Sur le continent

de l' « homme commun » ils créèrent des écoles communes, où aucun enfant n'avait, en droit, de supériorité sut aucun d'autre. Quel que fût leur nom, leur langue, leur race, leur religion, quel que fût leur talent, tous les enfants étaient soumis à la même « éducation » dans les mêmes *high schools*. Ce que les socialistes ne voulaient ou ne pouvaient pas voir, c'était la raison de ce succès; ils ne parvenaient pas à saisir pourquoi l'arbre ne pourrait être transplanté; ils n'arrivaient pas à comprendre que l'Amérique avait besoin de l'école unique pour tirer d'un chaos polyglotte son unité nationale, — besoin que l'Europe n'avait jamais éprouvé à ce degré. Les Américains, dans leur impatience, répondaient à une nécessité sociale bien plus pressante que celle que connaissait l'Angleterre, quand ils proclamaient :

> Nous tenons ces vérités pour évidentes par elles-mêmes, que tous les hommes sont crées égaux, qu'ils sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, que parmi ceux-ci sont la vie, la liberté, la recherche du bonheur, et un diplôme de *high school*[note 21].

Les apôtres qui se donnaient le réconfort de vanter l'école unique américaine, ne firent que confirmer dans leur opposition ceux qui gardaient la tête froide. Le faible niveau de cette école était notoire. Age pour âge, l'enfant britannique était invariablement le mieux formé; l'enseignement des *grammar schools* était supérieur à celui que prodiguaient les universités américaines; et quant à comparer, mettons, l'université de Manchester avec le Collège d'État du Kansas... passons. Que pouvait-on attendre d'institutions que l'on destinait, non pas à l'éducation, mais à l'élévation sociale ? Les gens de gauche firent tort à leur propre cause en attirant à ce point l'attention sur l'Amérique : c'était là le modèle de ce qu'il ne fallait pas faire.

Il restait aux enthousiastes une dernière carte, celle de l'Union Soviétique. Les antipathies politiques furent longtemps si violentes qu'il suffisait de dire de telle ou telle institution qu'elle existait aussi chez les Russes pour que cela la condamnât. L'état d'esprit

commença à se transformer à la fin des années 1950, quand il fut permis de se rendre en UR.S.s. Des visiteurs rapportèrent alors[note 22] que l'école unique valait là aussi que l'on s'y intéressät, et de plus, qu'elle y était dépourvue de certains des défauts dont elle souffrait en Amérique. Tous les enfants soviétiques fréquentaient de sept à dix-sept ans la même « école moyenne », sans sélection ni orientation. Mais les Russes avaient de bons maîtres, mieux payés, comparativement, que leurs collègues américains, et les élèves étaient plus disciplinés, devaient travailler plus dur, et n'avaient pas le choix, comme aux Etats-Unis, entre une multitude absurde de matières à option. Le niveau académique était nettement plus élevé que dans l'autre union. En 1957, quand le premier « Spoutnik» fut lancé, un rapport gouvernemental américain reconnut que l'adolescent russe avait de meilleures bases en mathématiques, en physique et en chimie — et aussi en humanités — que son homologue américain. Tout de même, le niveau soviétique n'était certainement pas celui d'une excellente *grammar school* anglaise. Le refus de la ségrégation entre l'intelligent et le stupide faisait qu'il ne pouvait rien y avoir en U.R.S.S. qui rappelât cette sixième année [*sixth form*][trad 9] qui a toujours fait l'orgueil des meilleures écoles d'Angleterre.

La gauche britannique était assez astucieuse pour savoir quel drapeau brandir dans un pays, qui à la fin des fins, prenait conscience de son arriération économique. Elle chanta donc les louanges de l'efficacité américaine et russe, et en attribua le mérite au système scolaire. La vérité était en fait dans la proposition inverse : les Etats-Unis de l'Est et de l'Ouest ne pouvaient se permettre de gaspiller des talents et cependant de faire bonne figure dans la compétition internationale, qu'en raison de la richesse comparative de leurs autres ressources naturelles. Déjà semblables à tant d'égards, les deux pays compensaient l'un et l'autre l'absence de compétition scolaire en intensifiant la concurrence à la sortie de l'école. Les universités russes n'admettaient que les meilleurs candidats après un examen rigoureux dont l'existence, soit dit en passant, maintenait élevé le niveau de l'école moyenne; les hommes d'affaires américains faisaient de leur mieux pour pallier les

déficiences du système d'enseignement, en choisissant les plus capables alors qu'ils avaient déjà atteint l'âge adulte. En Grande-Bretagne, la compétition commençait dès l'école; en Amérique, quand on l'avait quittée. Mais les recherches sociales détaillées des années 1960 montrèrent que ni les universités russes, ni les hommes d'affaires américains, ne pouvaient surmonter le handicap initial que leur imposait l'école unique. Le virtuose lui-même ne pouvait plus tard rattraper les années qu'on lui avait fait perdre dans son enfance en le traitant comme quelqu'un d'ordinaire. Les cerveaux exceptionnels exigent un enseignement exceptionnel : Russes et Américains ne pouvaient le comprendre, qui forçaient chaque enfant à faire en même temps ce pour quoi il n'était pas doué et ce pour quoi il l'était. En montrant (quoi de plus facile ?) que chaque homme est égal aux autres par là où il n'excelle pas, ils allèrent aussi loin qu'ils le purent pour prouver (quoi de plus dangereux ?) qu'aucun homme n'est un génie dans aucun domaine. Au nom de l'égalité, ils sacrifièrent bêtement la qualité au nombre.

Le débat alla son chemin jusqu'aux années 1980, où les faits réduisirent soudain les socialistes au silence. Durant cette décennie, nos notions modernes furent mises à la rude épreuve de la productivité. Grâce en partie à l'énergie atomique qui libéra l'Angleterre de sa dépendance envers le pétrole et le charbon; grâce aussi aux avantages économiques de l'unification européenne; grâce surtout à une gestion scientifique de talent, — la petite Grande-Bretagne se mit à connaître une productivité qui lui fit dépasser les géants. La loi de 1944 avait donné le départ, et notre pays, depuis, a continué d'aller de l'avant. Après avoir été la première à faire sa révolution industrielle au XIX° siècle, l'Angleterre prit le premier rang dans la révolution intellectuelle du XX°. Le pays qui avait été la fabrique du monde, en devint l'école.

2. Défaite des agitateurs

Pour nous, l'échec des *comprehensive schools* ne semble pas exiger d'explication. Il nous est difficile de concevoir une société qui, fondée sur le respect de l'individu, ne tiendrait compte ni de ses

mérites, ni des besoins de la collectivité. Mais, en tant que spécialistes de la sociologie historique, nous devons toujours chercher à comprendre les événements du passé, non pas comme ils nous apparaissent, mais à la façon dont les voyaient les gens de l'époque. Il nous faut nous efforcer de penser comme eux-mêmes le faisaient dans les situations sociales avec lesquelles ils étaient confrontés. Si nous y parvenons, nous serons amenés à reconnaître que les socialistes de gauche avaient leurs chances, et que les années 1960 à 1970 furent leur moment historique. Le système héréditaire de classe, fondé sur la naissance et la fortune, s'écroulait à vive allure. Les gens n'étaient plus sûrs de leurs valeurs; ils doutaient même de l'existence du progrès, et comme toujours quand l'incertitude prévaut, ils étaient crédules. On leur disait que, dans une société sans classe, ils retrouveraient la sécurité, et que l'école unique était le navire qui les mènerait à bon port. Si le mouvement n'avait été qu'idéalisme vaseux, il se serait, bien sûr, évaporé de manière inoffensive dans une centaine de cours d'été. En fait, les meneurs étaient suivis. Les idéalistes avaient le soutien des mécontents, de ceux qui avaient eu à pâtir du verdict de la sélection scolaire et qui étaient juste assez intelligents pour concentrer leur ressentiment sur tel ou tel grief limité : la sélection dans les écoles maternelles, l'examen d'entrée dans les *grammar schools*. les petites classes de celles-ci, que sais-je encore; ils avaient le soutien des parents dont les enfants avaient été dirigés — en toute justice, sauf à leurs propres yeux — vers les *secondary modern schools*;, et celui d'adultes frustrés qui, mettant sur le compte de leur propre formation les déceptions qu'ils avaient connues par la suite, voulaient que les autres aussi fussent privés des chances dont ils pensaient eux-mêmes n'avoir pu bénéficier. Bande bigarrée s'il en fût, et cependant redoutable, comme il artive toujours quand l'idéalisme des intellectuels se conjugue avec la frustation des déclassés. Il nous faut par conséquent renverser la question et nous demander : pourquoi, en définitive, avec de pareils atouts, le mouvement échoua-t-il ?

J'ai parlé au chapitre premier des maux causés par l'emprise aristocratique, et de toutes ces imitations à bon marché de l'image

de la noblesse qu'entretenait l'esprit populaire. L'Angleterre souffrait gravement d'un snobisme de caste trop profondément enraciné dans le caractère national pour qu'autre chose put l'éliminer qu'une révolution sociale à l'échelle américaine ou russe. Si c'était notre malédiction (et c'en était une), ce fut aussi notre bénédiction. Ce grand paradoxe donne la clé de l'histoire sociale anglaise. Si, dans notre île, nous ne nous sommes jamais défaits des valeurs aristocratiques, c'est que nous ne nous sommes jamais défaits de l'aristocratie. Cette dernière a montré une souplesse stupéfiante, qui lui a permis, comme si souvent dans les siècles précédents, de décevoir les nombreux critiques qui s'attendaient à assister à ses funérailles. Ses institutions — monarchie, pairie, vieilles universités, *public schools* — s'adaptèrent lentement, mais d'autant plus sûrement, aux besoins changeants d'une société changeante, qui resta donc fondamentalement hiérarchique. Les Anglais, dans leur masse, n'ont jamais cru en l'égalité. Ils supposaient que certains hommes valaient mieux que d'autres, et attendaient qu'il leur fût dit à quel titre. L'égalité ? quoi, il n'y aurait donc plus personne vers qui lever les yeux ?

L'idée de l'excellence que partageaient, quelque imprécise qu'elle fût, la plupart des Anglais, faisait partie intégrante de leur propre tradition aristocratique séculaire. Ce fut à cause de cela qu'échoua la campagne pour l'école unique. Ce fut à cause de cela que notre société moderne existe aujourd'hui: une atistocratie de la naissance s'est transformée par degrés imperceptibles en une aristocratie du talent.

Tout dépendait du moment ou viendrait la réforme. Au XIX° siècle, on temporisa trop longtemps. Si la loi sur l'éducation de 1871 avait été votée cinquante ans plus tôt, peut-être le chartisme n'eût-il pas existé; si la loi de 1902 avait coïncidé avec la Grande Exposition, il n'y aurait peut-être pas eu de Labour Party. Sir Keir Hardie serait passé d'une école secondaire à la direction de l'enseignement, et l'évêque Arthur Henderson aurait veillé sur les finances de l'Eglise anglicane[trad 10]. Les hommes d'Etat les plus avisés savent que la meilleure manière de battre l'opposition est d'en gagner les chefs :

l'Angleterre mit du temps à saisir que, dans une société industrielle, cela revient à attirer et à éduquer les éléments doués des classes inférieures alors qu'ils sont encore dans l'enfance. Mais les gouvernants finirent par le comprendre (il le leur fallait bien, dans ce monde concurrentiel), et si parfaitement que, dès le dernier quart du siècle, j les extrémistes du Labour étaient irrémédiablement affaiblis. Les enfants les plus aptes étant déjà dans les *grammar schools*, et leurs parents avaient les raisons les plus fortes d'être attachés au système scolaire et à l'ordre social existants. La place par procuration qu'ils occupaient dans la hiérarchie les rendait sourds aux exhortations des hérauts de l'école unique.

L'opposition des parents, des maîtres et des élèves, bref, de tout ce qui dans la société suivait le sillage des *grammar schools*, fut la raison principale de l'échec des *comprehensive schools*. Celles-ci n'étaient pas conçues comme des écoles d'un type entièrement nouveau (quand il fallut les planifier en détail, on oublia heureusement le modèle américain). Leurs partisans savaient fort bien que certains enfants étaient plus brillants que les autres; mais ils voulaient en même temps que, par une dérision de l'égalité, les enfants capables de fréquenter la *grammar school* marchassent au pas de leurs inférieurs. Pour le plein succès de leurs plans, il leur fallait combiner les *grammar schools* avec les *secondary modern schools*. Ces dernières ne posaient pas de problèmes : l'unification ne pouvait qu'améliorer leur statut. Pour les *grammar schools*, c'était une tout autre affaire : elles n'avaient rien à gagner, et presque tout à perdre, au changement... Ce fait irrécusable découragea les plus résolus des comités d'éducation travaillistes, quelque décidés que fussent certains d'entre eux. Il leur fallut compter avec les maîtres des *grammar schools*, qui savaient que les aspirations travaillistes n'étaient tout simplement pas pratiques, — tare qui, dans ce pays, et c'est son immortel honneur, suffit d'ordinaire à condamner quoi que ce soit. L'un des grands directeurs de la Manchester Grammar School, dans un livre publié dès 1951, posa le problème de façon aussi succincte qu'il le pourrait être aujourd'hui.

Le professeur Conant dont il parle était un universitaire américain apparemment fort connu à l'époque, — encore un exemple de l'intrusion des Etats-Unis dans notre forum intérieur :

> Quand le professeur Conant réclame « un noyau commun d'éducation générale qui unira demain en un seul modèle culturel le charpentier, l'ouvrier d'usine, l'évêque, l'avocat, le médecin, le directeur des ventes, le professeur et le mécanicien de garage », il demande simplement l'impossible. La revendication d'une pareille culture commune s'appuie, soit sur une croyance d'un optimisme parfaitement exagéré, et qui n'est certainement pas justifiée par l'expérience, dans les possibilités d'éduquer la majorité, soit sur l'acceptation de voir capituler les plus hauts critères du goût et du jugement devant les demandes incessantes de la médiocrité[note 23].

L'issue eût pu être différente si la population britannique s'était rapidement accrue, comme c'était le cas aux Etats-Unis à l'époque où les *high schools* y furent créées; les autorités auraient alors pu décider que les pozvelles écoles, au lieu d'être des *grammar schools*, seraient des *comprehensive schools*. Mais une relative stabilité démographique fit que peu de nouvelles *grammar schools* furent construites. Pourquoi en avoir plus, puisque même celles qui existaient ne recevaient pas autant d'enfants doués qu'elles en pouvaient accueillir ? En fait, les *comprehensive schools* se confinèrent pour l'essentiel aux places-fortes travaillistes, dont la population s'accroissait rapidement; à quelques zones rurales qui ne pouvaient s'offrir une gamme complète d'écoles; et aux localités où une *grammar school* mal logée et de deuxième ordre était prête à l'amalgame en échange des faveurs des pouvoirs publics.

Quelque rétrogrades que le verdict de l'histoire nous fasse les considérer, les *comprehensive schools* qui virent le jour (il y en eut une petite vague dans les années 1960) étaient bien moins dangereuses que certaines menaces socialistes ne l'avaient laissé présager. Dans un système hiérarchique comme le nôtre, chaque institution a toujours pris modèle sur celle qui lui était immédiatement supérieure, c'est-à—dire, d'ordinaire, sur plus ancienne qu'elle-

même : les nouvelles professions imitent les vieilles, les universités modernes, les traditionnelles — et les *comprehensive schools* imitèrent les *grammar schools*. Leurs promoteurs (et c'est heureux pour la postérité) étaient terrifiés par les critiques que leur lançaient les *grammar schools* et firent de leur mieux pour prouver qu'elles étaient sans fondement. Ils transposèrent les vieux principes dans un nouveau cadre et organisèrent leurs écoles, moins autour d'un *curriculum* commun que d'une *grammar school* en miniature. Ils firent d'abord une *grammar school*, puis lui ajoutèrent certains éléments. Pour justifier la création d'une sixième année de la taille de celle d'une *grammar school*, ils étaient même prêts à agrandir toute l'école au-delà de ce qui était nécessaire : certaines des premières *comprehensive schools* étaient ainsi, avec 2 000 élèves, de véritables villes d'enfants. Les intérêts des élèves les plus intelligents passaient d'abord, ou du moins n'étaient pas oubliés. Evidemment, il eut été fâcheux de placer l'enfant brillant dans la même classe que le médiocre, car le premier eût dû marquer le pas pour attendre le second. En pratique, les *comprehensive schools*, en séparant les pur-sang des chevaux de trait, se montrèrent fidèles à la ségrégation des capacités qui était la grâce salvatrice du système d'enseignement tout entier. Les enfants les plus intelligents continuèrent pour l'essentiel à recevoir un enseignement de plus haut niveau, c'est-à—dire assez peu inférieur à celui qu'ils auraient connu dans une *grammar school* proprement dite. Cela ressort fort clairement de ce que nous disent du fonctionnement des premières *comprehensive schools* certains témoins oculaires. Une enquête de 1954 (par un certain M. Pedley), nous apprend que :

> Avec l'ouverture en septembre 1953 d'une nouvelle école à Llangefni, l'île d'Anglesey a achevé son programme de *comprehensive secondary schools* et a pu abandonner son examen de sélection. Mais l'un des premiers gestes des directeurs de deux écoles que j'ai visités a été d'organiser des *tests* intérieurs pour les élèves nouveaux venus; et, sur la base de ce qu'ils révélaient et de leurs notes de la *junior school*, de classer les élèves par ordre d'aptitude. Anglesey et l'Île de Man ne firent rien d'exceptionnel en adoptant cette attitude. Les cinq « *comprehensives* par interim »

que j'ai vues à Londres, ainsi que d'autres écoles du Middlesex et de Walsall, utilisaient toutes le test de l'examen externe afin de se faciliter le classement des nouveaux élèves[note 24].

Cependant, bien qu'elles imitassent les *grammar schools*. les *comprehensive schools* ne purent parvenir à se faire regarder favorablement par les parents dotés d'enfants brillants. Ceux qui avaient le choix optaient nuturellement pour la *grammar school* proprement dite, plutôt que pour sa moins vénérable imitation. A la longue, les ambitions paternelles faisaient toujours mal tourner les plans les mieux établis des réformateurs égalitaristes.

3. L'hybride de Leicester

Quand il devint apparent que les nouvelles écoles ne satisfaisaient pas les espoirs de leurs champions, une des sectes du mouvement socialiste changea de tactique et fit une nouvelle proposition. Les écoles primaires étaient à l'époque des écoles uniques qui rassemblaient des enfants de tous niveaux d'aptitudes : pourquoi ne pas créer une sorte d'école primaire qui incluerait tous les enfants jusqu'à quatorze ans, et non plus seulement jusqu'à onze ans ? les *high schools* américaines n'avaient été à l'origine que des écoles élémentaires prolongées : que l'Angleterre suive l'exemple. A onze ans tous les enfants iraient ainsi à la *high school*, et n'entreraient que plus tard à la *grammar school*.

Cette proposition avait plusieurs avantages[note 25]. Politiquement, elle était bien plus acceptable, car elle ne paraissait pas destinée à provoquer un changement radical; et je l'ai dit, la meilleure façon de faire quelque chose de neuf en Angleterre était de faire semblant de ne pas innover. Au lieu de rebâtir l'école primaire, on ne ferait que la prolonger; et la *grammar school* serait préservée. En outre, la réforme aurait, soit aboli, soit différé, la sélection au seuil de la *grammar school* et ainsi épargné aux parents et aux enfants (y compris ceux qui, de toute façon, ne seraient pas restés en classe au-delà de l'âge minimum) la tension peu souhaitable que leur imposait l'examen d'entrée.

Une expérience de ce type fut en fait tentée par le comté du Leicestershire[note 26], et de nombreuses vatiantes en furent plus tard adoptées par d'autres autorités locales. Pourquoi ce mouvement n'emporta-t-il pas tout devant lui ? Les raisons, encore une fois, en sont instructives. Les réformes de l'enseignement du siècle dernier, qui venaient se surimposer à une société hiérarchique, réussirent ou échouèrent selon qu'elles permirent ou non à l'enfant doué de quitter la classe inférieure où il était né et de pénétrer dans la classe supérieure au sein de laquelle il était capable de faire son chemin. Les écoles anglaises avaient elles aussi une fonction sociale vitale, quoique différente de celle des écoles américaines.

L'échelle de l'éducation était aussi une échelle sociale : le garçon mal tenu et mal élevé qui prenait le départ à la base à l'âge de cinq ans, devait, en arrivant au sommet, s'être métamorphosé échelon par échelon en un jeune homme plus présentable, plus raffiné, plus confiant en lui-même, ainsi que plus instruit. Il lui fallait acquérir un nouvel accent — le plus indélébile des signes de classe en Angleterre —, et, sauf pour l'homme le plus déterminé, voilà qui était parfaitement impossible à moins de commencer jeune. Une fois l'ascension achevée, il pouvait enfin supporter la comparaison avec ceux qui avaient débuté à un échelon bien plus élevé. L'échelle sociale était si haute, et la distance si grande entre les styles de vie des hautes et basses classes, qu'il fallait que les enfants entreprissent leur montée scolaire à l'âge le plus tendre possible. Il n'était déjà pas bon de retarder jusqu'à onze ans les débuts de l'assimilation sociale; mais si les enfants intelligents des classes inférieures n'avaient pas eu avant seize ans la possibilité d'évoluer dans l'atmosphère plus stimulante des *grammar schools*. et de s'y mêler à de nombreux enfants de leur âge venus de classes plus élevées, certains d'entre eux auraient alors été trop vieux pour se dégager de leurs origines et surmonter ainsi leur handicap. Les écoles n'auraient donc pas réussi à remplir une de leurs fonctions essentielles dans un système progressiste de classe : elles n'auraient pas facilité la promotion sociale des enfants doués en leur servant, en quelque sorte, d'escaliers roulants.

La seconde raison qui fit rejeter la sélection à quinze ans fut — et les éducateurs en avaient pleinement conscience — qu'il fallait prendre jeunes les enfants intelligents si l'on voulait qu'ils atteignissent à l'âge adulte le niveau le plus élevé dont ils fussent capables. Et, la science et la technologie croissant en complexité, ce niveau le plus élevé était le seul qui le fût assez. Les savants, qui font souvent le meilleur de leur œuvre avant d'avoir trente ans, ont besoin de recevoir le plus tôt possible une éducation intensive dont peu d'Américains[note 27] ont pu bénéficier depuis que les *high schools* sont à la mode et que Benjamin Franklin ne l'est plus. Si le début du travail sérieux avait été retardé jusqu'à l'âge de seize ans, et si, en attendant, les enfants avaient dû fréquenter une école qui n'aurait jamais pu attirer un personnel enseignant aussi bon que celui des *grammar schools*, ils n'auraient pas eu la possibilité d'achever leur éducation assez tôt pour profiter des quelques années vraiment fructueuses que leur allouait la nature. Les *grammar schools* étaient à l'origine de la réputation des Anglais en science pure avant même qu'Elisabeth II ne montât sur le trône. Lord Cholmondeley a montré que, si l'on prend le siècle dernier comme un tout, le nombre des découvertes fondamentales proportionnellement à la population a été, pour l'Angleterre, 2,3 fois plus élevé que pour l'Allemagne, 4,3 fois plus élevé que pour les EtatsUnis, et 5,1 fois plus élevé que pour la Russie. Aurait-on compris les radiations cosmiques sans Simon ? L'exploration stellaire à grande distance aurait-elle été possible sans Bird lui-même ? Sans Piper, les comtés du Sud-Ouest auraient-ils été cimentés et réservés aux voitures ? Aurait-on jamais, sans Percy, transporté de bébés en toute sécurité à Mach 102 ? Mais, sans les *grammar schools*, tous ces grands hommes n'auraient-ils pas connu le risque de devenir boutiquiers ou mécaniciens ? Il est dommage que jusqu'à la fin du siècle, les réussites de notre technologie n'aient en aucun point égalé celles de notre science. Ce fut pourtant là une fière aventure — et qui aurait été sacrifiée aux « demandes incessantes de la médiocrité » si la non-éducation en commun avait persisté jusque dans l'adolescence.

4. Résumé

Avant que les écoles n'aboutissent au système moderne que décrira le prochain chapitre, il fallait parer à la menace de la gauche. Durant un certain temps, les socialistes, qui voulaient que tous les enfants, quelles que fussent leurs capacités, soient éduqués comme en Amérique et en Russie, s'assurèrent suffisamment de soutien populaire pour faire de ce qui aurait dû n'être qu'une question purement éducative, un problème politique majeut. Mais ils étaient voués à l'échec. Pour réussir en matière d'enseignement, il leur fallait une révolution sociale qui renversât la hiérarchie et les valeurs établies. Mais avec des masses endormies, et dont les leaders potentiels prenaient le chemin de traverse de l'ambition personnelle, quels espoirs pouvaient-ils avoir de tout bouleverser ? Les *grammar schools* demeurèrent; les *comprehensive schools* dépérirent; même l'hybride de Leicester ne fleurit jamais. Les vandales furent vaincus et la cité resta debout.

Note 20 : L'un des premiers signes de ce changement fut le livre influent du jeune C.A.R. Crosland[trad 8], *The Future of Socialism* (1956).

Note 21 : Cité par W. K. Richmond, *Education in the United States* (1956).

Note 22 : L'un des premiers exemples en fut le rapport *Education in the Soviet Union*, publié en 1957 par l'Educational Interchange Council : « A l'exception d'un nombre limité d'enfants qui en matière d'éducation sont inférieurs à la normale, tous vont à la même école [...] à l'intérieur de la même école, toute tentative de répartir les enfants selon leurs capacités est strictement interdite. Les enfants les plus faibles travaillent côte à côte avec les plus brillants dans la même salle de classe et suivent le rythme du mieux qu'ils peuvent »; p. 4.

Note 23 : Eric James, *Education for Leadership* (1951).

Note 24 : R. Pedley, *Comprehensive Schools Today* (1954).

Note 25 : Une première version en fut proposé par le Croydon Education Committee, puis elle fut amplifiée avec compétence par R. Pedley dans sa *Comprehensive Education* (1956).

Note 26 : Voir S. C. Mason. *The Leicestershire Experiment* (1957).

Note 27 : Une des absurdités du système universitaire américain était en particulier (cela dura jusqu'en 1986) que tant de bons étudiants, faute de recevoir des bourses convenables, devaient travailler, non pas à acquérir des connaissances, mais à faire la plonge. S'il leur fallait travailler durant leurs années d'université ce n'était pas au but pour lequel l'institution, apparemment, existait. *Per ardua ad inferna !*

Note de traduction 8 : Charles Anthony Raven Crosland (né en 1918). Ministre du commerce dans le cabinet Wilson.

Note de traduction 9 : La *sixth form* est à la fois classe terminale de l'enseignement secondaire et classe préparatoire à l'enseignement supérieur.

Note de traduction 10 : James Keir Hardie (1856-1915), ancien mineur, M. P. travailliste, fut le fondateur de l'Independent Labour Party (1894). Arthur Henderson (1863-1935), lui aussi dirigeant du Labour, occupa, entre autres postes ceux de président du Board of Education (1915-1916) et de ministres de affaires étrangères (1929-1931); il reçut le prix Nobel de la paix en 1934.

III

Les origines de l'éducation moderne

1. La réforme fondamentale

Une fois que l'opinion publique, y compris au sein du Labour Party, se fût dans sa majorité dressée contre les *comprehensive schools*, il devint possible de se consacrer à la plus fondamentale des réformes : je veux parler de l'amélioration d'ensemble des *grammar schools*. Elles avaient avant tout besoin de plus d'argent : plus d'argent pour retenir leurs meilleurs élèves, et plus d'argent pour recruter des professeurs.

La guerre contre Hitler transforma la composition sociale de ces écoles. Le plein emploi et l'augmentation des salaires, permirent aux parents des classes inférieures de nourrir des ambitions élevées et leur donnèrent les moyens et le désir d'assurer à leurs enfants une meilleure éducation; la loi de 1944[note 28] les y aida, qui instituait la gratuité dans l'enseignement secondaire. Les conséquences en furent spectaculaires. Alotrs qu'en 1930 la majorité des enfants doués des classes inférieures ne recevaient que l'éducation la plus primitive, pratiquement tous les enfants intelligents avaient vingt ans plus tard, accès à la connaissance; et une étude sociologique des années 1950 pouvait rapporter que « dans de très nombreuses parties du pays, sinon dans toutes, les chances qu'ont les enfants d'un niveau donné d'aptitudes d'entrer dans les *grammar schools* ne dépendent plus de leurs origines sociales »[note 29].

C'était cependant une chose pour ces enfants que d'entrer dans les *grammar schools*. et une autre que d'y demeurer. La prospérité constituait ici un handicap. De nombreux élèves, attirés par les hauts salaires, étaient tentés, même contre le vœu de leurs parents, de quitter prématurément l'école; et des masses d'entre eux le faisaient en effet dès l'âge minimum[note 30]. Si la prospérité ne créa pas ce

problème, elle en aggrava un autre qui se posait déjà depuis longtemps : chaque décennie voyait la maturité physique des enfants survenir plus tôt qu'au cours de la précédente. Une enfance toujours plus courte aux sens biologique et social, et toujours plus longue au sens scolaire, créait un dilemme qui ne fut à la longue résolu qu'en traitant les élèves des *grammar schools* comme des adultes.

Pour les membres des classes supérieures, il allait de soi que leurs enfants devaient bénéficier de la meileure formation. Le difficile était, non pas de maintenir les intelligents à l'école, mais de la faire quitter par les stupides, afin qu'ils prennent les fonctions manuelles qui convenaient à leur niveau intellectuel. Dans les classes inférieures, la situation était inversée : plus élevés étaient les salaires que leurs enfants pouvaient gagner en travaillant sur une machine, plus tristes paraissaient les bancs de l'école. Aucun âge, en effet, n'est plus âpre au gain que l'adolescence. Le remède était évident : il fallait que l'Etat, pour empêcher ces enfants de pâtir de leur intelligence, leur donne, et à leurs parents, un statut privilégié au sein des classes inférieures. Le premier pas en ce sens fut de payer de bien plus fortes allocations d'entretien pour les élèves de *grammar schools* qui poursuivaient jusqu'au bout leurs études (le montant de ces allocations devait, par la suite, devenir variable selon le degré d'intelligence). Mais ce n'était pas suffisant, car on s'aperçut après enquête que certains parents irresponsables dépensaient les allocations à leur propre usage, et non à celui des enfants auxquels on les destinait. La seule chose à faire (et les ministres de l'éducation eux-mêmes finirent par le comprendre) était de payer directement un salaire d'études aux élèves des grammar schools. Ce salaire fut d'abord équivalent au gain moyen des jeunes travailleurs de l'industrie; mais l'Union britannique des élèves de *grammar schools* [British Union of *grammar schools* Attenders (B.U.G.S.A.)], nouvellement formée, dénonça l'injustice d'une pareille égalité; et à bon droit, car les capacités des ouvriers étaient d'ordinaire extrêmement inférieures à celles des élèves. En 1982, le gouvernement approuva la création d'un salaire d'études — avec échelle mobile —, supérieur de 60 % aux salaires industriels. Après

cela, on vit fort peu d'enfants quitter prématurément la *grammar schools* pour des raisons économiques. A notre époque moderne, il nous est difficile d'imaginer une *grammar school* sans son jour de paye hebdomadaire.

Les universités payèrent des salaires aux étudiants (sous forme de bourses) bien avant les *grammar schools* (ce qui ne les empêcha pas de préserver en leur sein certains anachronismes curieux). Si les parents les plus pauvres étaient désavantagés par les *grammar schools*, les plus riches l'étaient par les universités. Dans les années 1950, l'enfant doué de personnes de fortune moyenne était privé de bourse, parce que l'on supposait, bien à tort, que ses parents avaient assez d'argent pour payer ses études, ce qui avait parfois pour résultat choquant de lui interdire absolument l'entrée de l'université : exemple extrême, en vérité, des excès de l'égalitarisme dans la fleur de son âge ! Certaines bourses à usage interne réservaient aux élèves de certaines *public schools* une entrée privilégiée dans les collèges, par ailleurs réputés, d'Oxford et de Cambridge; et, vers le milieu du siècle, il n'était pas encore inhabituel que King's ou Balliol décèlent des mérites particuliers chez des fils dont les pères avaient eux-mêmes fréquenté ces institutions. Certains *dons* de la vieille école allaient même de temps en temps jusqu'à justifier en public ces pratiques barbares, et à déclarer, qu'il valait mieux — du point de vue éducatif, figurez-vous — que les étudiants brillants soient mêlés aux médiocres. Les universités avaient une fois de plus perdu le contact avec la réalité : le monde moderne n'exigeait plus que l'intelligence frayât avec la stupidité, sauf à l'occasion, quand des gens de talent étaient chargés d'une mission de renseignements sociaux dans les classes inférieures. Lorsque les irréductibles furent morts, les universités s'alignèrent sur la politique nationale dans ce domaine, et choisirent tous leurs étudiants selon leur mérite, évalué de façon appropriée dans les salles d'examen. Dès 1982, les élèves des public schools devaient, soit concourir ouvertement avec ceux des *grammar schools* les plus populaires, soit solliciter une « admission *gringo* » dans les universités sud-américaines. Rares étaient ceux qui encouraient volontiers cette souillure.

2. De meilleurs salaires pour les maîtres

Le salaire d'études et la généralisation des bourses universitaires furent les conséquences d'un changement de l'attitude de l'Etat en matière de dépenses pour l'enseignement, changement qui, lui-même, reflétait la conscience toujours plus nette qu'il est bien plus profitable d'investir dans les cerveaux que partout ailleurs. Mais les politiciens ont toujours voulu l'impossible : ils voulurent donc ces résultats rapides que l'éducation ne peut jamais donner. Ils continuèrent de bricoler le sommet du système d'enseignement au lieu de le reconstruite en toute sécurité en partant de la base. Autant ils étaient prêts à dépenser de l'argent pour les universités, autant ils étaient peu disposés à en consacret aux écoles primaires. Ils ne comprenaient pas que les meilleurs de ces petits enfants étaient les futurs dirigeants de la nation. Quand on manquait d'ingénieurs, de savants, ou, plus généralement de technologues, le gouvernement disait : « Très bien : dépensons plus pour les écoles d'ingénieurs, payons mieux les professeurs de sciences, construisons plus d'instituts de technologie ». Rien de plus vain. Car si l'on attirait de la sorte un plus grand nombre de jeunes gens prometteurs vers les carrières d'ingénieurs, par exemple, c'étaient autant de moins qui se consacraient aux sciences; de même, recruter plus dans la fonction publique signifiait compromettre le recrutement dans l'industrie; et former plus de chercheurs équivalait à former moins de professeurs. La doctrine égalitariste, qui voulait que n'importe qui pût apprendre n'importe quoi pour remplacer n'importe qui, était si profondément enracinée que nos ancêtres mirent beaucoup de temps à apprécier dans toute sa signification ce seul fait, pourtant simple, que toutes les professions étaient en concurrence les unes avec les autres pour s'assurer la meilleure part d'une réserve limitée d'intelligence. Il fallut attendre que la deuxième moitié du siècle fût déjà bien entamée pour que la pénurie de moyens intellectuels dont souffrait le pays devint évidente à tous ceux à qui ces moyens ne faisaient pas défaut. Le gouvernement dut comprendre que la seule façon d'avoir simultanément des ingénieurs, des physiciens, des fonctionnaires, plus nombreux et de meilleure qualité, dans les limites fixées par la nature, c'était de commencer avec les enfants doués quand ils

avaient trois ans, de s'assurer qu'à compter de cet âge aucun d'eux ne passait à travers le filet, et, surtout, d'être certain que les futurs physiciens, psychologues, etc. — bref, la future élite —, recevraient sans discontinuer la meilleure éducation possible.

Peu importaient les déficients, les inadaptés et les délinquants pour lesquels, jusqu'en 1982, l'Angleterre (signe des temps) dépensa plus que pour les brillants sujets. Peu importaient les *secondary modern schools*. Dans un monde idéal, et que n'aurait pas géné le manque de ressources, il eut été possible de consacrer aussi des sommes importantes aux infortunés. Mais il n'y avait pas, il n'y avait jamais eu, il n'y aurait jamais, de monde idéal. Il fallait donc choisir entre les priorités, et la décision à prendre ne faisait dès lors pas de doute. Ce qui comptait d'abord, c'était l'école primaire, où les enfants doués étaient séparés des non doués; et surtout, les *grammar schools*, où les meilleurs recevaient leur dû. Il convenait que ces écoles fussent plus généreusement dotées; et elles le furent.

Quand Sir Anthony Crosland se fut persuadé que la bataille pour la survie nationale serait perdue ou gagnée par les élèves les plus doués, depuis les écoles maternelles jusqu'aux *grammar schools*. l'argent se mit à couler. En 1953[note 31], les dépenses d'enseignement ne représentaient encore que 2,5 % du P.N.B., en 1963, elles étaient passées à 3,9 %, et en 1992, après la « merveilleuse décennie », à 6,1 %. L'essentiel de l'augmentation des crédits fut consacré aux maîtres. Ils furent meilleurs; il furent plus nombreux (il était encore courant, durant ces sinistres années du milieu du siècle dernier, qu'une seule institutrice dût affronter une quarantaine d'élèves; qu'eût-elle alors pu être d'autre qu'un Joseph Lancaster[trad 11]?). Leurs salaires étaient à ce point en retard sur ceux de l'industrie qu'au début des années 1960 certaines *grammar schools* n'avaient pas de professeur de physique et cela, à une époque ou l'Atomic Energy Authority réclamait à cot et à cris des physiciens ! Pour avoir lu leur Platon, nombre des principaux responsables de la Trésorerie et du Ministère de l'Education n'en avaient pas moins apparemment oublié que pour enseigner les futurs gardiens, on ne pouvait faire confiance qu'aux gardiens eux-mêmes. A professeurs de second

ordre, élite de second ordre : une méritocratie ne peut jamais valoir mieux que ses maîtres. Mais les choses s'améliorèrent, et le corps enseignant finit par jouir de cette haute estime dont il faisait son idéal. L'une des mesures les plus sages prises au cours de la « décennie merveilleuse » fut de relever les salaires des professeurs de sciences au niveau de ceux des personnels scientifiques de l'industrie, puis d'aligner tous les maîtres des *grammar schools* sur leurs collègues des sciences. Les écoles purent alors attirer, dans toutes les disciplines, les éléments les plus brillants.

Un simple tableau illustre la logique du système :

Distribution de l'intelligence par types d'écoles secondaires (1989)

TYPES D'ÉCOLES	Q. I. DES ÉLÈVES	NOMBRE D'ÉLÈVES PAR MAITRE	Q. I. DES MAITRES
E. S. N. (Educationally subnormal) (enfants retardés)	50-80	25	100-105
Secondary modern	81-115	20	105-110
Secondary grammar	116-180	10	135-180
Boarding grammar (pensionnaires)	125-180	8	135-180

3. Les pensionnats

Le mouvement en faveur des *comprehensive schools* fit plus que de menacer le niveau des *grammar schools*. S'il avait abouti, la réforme absolument vitale des *public schools* aurait été ajournée *sine die*; les gens aisés (comment les en empêcher ?), sachant que dans les écoles d'Etat leurs enfants ne recevraient au mieux qu'une éducation de second ordre, auraient recherché les avantages de l'enseignement privé; et l'égalité des chances serait restée un rêve.

Entre 1939 et 1945, on prophétisa à loisir le décès de la *public school*. On craignait que l'appauvrissement des classes moyennes ne restreignit leur capacité de payer les études de leurs enfants; et certains des partisans les plus décidés des *public schools* comptaient sur l'État pour prévenir la catastrophe. Non seulement ils étaient prêts à accepter la présence d'une certaine proportion d'élèves pauvres : ils demandaient de plus à l'Etat de pourvoir à l'entretien de ces derniers[note 32]. L'avenir ne fut pas celui que l'on attendait; il l'est rarement. La classe moyenne se révéla aussi résistante que jamais : elle survécut à l'augmentation des impôts et des prix, et continua d'envoyer ses rejetons dans les mêmes vieilles et vénérables écoles. Au milieu des années 1950, dix-neuf personnes sut vingt, parmi celles dont le revenu était supérieur à 1 000 livres (somme assez misérable au regard des normes modernes), confiaient leurs enfants à l'enseignement privé[note 33]. Soit dit en passant, il y avait parmi elles de nombreux « socialistes ». Comme Sir Hartley Shawcross[trad 12] le disait en 1956 : « Je ne connais pas un seul membre du Labour Party qui, pouvant se le permettre, n'envoie pas ses enfants dans une *public school*, au prix, souvent, d'un grand sacrifice, non pas pour des raisons de snobisme ou pour perpétuer les distinctions de classe, mais pour être sûr que ses enfants auront ce qu'il y a de meilleur ».

Les élèves des *public schools* représentaient environ le quart des effectifs de sixième année des écoles, tant privées que publiques. Payant plus, ils bénéficiaient, dans l'ensemble, d'une meilleure éducation que leurs camarades des écoles d'État. On disait des *public schools* qu'elles faisaient de l'élève un garçon [*a boy*]; à en juger par les autobiographies et les romans, il se peut qu'il y ait eu quelque vérité dans ce propos : du moins s'agissait-il d'un garçon éduqué, et par conséquent plus apte que l'homme sans instruction à occuper sa place dans une société complexe. Il n'y avait aucun mal, bien au contraire, à ce que les *public schools* dispensent une formation supérieure; ce qui n'allait pas, c'était que les privilégiés soient choisis selon d'autres critères que celui du mérite. De fait, ils l'étaient en fonction du compte en banque de leurs parents. Ils

héritaient sans vergogne de leur éducation, et avec elle, de leur statut futur dans une société qu'ils auraient dû être résolus à servir.

Comment abolir un tel népotisme ? Ce fut une longue et cruelle entreprise, qui n'eut peut-être d'équivalent que la croisade menée au siècle précédent pour l'abolition de l'esclavage, et qui ne réussit que parce que l'on mit au service de cette tâche plus constructive l'énergie que l'on avait auparavant consactée aux *comprehensive schools*. Année après année, le parti travailliste déclarait que « le Labour ne doit plus hésiter à s'attaquer à la plus grande source d'inégalité sociale et de division de classe de notre société : les écoles privées ». Mais il hésitait, quoique ses *leaders* fussent eux-mêmes les produits honteux des *public schools*. En fait, il n'était possible ni de fermer ces écoles, ni de les nationaliser par décret; sauf à interdire aux parents de dépenser de l'argent pour leurs enfants (immixtion elle-même trop grave dans la vie familiale pour être politiquement praticable), des écoles clandestines se seraient créées. Fermer Eton, c'était l'ouvrir ailleurs. Il fallait apaiser les parents en même temps qu'on les malmenait. La déclaration travailliste de 1958 faisait preuve de beaucoup de bon sens et de clairvoyance quand elle disait :

> Le Labour conclut qu'à présent aucun plan de « prise en charge » ou de « démocratisation » des *public schools* ne montre de mérites suffisants pour justifier l'important prélèvement sur les fonds publics qui serait impliqué. Le temps venu, quand les écoles financées par l'Etat se seront améliorés, quand le prestige des *public schools* aura, par voie de conséquence, diminué, et quand des changements substantiels seront intervenus dans la répartition de la richesse et dans l'opinion publique, la question, sous une nouvelle forme, se posera de nouveau.

Le triomphe final fut le résultat d'un ingénieux mouvement en tenailles. Les recherches montraient que c'était, pour l'essentiel, sur leur capital que les parents payaient les études de leurs enfants dans les *public schools*. Les classes supérieures, par peur des droits de succession, avaient très généralement cessé d'attendre que la

mort survint pour faire passer l'argent d'une génération à l'autre. Il était de pratique courante que les grands-parents, de leur vivant, fissent donation de leurs biens moins à leurs enfants qu'à leuts petits-enfants, qui pouvaient ainsi s'acheter une éducation privilégiée. Les droits successoraux étaient impuissants à mettre fin à cet abus étalé sur trois générations; en fait, ils ne servaient qu'à le perpétuer, et il fallut les compléter par une série d'impôts sur le capital. Le sixième gouvernement travailliste — Crosland et Hughes faisant équipe à la tête des deux ministères clés — créa un grand impôt sur les dividendes qui, dès lors, interdit la formation de nouvelles fortunes. Les *public schools* ressentirent immédiatement ce tour de vis; et si les effets en furent quelque peu atténués par l'inégalité croissante des revenus dus au travail, ce ne fut pas au point de faire perdre tout objet à ces mesures. En 1980, les conditions étaient certainement plus dures pour les *public schools* qu'elles ne l'avaient été vingt ans plus tôt.

L'amélioration constante du niveau des *grammar schools* eût plus d'importance que l'impôt sur le capital. Tout revenait, je l'ai dit, à une question d'argent. D'où venait la supériorité de Rugby sur telle *grammar school* ? Tout simplement de ce que Rugby dépensait beaucoup plus par élève, ce qui lui permettait d'avoir de meilleurs maîtres, et plus nombreux. Lorsqu'on multiplia les sommes dépensées pour les *grammar schools* (une fraction de l'impôt sur le revenu fut réservé à la construction de laboratoires et autres bâtiments à elles destinés), leur qualité s'améliora au point qu'elles devinrent méconnaissables. Pourvu que l'Etat pût maintenir à un faible niveau les dépenses totales en faveur des *public schools*, et accroître les crédits attribués à ses propres écoles, la victoire était à long terme assurée. Les parents se mirent à assiéger la *grammar school*, et non plus Rugby, et s'aperçurent alors que leurs enfants devaient, pour y entrer, concourir avec tous les autres, les meilleurs étant seuls élus. Ce n'était que si leurs enfants étaient trop bêtes pour entrer à la *grammar school* qu'ils se rabattaient sur Rugby, qui pouvait ainsi difficilement rester, avec des élèves de second ordre, une école de premier ordre. La balance du prestige pencha graduellement, mais décidément, en faveur des *grammar schools*.

Il ne fut pas besoin de supprimer les écoles privées : les meilleures se supprimèrent d'elles-mêmes. Les plus lucides de leurs directeurs s'inquiétaient de la stupidité des enfants qui venaient à eux : la tournure des événements devenant évidente et la Trésoretrie se montrant plus généreuse, ils résolurent donc leurs problèmes en négociant avec l'État l'inscription de leurs établissements sur la liste de ce que jargon officiel appelait les « *grant-aided boarding grammar schools* » [pensionnats secondaires subventionnés]. Pour obtenir cet enviable statut, ils durent accepter que la majorité de leurs élèves soient choisis de la façon ordinaire par les autorités locales parmi les produits de l'école primaire. En 1982, Eton abaissa l'âge d'entrée à onze ans et se résolut à recevoir 80 % de boursiers de la reine, chiffre qui passa à 100 % en 2001. Eton ayant ouvert la voie, les autres suivirent.

Une école ne pouvait être inscrite sur la liste que si les inspecteurs de Sa Majesté lui accordaient un certificat d'efficacité; et pour que ce dernier fût établi, il fallait que le niveau académique de l'école en question valût celui des *grammar schools*. Toutes les *public schools* les plus réputées (presque toutes celles, en fait, qui étaient représentées à ce que l'on appelait la Conférence des directeurs [*Headmasters' Conference*]) finirent par figurer sur la liste et par s'ouvrir aux enfants de talent qui, pour une raison ou une autre (parce qu'ils n'avaient plus leurs parents; parce qu'ils venaient de familles qui devaient fréquemment changer de lieu de résidence; où encore parce qu'ils vivaient à la campagne, trop loin d'une *grammar school* pour pouvoir s'y rendre chaque jour), avaient besoin d'être pensionnaires. Les autres écoles privées — la majorité — furent laissées libres de faire ce que bon leur semblait. Comme elles n'abritaient aucun cerveau de premier ordre, l'État ne se souciait pas particulièrement de ce qui pouvait se passer derrière les portes de leurs salles de classe, — aussi longtemps, du moins, qu'y étaient observées les règles minimum d'hygiène et d'efficacité dans les arts plastiques fixées pour les écoles modernes auxquelles on envoyait le tout-venant des enfants ordinaires. Comme il est naturel, une fois que les écoles privées furent le refuge des médiocres, le cachet social qu'elles avaient pu donner à leurs élèves disparut, et le

nombre des parents désireux d'y perdre leur argent se mit à fondre régulièrement. Cela, bien sûr, compte non tenu des anthroposophes, réformateurs de l'alimentation et anarchistes du dernier jour, qui s'accrochèrent obsessionnellement à leurs propres institutions éducatives.

L'intégration des deux types d'écoles entraîna de nombreux changements bénéfiques dans le contenu de l'éducation. Les *grammar schools* avaient la saine réputation de mettre l'accent sur les sciences. Les meilleures d'entre elles, non seulement encourageaient la spécialisation, de façon que leurs élèves puissent acquérir la connaissance en profondeur d'au moins une branche limitée des sciences, mais, ce qui est beaucoup plus important, cultivaient cette attitude scientifique précise, curieuse, spéculative, sceptique, — cette humilité devant la nature et non devant l'homme, ce détachement passionné, qui résument l'attitude moderne devant la vie. Les écoles privées, moins à l'aise dans le monde de l'industrie, de la technologie et de la science, accordaient trop d'attention à Athènes et trop peu à l'atome. Jusqu'aux années 1960, le latin figurait encore à l'examen d'entrée dans les *public schools*, mais pas les sciences ! L'éducation classique reçue par les classes sociales héréditaires de Grande-Bretagne contribua à leur ruine. Elle les conduisit à surestimer le passé, celui de Rome et d'Athènes aussi bien que le leur propre. Cela leur fit accepter avec fatalisme le déclin de l'Empire britannique, que justifiait le précédent romain. La méritocratie remplaça Gibbon par Galton, et, grâce au libre échange des idées et des maîtres, les *grammar schools* persuadèrent les anciennes *public schools* de s'adapter plus complètement à l'époque scientifique. Certaines de ces écoles apprtirent si vite la leçon qu'Eton fut en fait le premier établissement à installer un cyclotron, et Christ's Hospital le premier à envoyer un groupe de garçons sur la Lune.

Les nouvelles *boarding grammar schools*. cependant, ne furent pas les seules à tirer un avantage du nouveau système. Faire de leurs garçons des chefs, c'était l'ambition que professaient les *public schools*; et elles avaient disposé d'un empire considérable jusqu'au

moment où soldats et administrateurs avaient succombé devant les savants et les techniciens. L'intégration permit aux *grammar schools* de se réclamer à leur tour de ce qui dans cette tradition avait encore de la valeur, et de tenir avec d'autant plus d'assurance leur rôle de formation de l'élite. Les *publics schools* avaient appris comment libérer les enfants de la sujétion familiale en créant des substituts aux étroites fidélités de la parenté. Les *grammar schools* avaient d'autant plus intérêt à les imiter qu'un grand nombre de leurs élèves provenaient de foyers appartenant à une culture inférieure : elles leur empruntèrent donc quelques-unes de leurs techniques. Les relations des témoins oculaires attestent de la valeur qu'eurent le plein développement du *house system*[trad 13], les réunions régulières dans les laboratoires, et les clubs qui, le soir ou durant le week-end, se consacraient à des hobbies scientifiques et autres. Ces clubs sont devenus si actifs que les adolescents n'éprouvent plus le besoin de passer avec leur famille une partie, si petite soit-elle, de leur temps libre. Au grand bénéfice de l'enfant, le domicile paternel est devenu un simple hôtel.

4. Progrès des tests d'intelligence

Le succès de ces réformes dépendait de l'amélioration continue de l'efficacité des méthodes de sélection. Combien il eut été absurde de distinguer les meilleures écoles sans leur donner les moyens d'identifier les élus ! Chacune de ces deux tâches complémentaires ne progressa pas toujours, bien sûr, à la même vitesse. Dans l'ensemble, l'isolation des *grammar schools* se fit plus aisément que la sélection de leurs élèves. Mais, plus générale fut la reconnaissance du fait que les meilleures écoles devaient être réservées aux plus aptes, plus forte fut la pression qui s'exerça sur les psychologues scolaires pour qu'ils améliorent leurs techniques. Ils surent répondre à cette pression. La nécessité, une fois encore, joua son rôle habituel.

Après 1944, il y eut un fort accroissement de la demande de places dans les *grammar schools*, sans que le nombre de ces places augmentât pour autant. La concurrence se faisait donc plus vive :

comment désigner les gagnants ? La valeur des *tests* d'intelligence comme guides pour la sélection du personnel dans les forces armées avait été pleinement démontrée durant la guerre, et il était par conséquent naturel d'adopter aux fins du temps de paix le même type de méthode, en particulier dans une société stratifiée que ses habitudes mentales préparaient à reconnaître une hiérarchie des intelligences aussitôt qu'on la lui désignait. Les résultats furent remarquables : dès 1950, donc quelques années seulement après le vote de la loi, la plupart des enfants du pays étaient soumis à ces *tests* avant de quitter l'école primaire, et, bien que des méthodes d'examen plus anciennes fussent aussi utilisées, un quotient intellectuel élevé était ce qui qualifiait d'abord un enfant pour son entrée dans l'élite. La psychologie de l'éducation prit alors dans la pédagogie une place centrale d'où elle ne fut par la suite jamais complètement délogée.

Il est vrai qu'au cours des décennies suivantes l'obstruction socialiste mit un frein au progrès. Ceux qui faisaient campagne pour l'école unique ne cessaient d'attaquer cette séparation des intelligents d'avec les stupides qui étaient le propos des *tests*. En quoi ils se montraient, à leur point de vue, cohérents : une fois acceptée cette prémisse que chacun était, d'une façon inexpliquée, l'égal de tout le monde, il devenait tout aussi sensé de décrier l'efficacité des moyens grâce auxquels les enfants étaient classés les uns au-dessus — ou au-dessous — des autres, que d'en condamner les conséquences. Si, en fait, un enfant n'était pas plus capable qu'un autre, alors il *fallait* que les *tests* d'intelligence fussent une escroquerie. Ces critiques se moquaient des psychologues, et paraissaient croire que l'affaire était entendue quand on avait dit (et à très bon droit) que les *tests* ne pouvaient mesurer — et ne mesuraient pas — cette abstraction qu'est l'intelligence globale. Ils ne faisaient ainsi qu'envelopper la question d'un peu plus de confusion verbale. Cette confusion était jusqu'à un certain point inévitable (comme pour la physique au XVII° siècle) dans une nouvelle branche de la science qui mettait en question de fortes convictions métaphysiques. Comment les hommes pouvaient-ils être égaux aux yeux du psychologue ?

Les socialistes embrouillèrent encore les choses. Très peu de profanes étaient capables de comprendre dès l'abord que l'intelligence n'était pas une abstraction, mais un concept opérationnel. Les psychologues n'évaluaient pas l'intelligence globale (chose qui n'existe pas), mais les qualités exigées pour bénéficier d'une éducation supériecure. Si l'on appelait « intelligence » cet ensemble de qualités, ce n'était que par commodité. Le *test* des *tests* était empirique : marchaient-ils ? Et la réponse était que, dans l'ensemble, ils marchaient. La majorité des enfants qui passaient les *tests* haut la main réussissaient aussi dans les *grammar schools*. Il s'agissait, en fait, de statistique, — d'une façon d'établir qu'il y avait corrélation[note 34] entre la réussite aux *tests* (que l'on eût aussi bien pu appeler les « *tests* d'idiotie » sans que cela fasse de différence) et la réussite à la *grammar school*, à l'université et dans la vie. Il faut admettre que psychologues et sociologues mirent quelque lenteur à imaginer des *tests* pour les *tests*; nombre d'entre eux étaient encotre empêtrés dans les fourrés de l'idéologie. Ils n'étaient pas tous aussi lucides que James, qui affirmait que « le plus grand encouragement doit être donné à ces recherches qui sont destinées à mettre en relation le succès obtenu ultérieurement par les hommes et les femmes choisis dans divers buts, et le diagnostic de leurs capacités obtenu par diverses méthodes » [note 35]. Ce n'est que plus tard que l'on suivit pleinement son conseil.

Les socialistes n'étaient certes pas seuls dans le désert. Pendant un certain temps, ils réussirent à discréditer en partie le Q.L, et au sommet de leur influence, dans les années 1950 et 60, à intimider un certain nombre de comités d'éducation locaux et à leur faire tout à fait abandonner les *tests*. Mais ces succès ne pouvaient qu'être éphémères. Chaque fois qu'une nouvelle récolte d'enfants se présentait, il fallait aux autorités un moyen de séparer le bon grain de l'ivraie. Comment faire ? A écarter les *tests* d'intelligence, il fallait se rabattre sur les résultats des examens écrits ordinaires; et à écarter ces derniers, on en était réduitaux rapports rédigés par les maîtres : c'était tomber de Charybde en Scylla. Le corps enseignant avait assez de travail à faire en toute conscience pour qu'on ne le forçât pas à encourir en plus le ressentiment des parents dont ses

membres avaient écarté les enfants. Il fallait protéger les maîtres. Les autorités locales « progressistes » devaient parfois faire face à la revendication que leur présentaient leurs propres corps enseignants d'un rétablissement du Q.I. Qui plus est, les recherches démontraient de manière concluante que les rapports des maîtres et les examens ordinaires étaient moins favorables que les *tests* aux enfants des classes inférieures. Les maîtres avantageaient inconsciemment les enfants de leur propre classe; et les examens traditionnels étaient moins difficiles pour ceux qui venaient d'un milieu plus cultivé. Les *tests* d'intelligence, moins entachés de préjugés, étaient l'instrument même de la justice sociale : voilà une découverte que même les socialistes les plus fanatiques ne pouvaient à l'époque totalement ignorer.

Les plus modérés des socialistes étaient eux aussi infectés de mysticisme, quoiqu'avec moins de virulence; ils se berçaient de l'illusion que l'efficacité de la sélection resterait si faible que de nombreux enfants doués parviendraient toujours à passer à travers les mailles du filet. Ils n'osaient pas prôner ouvertement une sélection inefficace et soutenir qu'il fallait refuser à certains enfants intelligents la chance de pouvoir exercer leurs facultés; mais, en privé, ils faisaient bon accueil à la chose quand elle se produisait. Ils se conduisaient comme des catholiques clandestins dans une ville protestante. Durant la période de transition entre la société d'avant le mérite et celle du mérite, c'était là une heureuse adaptation, une source de paix spirituelle pour l'individu; ce n'était pas encore un obstacle au progrès. Mais c'était la politique de l'autruche. Ces mystiques modérés auraient dû savoir que l'on ne peut arrêter la marche de la science; ou plutôt, puisqu'ils le savaient, ils auraient dû être mieux avisés. Une fois abordée l'étude systématique du comportement humain — si bien que tout savoir acquis devenait aussitôt cumulatif —, rien ne put arrêter le progrès constant des méthodes destinées à « tester » et, avec les *tests*, à sélectionner, les porteurs de combinaisons différentes de gènes.

Le progrès fut, comme toujours, inégal, une période de stabilité étant soudain suivie d'un bond en avant. Il fallut attendre 1985 pour que

s'accomplit le saut du siècle. Bien auparavant, les « cybernétiens » avaient montré que l'homme comprendrait mieux son propte cerveau quand il pourrait en imiter le fonctionnement. Les hommes devenant toujours plus semblables aux machines, les machines ressemblèrent de plus en plus aux hommes; et quand des machines furent construites qui pouvaient contrefaire les hommes, le ventriloque se comprit enfin lui-même. Les critères modernes de l'aptitude mentale datent de cette année-là : la mise au point d'une unité commune de mesure devint possible aussitôt que l'on se fût aperçu que la machine pouvait elle aussi subir des *tests* d' « intelligence », et que ses résultats étaient aussi bons que ceux du cerveau humain. « Pamela », l'ordinateur construit par Bird au Laboratoire de physiologie national, devint, avec son Q.I. constant de 100, l'étalon national officiel, et on lui soumit toutes les questions d'examens avant de les distribuer dans les écoles et dans les autres établissements.

Bien avant 1989, les psychologues avaient réussi à identifier les problèmes qu'il fallait résoudre. Ils comprirent que le cerveau n'était pas plus séparable que les organes sexuels de l'économie biochimique de l'individu, et que celui-ci n'était pas plus séparable que ses propres poumons de l'environnement, social aussi bien que physique, qui était le sien. Nombre de personnes, pourtant dotées d'une grande intelligence potentielle, étaient empêchées d'en faire usage par une anxiété due à des troubles psychiques. Leur intelligence était plus ou moins grande selon que l'environnement leur était plus ou moins favorable. De là ces individus au Q.I. sauvage, qui passaient suivant les moments de 140 à 90, et pas seulement quand ils étaient amoureux ou à jeun (c'est une affection dont souffrent, dit-on, certains dirigeants du parti des techniciens). Les psychologues s'attachèrent à rapprocher la potentialité de la réalité. Les progrès de la thérapeutique constituèrent un sous-produit bénéfique de la sélection scolaire.

Le comité Spens disait en 1938 qu'il était « possible de prédire avec un certain degré de précision le niveau ultime de la puissance intellectuelle d'un enfant à un âge tendre ». C'est vrai aujourd'hui; ce

ne l'était pas alors. Comment s'étonner du ressentiment qui régnait, si l'on sait que les principaux *tests* n'étaient à l'époque subis qu'à onze ans, et une seule fois ? Des résultats obtenus à cet âge, et à cet âge uniquement, dépendait l'entrée à la *grammar school*. Si l'enfant échouait, il pouvait en théorie courir une deuxième fois sa chance un peu plus tard. En pratique, il avait rarement cette possibilité. Pour ceux qui se révélaient tard, il était toujours trop tard. Le garçon ou la fille dont les dons s'épanouissaient, ne fût-ce qu'à quatorze ans, pouvait vraiment s'estimer chanceux s'il parvenait à être transféré de sa *modern secondary school* à une *grammar school*. Le plus souvent, on le laissait avec les médiocres, et il était classé avec eux pour le reste de sa vie. C'était une injustice cruelle pour l'individu, et une perte choquante pour la société; à tel point que l'on peut dire que les *comprehensive schools*, en facilitant aux enfants le passage d'un type d'enseignement à un autre, firent tout de même un peu de bien. On savait que chez certains l'intelligence atteignait son maximum à douze ans, que pour d'autres elle ne portait tous ses fruits qu'à trente; mais on n'en tirait pas les conséquences. La vérité se faisant pourtant jour, les éducateurs cherchèrent avec un succès toujours plus affirmé à rendre permanente l'évaluation de l'intelligence tout au long de la vie scolaire. Les Q.I. furent mesutrés à sept, neuf, onze, treize et quinze ans, et à chaque étape, celui dont les résultats étaient meilleurs que la fois précédente était séparé de ses inférieurs et rejoignait ses égaux. Les gens, cependant, dont les capacités ne se développaient qu'après qu'ils eussent quitté l'école, échappaient tout à fait au filet de la sélection. Même dans les années 1990, un homme qui à l'âge de vingt-cinq ans parvenait soudain à la plénitude de ses moyens, avait les plus grandes difficultés à obtenir la juste reconnaissance de ses talents.

C'est ici que le développement moderne de l'éducation des adultes s'est révélé d'un intérêt si vital. L'école en vint à durer toute la vie. Dès la fin du siècle, le droit fut pleinement reconnu à chacun d'être jugé selon ses aptitudes. On admit enfin que la plus élémentaire des justices voulait qu'un homme ou un enfant fût toujours tenu pour intelligent tant que l'on n'avait pas prouvé sa stupidité. Ainsi, à

n'importe quel âge, n'importe qui put — et on l'y encourageait — se présenter tous les cinq ans dans un centre régional d'éducation des adultes pour y subir un nouveau *test*; et si ses espoirs se réalisaient, justice lui était invariablement rendue. La copie de sa carte d'intelligence était détruite au G.Q.G., et une nouvelle carte lui était substituée qui portait son nouveau Q.I., de telle façon que l'employeur (ou la fiancée) qui en demandait, comme il était déjà courant, la communication, ainsi que celle des résultats de ses divers *tests* d'aptitudes, n'eût jamais la possibilité d'être informé du statut inférieur qui avait auparavant été le sien. Les tribunaux décidèrent aussi que personne n'était obligé d'indiquer plus que son actuel Q.I. dans l'article du *Who's Who* qui lui était consacré. C'était vraiment un nouveau départ dans la vie qu'un nouveau *test* subi avec succès.

Il ne fait pas de doute que cela conduisit à des difficultés. Certains enfants se montrèrent pour leurs parents d'une ambition excessive et exercèrent sur eux, pour qu'ils arrachent leur reclassement, des pressions intolérables; ainsi se mit-on, par exemple, à étudier avec trop d'avidité les livres consacrés à l'éducation des parents. De même, certains ouvriers faisaient preuve de jalousie quand des camarades plus âgés étaient envoyés à l'université ou à l'école qui y préparait. Mais, en définitive, au cours de cette longue période intérimaire où les méthodes de sélection furent soumises à toute une série de perfectionnements, les avantages ont de loin surpassé les inconvénients. Aujourd'hui, bien sûr, les psychologues ont à tel point raffiné leurs techniques qu'ils peuvent tenir compte de la plupart des impondérables qui retardent le développement, et prévoir, non seulement le Q.I., mais les âges auxquels il fructifiera. Ausi excitant que soit ce progrès pour toute personne d'esprit scientifique, il faut admettre que les discussions qu'il a déchaînées ont fourni de la pâture aux critiques de l'ordre établi.

5. Résumé

Dans ce chapitre, j'ai une fois encore esquissé la grande histoire de la réforme de l'éducation. Dès qu'il fut franchement acquis aux

valeurs contemporaines, le gouvernement reconnut qu'aucunes dépenses n'étaient plus productives que celles qu'il pouvait faire pour la promotion de l'intellect. L'avarice devint munificence : maîtres et bâtiments scolaires eurent la priorité dans la répartition du revenu national. L'indépendance des *grammar schools* fut préservée; elles fusionnèrent avec les meilleurs *public schools*, et les deux types d'écoles se fécondèrent mutuellement. Le nouveau système reposait sur des méthodes de plus en plus efficaces d'identification des aptitudes. Dès les années 1990, les fondations de notre système moderne d'éducation étaient jetées. Ce progrès fut possible parce que, comme je l'ai expliqué dans le chapitre précédent, les socialistes s'effondrèrent en tant que force organisée. Mais les sentiments qu'ils exprimaient ne subirent pas le même sort. Tous les bébés sont des socialistes en herbe, et certains ne dépassent jamais ce stade. Mais les plus irréductibles des égalitaristes, ceux dont la conviction tient à leur psychologie, ceux qui ne se remettent jamais des désirs qu'ils éprouvaient au berceau, ne deviennent un danger pour l'État que si les rejoignent en grand nombre les gens dont la vie adulte a déçu les espérances. Les années 1960 furent une de ces époques de jonction; les jours que nous vivons en sont une autre. La frustration des gens venait alors de ce qu'eux-mêmes ou leurs enfants étaient privés de cette éducation supérieure à laquelle ils s'imaginaient avoir droit; ils sont aujourd'hui frustrés pour la même raison, non tant pas par la ségrégation scolaire (la plupart d'entre eux s'y sont maintenant habitués) que par cette idée, qui se fait actuellement jour, que les centres régionaux d'éducation des adultes n'ont plus de raison d'être. Ces centres ont fini par être fort appréciés par certains des techniciens les plus capables, ceux-là même qui, quelque faible que soit leur intelligence, en ont cependant juste assez pour être à l'origine de tous les mouvements révolutionnaires. La moindre allusion à la fermeture éventuelle des centres régionaux n'est-elle pas vouée à susciter le mécontentement ? Si mon analyse est correcte, cette nouvelle tendance, comme je l'expliquerai plus en détail par la suite, est une des raisons sous-jacentes aux troubles récents.

Note 28 : On a donné à ce millésime une importance excessive. Peut-être cela tient-il à la tendance des maîtres d'écoles à enseigner l'histoire par ses principales dates : 1870, 1902, 1918, 1944, etc.

Note 29 : J.E. Floud, A. H. Halsey, F. M. Martin, *Social Class and Educational Opportunity* (1956).

Note 30 : Dans les premières années 1950, un très grand nombre de garçons capables de terminer leurs études quittaient encore la *grammar school* prématurément, et la plupart d'entre eux étaient les fils de travailleurs manuels. Voir *Early Leaving*, publié en 1954 par le Ministère de l'EÉducation.

Note 31 : J'ai trouvé ce premier chiffre dans P.J.D. Wiles, « The Nations Intellectual Investment », *Bulletin of Oxford University Institution of Statistics*, août 1956, p. 279; les autres sont tirés des éditions populaires courantes d'*Education Statistics*.

Note 32 : Voir le rapport Flemming, *The Public Schools and the General Educational System* (1944).

Note 33 : L. R. Klein, K. H. Straw, P. Vandome, « Savings and Finances of the Upper Income Classes », *Bulletin of Oxford University Institution of Statistics*, novembre 1956.

Note 34 : On pourrait ajouter qu'il y avait aussi cortélation avec la réussite à d'autres *tests* : aptitude verbale, aptitude à la numération, aptitude spatiale, perception, mémoire; aptitude à la conduite automobile, propension aux accidents, dextérité digitale, pouvoir d'analogie, aptitude mécanique, aptitude aux travaux de bureau, maturité émotionnelle; sensibilité à la hauteur des sons, attraction sexuelle, sensibilité du goût, daltonisme, exactitude, persévérance, névrose, et puissance d'observation. Les résultats de ces *tests* sont de nos jours codés sur la carte unique d'intelligence qui accompagne un individu tout au long de sa vie, à moins qu'il ne soit objecteur de conscience.

Note 35 : F. James, *Education for Leadership* (1951).

Note de traduction 11 : Joseph Lancaster (1778-1838) fonda en 1801, à Southwark, près de Londres, une école privée dans laquelle il appliqua des méthodes d'enseignement tévolutionnaires pour l'époque (notamment, le æo#iforial system, qui consistait à confier aux élèves les plus avancés la direction des études de leurs camarades). Il émigra aux Etats-Unis en 1818, et y mourut.

Note de traduction 12 : Hartley Shawcross, Lord Shawcross (né en 1902). *Attorney General* dans le gouvernement Attlee (1945-1951). A quitté le Labour Party en 1958.

Note de traduction 13 : *House system* : les *public schools* sont généralement divisées en plusieurs *houses* où résident les élèves et qui forment autant de communautés.

IV

De l'ancienneté au mérite

1. La classe des vieillards

Il fallut un demi-siècle pour réformer les écoles, et il est tout à fait juste de dire que les résultats furent brillants. Mais les réformateurs se montrèrent, comme toujours, trop exclusifs (peut-être était-ce nécessaire). Ils se concentrèrent sur les écoles et négligèrent tout le reste, ce qui eut cette affligeante conséquence que, durant de nombreuses années, le matériel humain fut utilisé dans l'industrie avec bien moins d'efficacité que dans l'enseignement.

Nos grands-parents n'avaient pas parfaitement compris que la promotion des adultes selon le mérite, avec tout ce qu'elle impliquait pour l'organisation industrielle, était tout aussi nécessaire que celle des enfants : une société qui reconnaissait les droits du talent dans les écoles, mais les ignorait dans l'industrie, n'était qu'une maison divisée contre elle-même. Ils n'avaient pas bien saisi qu'une fois les castes abolies, ou plutôt converties en classes dans l'acception moderne de ce mot, il restait encore une catégorie de gens à circonvenir : la classe des vieillards. Qu'un incapable occupât du seul fait de son ancienneté une position de pouvoir, ils n'apercevaient pas que la chose était tout aussi négative que s'il avait dû cette position à l'appartenance de ses parents à une classe supérieure. Dans une société où il y a beaucoup d'appelés, il convient que les rares élus le soient selon leurs mérites; l'âge est ici un critère aussi peu indiqué que la naissance.

Au long de l'histoire de l'humanité, les gens d'âge ont constitué la plus stable des classes dirigeantes : une fois établie, toute aristocratie, toute ploutocratie, toute bureaucratie, s'est confondue avec une gérontocratie. Et même en démocratie, le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, a été en fait le

gouvernement des jeunes gens, par les vieilles gens et pour les vieilles gens. A l'époque préindustrielle, cet autocrate qu'était le père de famille campagnard, quand ses fils étaient jeunes, ne partageait son autorité avec aucun maître d'école, et il gardait sur eux, quand ils avaient grandi, un pouvoir, que modérait seulement la crainte de subir, s'il les ennuyait trop, le sort du roi Lear. Après les débuts de l'industrie, il est certain que les pères s'efforcèrent encore d'assurer à leurs fils une carrière supérieure à celle des fils des autres pères; mais il n'était pas question qu'eux-mêmes se laissent supplanter, et en ce sens, la solidarité de l'ancienneté fit de tous les pères une bande de frères. Lorsque la nouvelle élite eût été établie, les pères, s'ils ne pouvaient plus obtenir de privilèges pour leurs fils, continuèrent du moins à faire tout leur possible pour que les fils des autres pères, quelles que fussent leurs capacités, n'obtiennent sur eux-mêmes aucune suprématie.

Bref, la méritocratie menaçait elle aussi de devenir une gérontocratie. Si l'on voulait que la révolution intellectuelle ne fût pas incomplète, il fallait écarter ce danger.

La réforme de l'éducation fit que certains s'imaginèrent que l'on était entré dans l'âge d'or. Ceux qui étaient victorieusement sortis des écoles et des universités eurent tendance à s'endormir sur leurs lauriers. Entrés, comme on s'abrite dans un havre, dans des professions que gouvernait encore une mentalité étroitement corporative, ils y acceptèrent le règne de leurs aînés. Ils s'en consolaient en se disant qu'ils continueraient de progresser régulièrement d'âge en âge et d'échelon en échelon, comme ils l'avaient fait à l'école, jusqu'au moment où ils accéderaient à leur tour, le temps venu, au statut sacré des anciens. Ce fut seulement sous le harcèlement des faits du monde moderne que les gens s'éveillèrent de leur torpeur et que la compétition, après l'école, prit d'assaut l'industrie. Pour que ce que l'Angleterre avait de meilleur, son traitement des enfants, se combinât avec ce que l'Amérique avait de mieux, son traitement des adultes, il fallait que la concurrence durât toute la vie.

2. Les usines cessent de servir d'écoles

Jusqu'à la guerre contre Hitler, et durant les quelques années qui suivirent, les perspectives de promotion dépendirent presque autant de l'éducation que dans nos temps modernes. Le travailleur manuel qui avait quitté l'école à l'âge minimum, restait d'ordinaire pour la vie un travailleur manuel; tout ce qu'il pouvait espérer, c'était de devenir contremaître, ou, s'il avait de la chance et prenait un autre chemin, d'être élu secrétaire général d'un syndicat. Quant à celui que l'on retirait prématurément de la *grammar school*, il n'avait guère, au mieux, d'autre perspective que d'être un jour promu comptable ou chef de chantier. Dans la plupart des entreprises, il était pratiquement impossible aux travailleurs de passer de l'échelle au pied de laquelle l'âge où ils avaient quitté l'école les avait faits débuter, à une autre échelle qui les aurait menés plus haut : le contremaître restait contremaître au lieu de faire un nouveau départ sur l'échelle conduisant aux fonctions de chef de chantier, et le comptable demeurait comptable, sans espoir de pouvoir accéder à un poste de direction. L'éducation décidait du niveau hiérarchique auquel on entrait dans l'industrie, et de ce niveau de début dépendait celui que l'on atteignait en fin de carrière.

Si l'on avait rationalisé l'école, cette structurte aurait été satisfaisante. Mais ni la qualité de l'éducation, ni sa quantité, n'étaient encore déterminées en fonction de l'intelligence des sujets, si bien que nombre d'enfants doués quittaient trop tôt l'école, et nombre d'enfants stupides la quittaient trop tard. Une minorité d'employeurs, plus perspicaces que les autres, entreprirent de corriger les injustices du système, et, par la même occasion, de tirer profit de leur initiative; ils prirent modèle, pour ce faire, sur la fonction publique. Ils donnèrent à leurs employés les plus capables les chances dont ils avaient été privés à l'école, et les moyens de s'élever au sein de leurs firmes. Sous sa forme la plus extrême (et, à nos yeux, la plus ridicule), cette pratique permit au garçon de courses de finir au conseil d'administration. Les premières industries que l'on nationalisa s'efforcèrent de faire au moins aussi bien que le Civil Service. Dans les Chemins de fer britanniques, par exemple, un

employé de bureau, à condition qu'il pût s'arracher aux fonctions les plus modestes quand il était encore très jeune, avait l'espoir d'accéder à un poste administratif subalterne[note 36]. Dans l'industrie électrique, on était encore plus éclairé :

> Les employés [...] sont considérés comme étant situés sur une échelle commune; ils s'élèvent quand les occasions s'en présentent, et entrent en compétition ouverte suivant l'expérience et les capacités nécessaires pour chaque poste vacant considéré[note 37].

Cette déclaration est amusante — la pratique ne correspondant pas tout à fait au précepte —, car elle montre comment on pensait que les choses devaient fonctionner. Certains employeurs étaient si fiers de leurs plans de carrières et de leurs systèmes de promotion, qu'ils préféraient prendre les enfants à l'école et les former sur le tas plutôt que de recruter des diplômés de l'enseignement supérieur. Cette attitude était regrettablement répandue parmi les cadres qui n'avaient pas eux-mêmes fréquenté l'université; c'est qu'à cette lointaine époque il y avait, bien sûr, beaucoup de ces « self-made men » : la honte de l'école faisait l'orgueil de l'usine.

On situe d'habitude dans les années 1950 le début de la deuxième phase, qui dure encore. Il fallut de dix à vingt ans pour que les effets de la loi de 1944 se fassent généralement sentir dans l'industrie. Peu d'employeurs en aperçurent aussi rapidement la signification que notre Sir Eric James :

> L'industrie ou le commerce n'aura plus la possibilité de recruter à quinze ou seize ans des garçons, qui, comme par le passé, sont d'une qualité telle qu'ils peuvent prétendre à des postes directoriaux de la plus haute responsabilité[note 38].

A la longue, seuls les plus obtus des employeurs ne surent pas entendre cette leçon, dont on pouvait pourtant vérifier la justesse à la fin de chaque semestre. Quelle que fût la possibilité pour les élèves des *secondary modern schools* de gravir l'échelle industrielle,

ils étaient, en fait, de moins en moins nombreux à en être capables. Les *grammar schools* retenaient les enfants « probables » qui, dans les générations précédentes, seraient entrés à quinze ans dans l'industrie; et les plus intelligents parmi les intelligents continuaient jusqu'à l'université. Comme la seule échelle qui comptât désormais était celle de l'éducation, les capitaines d'industrie durent se faire une raison : ou bien ils sauraient attirer une partie des diplômés des *grammar schools* et des universités, ou bien leurs affaires péricliteraient. Pour alimenter les postes de direction, il leur fallut engager des débutants issus directement de l'enseignement supérieur, au risque d'encourir l'hostilité des syndicats au recrutement d'*outsiders*, et en particulier d'*outsiders* qualifiés. Les dirigeants syndicalistes, pour défendre les intérêts de leurs adhérents, prétendaient que l'homme qui s'était formé « à la dure » et qui avait obtenu sa promotion à la force du poignet, valait essentiellement mieux que celui dont la formation n'était que purement universitaire. Mais cela se passait avant que l'éducation ne fût tenue en la haute estime dont elle devait plus tard jouir. L'opinion des syndicats était d'une évidente absurdité : pour s'élever, il n'y avait pas de voie plus « dure » que celle des *grammar schools*.

La prise de conscience de la pénurie des talents — pénurie plus grave que toute autre — exaspéra la concurrence entre les cadres des affaires. Quelques années seulement après 1954, à en croire un rapport contemporain :

> Une grande compagnie avait déjà offert à un jeune homme en deuxième année d'université un poste de 750 livres à la fin de ses études, et une autre grande compagnie, dont le directeur général l'invitait à déjeuner, lui faisait une cour assidue[note 39].

Mais cela n'était rien à côté de ce qui devait suivre. Chaque firme prévoyante finit par avoir son équipe de prospecteurs de talents [*talent scouts*] qui passaient universités et écoles au peigne fin; et la plupart des professeurs de sciences se virent offrir des honoraires s'ils fournissaient régulièrement des rapports sur ceux de leurs élèves qui promettaient le plus. Les pages d'annonces des journaux

se remplirent d'appels lancés par les employeurs à la jeunesse des écoles, et les revues d'étudiants, leur publicité augmentant, devinrent de plus en plus épaisses. Cette concurrence frénétique était parfois déloyale, et il arrivait qu'elle entraînât des abus que dénonçaient de nombreuses associations professionnelles. Certains bons éléments des *grammar schools* renoncèrent ainsi à passer en sixième année pour devenir, à des conditions avantageuses, stagiaires dans l'industrtie; et d'autres se laissèrent convaincre de ne pas entrer tout de suite à l'université par des prospecteurs volubiles qui leur promettaient, non seulement de hauts salaires dans l'immédiat, mais aussi, pour plus tard, une formation universitaire aux frais de leur compagnie. Quant aux honoraires et aux contributions aux frais de recherches, ce n'était pas la façon la plus indiquée d'augmenter les salaires des maîtres.

Pour finir, l'Union nationale des étudiants [National Union of Students (MUS.)] et la B.U.G.S.A. se virent dans l'obligation de demander la protection de leurs membres; si bien qu'en 1969, le Ministère de l'Education et la F.B.I. mirent au point un code qui réglementait l' « utilisation des produits de l'enseignement supérieur ». Si l'intention en était bonne, ce code se révéla en pratique d'une telle inefficacité que le contrôle par le gouvernement de la gestion des ressources intellectuelles devint une impérieuse nécessité. L'institution de ce contrôle permit de dicter des priorités. Une planification efficace dans ce domaine, non seulement s'impose pour mettre fin entre les employeurs à une concurrence qui n'est que gaspillage, mais encore elle donne au gouvernement les moyens stratégiques de contrôler l'ensemble de l'économie.

3. L'âge est mis au défi

C'est d'assez bonne grâce que l'industrie, quand elle vit qu'il lui fallait capituler pour survivre, abandonna aux maîtres le soin de sélectionner les futurs cadres. A partir de ce moment, la plupart de ceux qui, à dix-neuf ou à vingt-trois ans, accédaient aux degrés supérieurs de l'industrie, du commerce et des professions libérales, représentèrent l'élite de leur groupe d'âge. Cependant, si les jeunes

cadres, dans cette période de transition, étaient choisis sur leur mérite grâce à la sélection compétitive de l'école, là s'arrêtait la libre concurrence. Dès que le nouveau venu avait franchi le seuil de l'usine ou du bureau, il n'avait plus l'occasion de mettre ses talents en jeu et d'essayer de remporter la course à la promotion. On ne lui permettait plus, même après qu'il eût passé plusieurs années à apprendre son métier, d'entrer en concurrence ouverte avec des gens bien plus âgés que lui. Tant qu'il était jeune (et qu'il eût les capacités d'un Henty Ford ou d'un Lord Nuffield[trad 14] ne faisait rien à l'affaire), il devait se contenter d'être, au mieux, un *junior executive*. La promotion à tous les postes les plus importants se faisait encore à l'ancienneté, si bien qu'à moins de chance exceptionnelle, même celui qui avait reçu la meilleure formation ne pouvait espérer atteindre le sommet de la hiérarchie avant d'avoir cinquante ou soixante ans. La troisième phase est celle au cours de laquelle le principe de l'ancienneté céda peu à peu le pas au principe du mérite, tandis que l'industrie prenait modèle sur les écoles.

Encore une fois, il nous est difficile de comprendre à quel point étaient fortes à cette époque les positions des gens âgés, et particulièrement en Grande-Bretagne. Le statut que conférait l'âge n'avait jadis fait qu'un avec le statut héréditaire, mais celui-là se montra bien moins facile à discréditer que celui-ci. Vers le milieu du siècle dernier, il était excessivement rare d'entendre vanter le principe héréditaire : on ne pensait plus que les relations de parenté fussent suffisantes à donner du mérite à quelqu'un. Mais l'âge, lui, y suffisait. Il n'était pas nécessaire de défendre en public les droits de vieilles gens : ces droits étaient partout tenus pout acquis. La déférence due à l'âge n'avait pas besoin de justification, et ceux qui se prononçaient en faveur de la promotion par le mérite mais favorisaient en fait la promotion à l'ancienneté, ne s'apercevaient même pas qu'il y eût là une contradiction. On résolvait le problème, avant qu'il ne fût proprement posé, en surestimant énormément la valeur de l' « expérience », dont on s'imaginait qu'elle ne pouvait être que le fait des années. Il y avait là quelque chose de mystique; on disait : « Ah ! mais il a plus d'expérience », et le dernier mot était

dit. Le respect de l'âge était la règle de cette société, comme le respect pour l'aristocratie avait été la règle de la société précédente.

Seniores priores: il n'y a pas de meilleure preuve de l'influence de ce principe que celle qu'en donnaient les écoles. En exaltant l'idée même qui contredisait leur vocation la plus profonde, elles affaiblirent le rôle progressiste qui était le leur. Les *prefects* constituaient un des traits les plus distinctifs des vieilles *public schools*. Ces « préfets » étaient des garçons plus âgés à qui était confié le gouvernement au jour le jour de leurs cadets, parmi lesquels ils choisissaient leurs fags, c'est-à-dire leurs domestiques. Le maintien de la discipline revenait en grande partie aux *prefects*, qui avaient le droit, pour se faire obéir, de battre tout petit garçon qui encourait leur déplaisir. Ce système fut malheureusement repris par les *grammar schools*. Il en résulta que ce respect que les enfants les plus jeunes éprouvent toujours pour les plus âgés, se transforma en une crainte qui, souvent, durait toute une vie. Les gens d'âge, en permettant aux jeunes d'exercer une autorité qui ne les menaçait pas eux-mêmes, s'assuraient ainsi que leur propre pouvoir resterait plus tard incontesté. L'abolition des *prefects* fut une réforme importante, qui intervint d'abord dans les écoles mixtes « progressistes » et s'étendit ensuite aux plus orthodoxes.

Je ne dispose pas ici d'un espace suffisant pour retracer les changements subtils, et dont chacun pris à part était infinitésimal, qui se sont additionnés pour donner naissance à un nouvel état d'esprit. Je peux seulement dégager certaines des contre-forces devant lesquelles, pour finir, la gérontocratie dut céder. Je les examinerai brièvement tour à tour.

La pression des jeunes. Aucun progrès substantiel ne fut accompli tant que les jeunes n'eurent pas pris plus de confiance en eux-mêmes. Aussi longtemps qu'ils acceptèrent la domination de leurs aînés, il n'y eut aucun espoir d'un changement dans la répartition du pouvoir, de même que rien n'avait pu changer dans le système héréditaire tant que la supériorité de l'aristocratie avait été reconnue par les classes inférieures.

Il fallait d'abord que ce droit au pouvoir que s'arrogeait l'âge fut aussi énergiquement mis en cause que la légitimité de l'héritage; et pour la même raison. L'héritage avait été dénoncé tout simplement parce qu'un pays industriel qui se développait et qui était en concurrence avec d'autres pays, ne pouvait plus se permettre d'avoir des dirigeants de second ordre : ainsi les besoins de l'économie avaient-ils remodelé la société. Que cette victoire ait été remportée ne justifiait pas que l'on cessât de faire campagne; il convenait maintenant de s'attaquer aux gérontes. Les membres de chaque génération nouvelle se révoltèrent donc contre leurs aînés; une jeunesse pleine de cœur s'opposa aux prétentions des anciens au lieu de se ranger sous leur férule dans l'espoir de faveurs à venir. Certains appelaient à la destruction de l'ordre établi; certains autres cherchaient, de façon plus constructive, à déplacer les rochers qui obstruaient leur propre route. Les plus rebelles comprenaient d'instinct que, partout, les progrès sont d'autant plus rapides que les vieux doivent renoncer plus tôt à leur puissance : l'essence de toute révolution sociale est dans le transfert prématuré de l'autorité d'une génération à l'autre. Les plus sages savaient que c'est la souris qui progresse le plus sûrement, et que mieux vaut grignoter l'*establishment* que de prendre les armes contre lui : la meilleure politique était de critiquer sur le mode empirique la valeur des gens âgés pris individuellement, plutôt que celle de leur classe dans son ensemble.

Si les jeunes réussirent avec tant de bonheur à mettre en question la pratique privée, ce fut parce qu'ils se réclamèrent de ce qui était professé en public. La jeunesse, à leurs yeux, avait droit, sur la base du mérite, à plus d'avancement qu'elle n'en recevait. Et ils avaient parfaitement raison. Dans toute société qui change rapidement, les jeunes sont plus à l'aise que les gens âgés : il leur est plus facile d'apprendre pour la première fois qu'il ne l'est à leurs aînés de désapprendre puis d'apprendre encore une deuxième ou troisième fois, — d'autant que la nostalgie qu'ils ont de leur propre jeunesse n'incline guère les anciens à fournir l'effort nécessaire. C'est plus que jamais vrai quand les écoles progressent encore plus rapidement que la société qui les abrite. Alors, non seulement les

enfants apprennent-ils des choses nouvelles, accordées aux besoins de leur propre époque (en particulier si les maîtres, eux aussi, sont jeunes), mais ils apprennent plus, car le niveau est plus élevé et meilleure la pédagogie. Comparons le garçon qui étudie la physique aujourd'hui et le vieillard qui fréquentait la même université que lui dans les années 1980, quand Shag n'était même pas né: le changement est si spectaculaire que l'on peut dire qu'il ne s'agit plus du tout de la même discipline. A dons équivalents à la naissance, inutile de se demander lequel des deux obtiendrait un poste de recherche important, disons au Q.G. de la Maison de l'eugénique [Eugenics House]. « A dons équivalents à la naissance », ai-je dit, mais ce n'est évidemment pas plausible : il n'y a pas que le contenu de l'enseignement supérieur qui ait progressé, les méthodes qui permettent de sélectionner ceux qui seront appelés à en bénéficier se sont améliorées au moins aussi vite. De dix ans en dix ans, et juqu'à une date récente, chaque groupe d'âge de l'élite a fait montre de plus de capacités innées que le précédent : le garçon qui sortait de l'université en 2000 avait plus de talent, ainsi qu'une meilleure formation, que son camarade de 1990; et la promotion 2010 valait mieux que celle de 2000. La révélation que le diplômé de 2020 n'était que légèrement supérieur à celui de 2010 est l'un des faits troublants qui ont conduit au désordre actuel.

Le soutien des gens âgés. Il n'y a jamais eû de distinction tranchée entre jeunes et vieux : les frontières de classes ont toujours été imprécises. Certains jeunes gens accommodants faisaient bon accueil à la stratification des âges, désireux qu'ils étaient de mener une vie tranquille, et dépourvus de toute envie d'entrer en compétition avec leurs pairs. En revanche, certains hommes mûrs et certains vieillards étaient « traîtres à leur groupe d'âge ». Le respect de l'avancement à l'ancienneté, quoiqu'il fût de l'intérêt de la plupart des gens d'âge, ne le fût jamais de tous.

Toute profession non manuelle, ou presque, était hiérarchisée en fonction de l'âge. Un employé de banque, par exemple, débutait à la base et, périodiquement, recevait une augmentation de salaire et voyait son statut s'élever d'un cran, — jusqu'au moment où il

devenait caissier-chef, voire directeur d'agence. Mais s'il perdait sa situation à l'âge, disons, de quarante ans — non pas nécessairement par sa propre faute mais, par exemple, à la suite de l'introduction de l'automation dans son travail[note 40] —, que fallait-il alors qu'il fit ? Après la première loi travailliste sur les retraites, il put au moins toucher sa pension; mais il ne pouvait conserver son statut. S'il cherchait à entrer dans une autre banque, ou, simplement, à prendre un autre emploi, à quel échelon devait-il débuter ? À recommencer par le commencement, il perdait les augmentations qu'il avait reçues durant vingt ans. S'il était mis sur le même plan que les autres employés de quarante ans, il occupait un poste convoité par un employé de trente-cinq ans, — chose d'ordinaire rendue impossible par l'opposition de tous les plus jeunes des promouvables. Comme les anciens, afin de se protéger eux-mêmes, défendaient l'avancement à l'ancienneté, il leur était impossible de retourner leur veste quand le même principe était invoqué par les jeunes au nom de leurs propres espoirs d'une ascension lente mais régulière. Les gens âgés n'étaient par conséquent en sécurité qu'aussi longtemps qu'ils conservaient le même emploi; et la peur qu'ils avaient d'être licenciés était une des causes essentielles de cette pusillanimité qui menait de nombreuses firmes à la stagnation. « Trop vieux à quarante ans », c'était une expression qui terrifiait tout le monde, sauf ceux qui étaient tellement brillants qu'aucune barrière de l'âge ne pouvait les arrêter.

Les gens entre deux âges qui devaient accepter leur rétrogradation ou retrouver du travail, se montraient parfois aussi ardemment partisans de la promotion par le mérite que les collègues plus jeunes dont ils partageaient désormais le statut inférieur. C'était là, pour ces jeunes gens, un utile renfort; mais ils trouvèrent chez les retraités des alliés plus nombreux encore. L'avancement à l'ancienneté avait pour conséquence une mise à la retraite automatique et prématurée. Il y eût une époque par exemple, où l'âge normal de la retraite était fixé à soixante-cinq ans. Quelque capable que fût un directeur, et quelque désireux de poursuivre sa tâche, on exerçait sur lui une forte pression pour qu'il y renonçât. Différer de deux ans son départ, c'était arrêter la lente ascension de tous ses subordonnés. Le

directeur adjoint, à soixante ans, avait deux ans de plus à attendre pour être promu; de même pour l'adjoint du directeur adjoint, avec ses cinquante-cinq ans, et pour l'adjoint de l'adjoint du directeur adjoint, qui avait cinquante ans; de même pour le garçon de trente ans qui n'était que récemment sorti de l'université avec son doctorat. Tous attendaient — avec l'espoir de n'être pas eux-mêmes trop épuisés quand ils accéderaient enfin au fauteuil directorial — que le « vieux » consente à aller bricoler dans son jardin au lieu de bricoler avec son entreprise. Tous les grades et tous les âges faisaient donc front commun contre le sommet afin que les règles du jeu soient respectées. Peut-être la stratification des âges avait-elle été nécessaire, au nom de la stabilité sociale et comme substitut de l'ordre héréditaire, tant que la méritocratie n'avait pas été solidement installée. Mais le prix qu'il fallut par la suite payer fut très élevé. Chaque année, des centaines de milliers d'hommes âgés — dont certains auraient encore été fort utiles à leurs employeurs — étaient forcés de se retirer dans l'oisiveté et se voyaient privés de l'estime d'eux-mêmes par la rigidité du système d'avancement. Ceux d'entre eux qui pensaient que leurs seules capacités eussent justifié qu'on leur laissât leurs postes, prirent naturellement le parti des jeunes gens qui attendaient d'un changement des règles une promotion plus rapide. Le fait de ne pas tenir compte du mérite eut des conséquences de plus en plus graves au fur et à mesure qu'augmentait le nombre des vieillards qui dépassaient leur espérance de vie et que croissait cette espérance de vie elle-même. Les gens âgés ne constituaient pas seulement la seule grande réserve de travail et d'intelligence, ils étaient aussi toujours plus nombreux. L'Angleterre finit par être contrainte d'imiter l'exemple d'autres sociétés industrielles dont les systèmes de retraites suivaient des règles moins démodées. Mais quand l'âge de la retraite fut élevé à soixante-dix ans, les conséquences politiques en furent si graves qu'il fallut attendre vingt ans pour pouvoir le faire passer à quatre-vingt ans, et douze années de plus pour abolir complètement la retraite obligatoire. Ces mesures accélérèrent la diffusion des nouveaux principes, car l'ancienneté perdit beaucoup de son charme quand tous ceux qui faisaient la queue pour être

promus, virent leur avenir soudain bouché : cela les disposa mieux à faire confiance au mérite.

Les anciens dont le départ avait été retardé ne conservèrent généralement pas de postes de direction. Rares sont les gens de plus de cinquante-cinq ans qui appartiennent aujourd'hui de plein droit à la méritocratie. Il leur a fallu (comme les travailleurs manuels avant eux) se résigner à être rétrogradés en même temps que diminuaient leurs capacités, — mesurées, soit absolument, soit relativement à celles de nouvelles fournées qui sortaient des écoles. Le directeur général dut se faire mécanographe dans la firme de quelqu'un d'autre, sinon dans la sienne; et le professeur passa sous-bibliothécaire. On a vu des juges qui sont devenus chauffeurs de taxi, des évêques qui se sont retrouvés vicaires, et des éditeurs qui ont dû se mettre à écrire (les vieillards font merveille dans les petites fonctions de confiance). Le réemploi des retraités rendit le grand service de dissocier l'autorité d'avec l'âge. Les jeunes gens se sentirent d'abord mal à l'aise de devoir donner des ordres à des vieillards qui, par ailleurs, appartenaient à la même classe sociale qu'eux; mais ceux-ci manifestèrent si peu de ressentiment envers leurs jeunes supérieurs, ils se montrèrent si reconnaissants d'avoir tout de même du travail, que la timidité de leurs chefs se dissipa et qu'ils firent bientôt preuve dans le commandement d'une assurance mieux accordée à leurs dons.

L'amélioration de la cotation du mérite. La cause la plus déterminante de la transformation du climat mental est sans doute fait que le mérite est devenu de plus en plus mesurable. Jadis, l'ancienneté avait ce splendide avantage d'être un critère objectif, tout inadéquat qu'il fût, tandis que le mérite, dont la pertinence était pourtant certaine, était cependant subjectif. Longtemps, en vérité, le « mérite » ne fut guère plus que le masque dont se couvrait le népotisme. Les pères qui s'activaient pour la promotion de leurs parents et amis, essayaient de faire croire aux autres, et de croire eux-mêmes, qu'ils ne faisaient là que rendre au mérite ce qui lui était dû. Mais s'ils pouvaient s'aveugler sur leurs propres fautes, il ne leur était pas aussi facile d'abuser autrui. Les syndicats, en particulier,

n'étaient que trop conscients des pièges qu'offrait une sélection par le « mérite » dans laquelle le père était à la fois son propre juge et son propre psychologue; et ils soupçonnaient à bon droit que l'équité avait peu de part dans la façon dont nombre d'*outsiders* avaient mis le pied sur l'échelle des promotions. C'est pourquoi ils défendaient l'avancement à l'ancienneté, qui valait tout de même mieux que le vil népotisme. A partir de cette idée particulière de l'équité, chacun pouvait voir si le droit prévalait ou non. Quand, dans une hiérarchie quelconque, on donnait à l'homme de trente ans le pas sur l'homme de quarante (ou plutôt quand celui qui n'avait que dix années de services était préféré à celui qui était là depuis vingt ans), le déni de justice éclatait aux yeux de tous.

Ce cercle vicieux — le caractère vague du mérite entraînant son rejet — ne fut brisé que lorsque les moyens de sélection utilisés dans les écoles furent adaptés aux besoins de l'économie. *Tests* d'intelligence et d'aptitude étaient objectifs, et bien plus dignes de confiance que les anciennes formes d'examens qu'ils venaient compléter. La première étape, nous l'avons vu, fut celle où le niveau des résultats des *tests* (et le niveau de l'éducation, avec lequel les résultats des *tests* étaient mis en corrélation) détermina le niveau hiérarchique d'entrée dans l'industrie. Une fois que l'opinion y fut prête, il n'y eût qu'un pas à faire pour étendre le domaine des *tests*, et pour que leurs résultats commandent la promotion tout comme la sélection. Les employeurs soumirent au début les candidats à leurs propres épreuves « maison »; telle était, cependant, la suspicion qui régnait à l'époque dans les relations industrielles, que l'on mit en doute l'impartialité de ces *tests* pour la seule raison que les employeurs en avaient le contrôle. Le climat s'améliora considérablement quand le gouvernement crée ses centres régionaux d'éducation des adultes — dont il mit le réseau au service de l'industrie —, et accorda aux employeurs, après un débat fort long et fort acerbe, l'accès aux résultats des *tests* d'intelligence passés dans ces centres comme dans les écoles. Les employeurs, aujourd'hui, s'intéressent d'aussi près que leurs employés aux réévaluations quinquennales auxquelles procèdent les centres

régionaux, et nombre d'entre eux affichent leur satisfaction le jour de la remise des prix dans leur usine.

Il y avait une chose que les centres régionaux ne savaient pas faire : mesurer les qualités de caractère qui s'exprimaient dans les efforts dépensés par un employé au cours de son travail. L'intelligence et l'effort font ensemble le mérite (I+E=M). Le génie paresseux n'est pas un génie. Les employeurs ont apporté ici leur propre contribution à la cause du progrès. Le « management scientifique », dont Taylor, les Galbraith et Bedaux furent les pionniers, a conduit à l'étude moderne du temps et du mouvement, qui, à son tour, permit la mesure de l'effort. L'art de mesurer le travail est devenu plus scientifique, avec cette conséquence que l'on peut fixer le montant des salaires et calculer leur relation avec l'effort fourni d'une façon toujours plus précise. Je reviendrai plus loin sur ce sujet. Le grand apport du Dr. Roskill fut de montrer comment les principes de l'étude du travail pouvaient être appliqués aux processus mentaux. Grâce à lui, l'employeur, outre les chiffres fournis par les centres régionaux et les écoles, dispose désormais d'un « barême Roskill », et si, équipé de la sorte, il arrive encore qu'il se trompe, c'est qu'il est grand temps pour lui de se soumettre à de nouveaux *tests*. Les syndicats ont d'ailleurs le droit de connaître les résultats de *tests* passés par les cadres de direction : si d'autres tests sont nécessaires, on a donc la garantie qu'ils seront administrés bon gré, mal gré.

4. Résumé

Voilà donc certaines des étapes qui ont marqué dans l'industrie la disparition des vieilles rigidités. Quand l'opinion publique intelligente reconnut dans son ensemble que l'efficacité *devait* augmenter dans l'intérêt général de l'humanité et de la partie de cette dernière qui habite nos îles, il ne fut plus possible d'ignorer les revendications des jeunes. C'est l'urgence qui donne sa chance à la jeunesse. Chaque guerre en apporta la preuve, où les jeunes qui reprochaient aux « galonnés » et aux « politiciens » d'être dépassés, trouvèrent précisément leur place parce que de mauvais galonnés et de mauvais politiciens auraient ouvert les portes à l'ennemi. La

compétition internationale eut aussi son efficacité en temps de paix. Les talents nationaux que l'on « gèle » dans des groupes d'âges inférieurs ou dans des classes sociales subalternes ont toujours eû ces puissants alliés que sont les talents étrangers.

Comme toujours aussi, le changement a lui-même engendré la résistance au changement. Les protestations du passé étaient celles de la jeunesse. En se révoltant contre les conventions et les restrictions que leur imposaient leurs aînés, les jeunes parvinrent à construire un monde nouveau. Là où la jeunesse dirige, la vieillesse est dirigée; et tous les gens âgés n'ont pas accepté leur nouvelle infériorité. De temps en temps, un homme d'âge, rattrapé par un cadet et déçu par son travail, entreprend de blâmer, non pas tant son successeur que l'ordre social qui rend possible le sentiment d'indignité qu'il éprouve. Peut-être ne met-il pas à jouer les rebelles autant de style que le jeune homme d'il y a cent ans (les bizarres pantalons étroits, les manteaux drapés et les barbes qu'arborent certains vieillards sont plutôt pathétiques), mais son mécontentement est du même ordre, et il a les mêmes origines. Il n'est pas besoin que nous cherchions plus loin pour trouver l'un des éléments du soutien qu'obtiennent les réformateurs. A la lumière de la sociologie, les gens âgés, dans leurs réunions, ne paraissent pas si différents des vivaces jeunes filles que l'on voit à la tribune.

Note 36 : Voir Acton Society *Trust, Traiming and Promotion in Nationalized Industry* (1950).

Note 37 : *Report of a Committee of Enquiry into the Electricity Supply Industry* (1956).

Note 38 : FE. James, *Education for Leadership* (1951).

Note 39 : Acton Society Trust, *op. cit.*

Note 40 : La grande firme, compte tenu de l'ampleur de ses activités, pouvait offrir une plus grande sécurité, ce qui faisait une de ses séductions aux yeux de nombreux jeunes gens, et fut une des causes de la croissance relative des unités à grande échelle dans l'économie.

Note de traduction 14 : William Richard Morris, Lord Nuffield (1877-1963). Constructeur d'automobiles et philanthrope.

Pour conclure la première partie

Voilà donc achevée cette première partie, au cours de laquelle nous avons vu par quels chemins on était parvenu à l'égalisation des chances au départ. Comme il m'a fallu comprimer en quelques pages plus d'un siècle de progrès, j'ai conscience de n'avoir pas fait entièrement justice à la part que les individus ont prise à cette renaissance intellectuelle. Une analyse trop strictement sociologique pourrait faire croire que l'histoire a glissé vers sa présente conclusion aussi inéluctablement que la fusée du matin arrive sur la lune. Ce serait une erreur complète. L'histoire n'a rien de mécanique. Ce n'est pas la sociologie qu'a mis la bêtise en déroute : ce sont les héros qui ont su combiner une haute conscience avec une grande intelligence. Que l'on pense à Sidney et Beatrice Webb, et à Bernard Shaw : le parti conservateur poursuit aujourd'hui leur œuvre. Que l'on pense à Forster, Fisher, Ramsay MacDonald, Butler, Wyatt, Crosland, Stewart, Hailsham, Taylor, Dobson et Clauson : leur cause était la nôtre. La récente apostasie des populistes leur ôte tout droit de se réclamer de ces grands hommes et de ces grandes femmes. Les conservateurs ont endossé le manteau de la grandeur, que les techniciens avaient laissé tomber.

Les grands théoriciens politiques du siècle dernier ont transformé le climat mental de leur époque en réinterprétant les vieilles valeurs à la lumière des situations nouvelles : en saluant, par exemple, au nom de l'égalité, le système d'enseignement d'après 1944. Dans un monde compétitif où régnait le bon sens, ils se sont, d'une façon caractéristiquement empirique, réclamés du sens commun propre à nos îles. Les grands administrateurs ont soutenu les théoriciens. Ils ont fait appel aux psychologues et les ont protégés des attaques publiques. Ils ont fait de la *grammar school* le terrain d'entraînement de l'élite. Ils ont harcelé la Trésorerie jusqu'à ce qu'elle accède à une nouvelle conception de l'économie, à savoir, que dépenser de l'argent pour l'éducation est à long terme la seule manière d'élever le produit national, et avec lui la capacité fiscale du pays. Ils ont triomphé par des centaines d'expédients de l'obscurantisme

déplaisant des *public schools*, et ils ont fini par obtenir leur amalgame avec les grammar schools. Ils ont détrôné le vieillard et ont fait du jeune homme le prince de l'industrie.

Que tous en soient loués.

*

* *

Cependant, j'ai moins écrit ces pages pour honorer les hommes fameux que pour mettre en garde mes confrères en intelligence. J'ai dit au début de mon essai, et je le répète ici, que nous serions indignes de notre savoir si nous dédaignions nos opposants. Rares, j'en conviens, sont parmi eux les individus d'exception. Leur masse n'en est pas moins impressionnante, d'autant que, par son mouvement en avant, la société que *nous* avons créée renouvelle quotidiennement *leurs* forces. Mais je serai plus explicite. Quelles sont les classes inférieures de l'Angleterre moderne ? Nous pouvons en distinguer deux groupes :

- L'un, majoritaire, est fait des gens inférieurs de la deuxième génération : soit tous les rejetons des parents des classes inférieures, à l'exception de ceux qui, grâce à leur intelligence, ont pu emprunter l'échelle de l'éducation.
- L'autre, minoritaire, comprend les gens inférieurs de la première génération : enfants stupides de parents des classes supérieures, détectés dans les écoles et rejetés dans la classé sociale appropriée à leurs faibles capacités.

Je reviendrai sur le premier de ces groupes, qui est numériquement écrasant, dans la seconde partie : là, me référant à leur statut général dans la société, je tenterai de montrer — tâche difficile — pourquoi nous pouvons nous attendre au mécontentement de certains même de ces prolétaires de naissance. Ici, afin de donner à ma démonstration la plus grande force possible, je me contenterai,

ce qui est plus aisé, d'attirer l'attention sur les ressentiments du deuxième groupe, celui de gens stupides nés de parents intelligents.

De laborieuses études rétrospectives (grâce auxquelles l'université de York s'est fait une réputation bien méritée) nous permettent d'accorder au moins une probabilité raisonnable au fait qu'avant les années 1980, la « mobilité descendante » était peu courante. Les parents des hautes classes affigés d'enfants inintelligents faisaient tout leur possible pour camoufler ce handicap. Ils compensaient d'ordinaire par leur propre détermination frénétique le manque d'ardeur de leur progéniture. Ils achetaient, par exemple, dans des écoles libres des places que le seul mérite de leurs enfants ne leur aurait jamais values. Pour les stimuler, ils dépensaient en livres et en voyages plus encore que les autres gens de leur classe. Et, quand les pressions conjugués de la famille et de l'école avaient abouti, comme c'était souvent le cas, à quelqu'un qui, superficiellement, n'avait pas l'air trop bête, les parents facilitaient à leur chéri l'entrée dans une des professions les moins exigeantes, comme le barreau ou la bourse. Ces parents antisociaux conservaient une certaine mainmise sur les anciennes professions libérales et aussi sur des affaires de famille qui, pour une raison ou une autre, jouissaient d'un monopole étroit mais effectif. La vieille classe supérieure trouvait des situations à *tous* ses enfants ou presque, tandis que la plupart des nouveaux postes des nouvelles professions, particulièrement en sciences et en technologie, allaient à des jeunes gens tirés des basses classes. En termes absolus, la vieille classe supérieure n'était guère diminuée; elle avait simplement perdu sa prédominance relative, du fait de la proportion rapidement croissante des postes de « cols-blancs » dans la vie économique.

Après les années 1980, la scène se mit à changer avec la plus grande vitesse. L'innovation décisive fut à mon avis la reconnaissance du mérite par l'industrie, puis, pour finir, par les professions libérales elles-mêmes. Les gens stupides eurent de plus en plus de mal à se faire passer pour intelligents. Ils trouvèrent de plus en plus difficile d'induire en erreur les comités de sélection; et, s'ils parvenaient tout de même à se faufiler, des services du

personnel toujours plus efficaces détectaient le plus souvent leur incapacité à accomplir un travail qui ne cessait d'être plus ardu. Après la réforme des *public schools*, ils furent privés de la possibilité d'avoir une éducation de premier ordre, à moins de faire appel pour cela à des répétiteurs privés, ce qui entraînait des frais vraiment colossaux. Les nullités pouvaient encore fréquenter les plus médiocres des *public schools* (elles le peuvent encore aujourd'hui, si leurs parents ont suffisamment de fortune), mais quelle en était l'utilité, si l'éducation que l'on y prodiguait était de second ordre ?

Si ce verrouillage de l'éducation a été moins douloureux qu'il ne l'aurait pu être, c'est grâce au beau travail qu'accomplirent les centres régionaux dans une de leurs attributions les moins bien connues. Les responsables de ces centres ont réussi à persuader de nombreux parents que s'ils aimaient leurs stupides enfants, il ne devaient pas en assombrir la vie par un mensonge et faire comme si, pour eux et pour tout le monde, un Q.I. de 90 était, en réalité, un Q.I. de 110. Je ne veux pas un instant soutenir que la conception moderne des devoirs des parents est universellement acceptée; mais je maintiens qu'il ne nous faut pas nous faire trop de soucis à propos de la vieille génération. Il n'y a en effet que fort peu de parents intelligents qui n'aient que des enfants bêtes, — dont la couvée, si j'ose dire, ne soit faite que de hideux canetons. La jeune génération (je veux parler des enfants qui ne peuvent plus s'abuser sur eux-mêmes après les résultats lamentables qu'ils ont obtenus à leurs examens sucessifs) a moins bien réagi. Grandis dans nos foyers les plus honorables, ces jeunes gens jouissent dans leur enfance de l'estime que la communauté porte à leurs pères et mères. Peut-être aussi s'habituent-ils à un niveau de vie qu'ils ne connaîtront jamais plus une fois qu'ils seront entrée, au niveau approprié, dans une profession manuelle. Tel pauvre garçon, élevé dans une maison qui disposait d'une salle de spectacle, où la cuisine était soignée et où l'on faisait des feux de bois dans la cheminée, trouvera certainement dur de s'habituer au logement communal ordinaire, avec son chauffage central (mais pas de feu de bois), ses magnétophones à trois dimensions (mais pas de salle de spectacle), et ses repas tout préparés (mais pas de cuisine soignée). Il risque

de passer le reste de sa vie à jeter des regards en arrière : la sélection professionnelle scientifique n'a pas entièrement éliminé cette humeur chagrine qu'engendre la nostalgie. Mais les choses, bien sûr, peuvent se dérouler tout autrement : à dire vrai, il ne nous est pas encore possible de savoir avec certitude quelle est la quantité exacte de ressentiment qu'éprouve le déclassé. Le fait même qu'il soit stupide signifie qu'il ne sait guère s'exprimer; et qu'il ait du mal à s'exprimer fait qu'il ne peut expliquer avec quelque clarté ce qu'il ressent. Certains psychologues spécialisés dans ce domaine ont avancé la théorie, qui me paraît parfaitement plausible, que ces sujets souffrent certainement, mais que leurs limitations intellectuelles les empêchent de formuler leur souffrance. Assurément, ces déclassés n'ont organisé aucune attaque concertée contre une société dont ils pourraient pourtant se prétendre les victimes; mais ne peut-on pas supposer que depuis cinquante ans, certains d'entre eux appellent de leurs vœux secrets la venue de ces chefs que leurs propres rangs ne sauraient produire ?

DEUXIÈME PARTIE

LE DÉCLIN DES BASSES CLASSES

V

Le statut du travailleur

1. L'âge d'or de l'égalité

J'ai, dans la première partie de ce livre, rappelé par quels moyens notre élite moderne a pris naissance. Les résultats sont certes magnifiques. Ce ne sont plus seulement des individus brillants qui jettent tous leurs feux : le monde contemple pour la première fois le spectacle que lui donne une classe étincelante, celle de ces 5 % de la nation qui savent ce que veut dire 5 %. Chaque membre de cette classe est dans son propre domaine un spécialiste éprouvé. S'accroissant à un rythme de plus en plus rapide, s'accumulant de génération en génération, notre savoit nous a permis, en l'espace d'un siècle seulement, de presque toucher au moment où nous pourrons réaliser d'un seul coup l'idéal de Platon, d'Érasme et de Shaw. Mais si la sociologie nous apprend quelque chose, c'est bien qu'aucune société n'est parfaitement stable, que des tensions et des conflits se produisent toujours. La première partie mentionnait certaines de ces tensions (entre la famille et la communauté, entre les différents ordres d'enseignement, entre jeunes et vieux, entre les déclassés et les autres membres du prolétariat), qui ont accompagné l'ascension de la méritocratie. Je vais maintenant consacrer ma seconde partie à examiner du même point de vue les conséquences qu'a eues le progrès pour les basses classes, et en particulier, je l'ai déjà dit, pour ceux qui y sont nés.

Ma méthode d'analyse est historique; la comparaison à laquelle je vais procéder nous ramènera une fois de plus un siècle en arrière. Taylor a appelé cette époque l' « âge d'or de l'égalité »[note 41]. Une sorte d'égalitarisme fleurissait alors parce que deux principes contradictoires de la légitimité du pouvoir — celui de la parenté et celui du mérite étaient en lutte, et que chaque homme ou presque, dans le fond de son cœur, croyait aux deux. Tout le monde pensait

qu'il fallait « pousser » son fils et honorer son père; tout le monde pensait aussi qu'il fallait distinguer le talent et en couronner les succès. La conséquence en était que tous ceux qui s'étaient assuré des privilèges en ne s'appuyant que sur un seul de ces principes, pouvaient être attaqués au nom de l'autre : l'homme de haute naissance se voyait critiqué parce qu'à d'autres égards il ne méritait pas sa fortune; et il était loisible de taxer de demi-imposture celui qui parvenait à la grandeur malgré sa basse extraction. Montés sur ce manège, les puissants ne pouvaient pour finir que faire la culbute. Nombreux étaient ceux que la richesse et l'influence de leurs parents catapultaient aux premières places. Non seulement ils bénéficiaient de la culture qui faisait l'ornement de leur foyer, mais ils fréquentaient les meilleures écoles et universités, on les faisait voyager à l'étranger, et ils se préparaient à grands frais au barreau, au comptoir ou à la chirurgie, — bref, ils avaient tous les avantages que nous cherchons de nos jours à réserver aux plus méritants. Mais comme pareil traitement ne recevait la sanction que de la moitié du code moral, ceux qui en jouissaient ne se sentaient qu'à demi à l'aise dans leur situation. Il ne leur était pas possible de se dire avec une parfaite conviction : « Je suis le meilleur qui puisse faite ce travail », car ils savaient qu'ils ne devaient pas leur place à une compétition ouverte. Et s'ils étaient honnêtes, il leur fallait reconnaître qu'une douzaine de leurs subordonnés auraient fait l'affaire aussi bien qu'eux, sinon mieux. Ils cherchaient parfois à écarter le doute qu'ils éprouvaient sur eux-mêmes en affirmant avec trop d'effronterie leur confiance en soi, mais pareille attitude était difficile à soutenir, qui d'évidence allait contre les faits. Il fallait qu'un homme des classes supérieures fût bien insensible pour n'avoir pas remarqué à un moment ou à un autre de sa vie que tel simple soldat de son régiment, que, parmi ses gens, tel majordome ou telle femme de ménage, que tel chauffeur de taxi ou d'autobus, que tel humble travailleur au visage ridé et aux yeux perçants qu'il avait croisé dans un wagon de chemin de fer ou cotoyé dans un *pub* de campagne, — pour n'avoir pas remarqué, dis-je, que tous ces individus étaient dotés d'une intelligence, d'un esprit et d'une sagesse qui valaient au moins les siens, et que chaque village avait son Jude l'Obscur[trad 15]. S'il avait fait cette remarque, et s'il avait ainsi reconnu que ceux qui

lui étaient socialement inférieurs étaient ses supérieurs biologiques, si la grande diversité des êtres humains qui composaient chaque classe l'avait amené à penser, plus ou moins confusément, qu' « un homme est un homme, malgré tout », n'était-il pas probable que sa réaction serait de les traiter avec un certain respect ?[note 42]

Les supérieurs se seraient-ils de toute façon abusés qu'ils n'auraient pu tromper leurs subordonnés. Ceux-ci savaient que bien des chefs étaient chefs moins à cause de ce qu'ils savaient que des gens qu'ils connaissaient et de ce qu'était leur père; d'où leur dénonciation gratuitement exagérée de tous les chefs quels qu'ils fussent. Certains hommes de talent se donnaient de la peine (s'il faut en croire les romans de l'époque) pour faire savoir dans leur usine, sinon à leur club de golf, qu'ils s'étaient « élevés à la force du poignet ». Mais comment être assuré que cette réussite n'avait pas tout de même été accidentelle, ou que le manque de scrupules ne compensait pas ici l'absence d'intelligence ? Les travailleurs avaient des doutes : ils donnaient libre expression à leur peu d'estime pour les gens en place, et les chefs les plus capables se trouvaient eux-mêmes tenus en suspicion. Une énergie colossale se gaspillait en critiques et contre-critiques.

Une conséquence encore plus importante de ce conflit de valeurs était que les travailleurs pouvaient dissocier tout à fait l'idée qu'ils se faisaient d'eux-mêmes des jugements que la société portait sur eux. Statuts objectif et subjectif étaient souvent à l'opposé. Le travailleur se disait : « Me voilà qui suis ouvrier. Pourquoi suis-je ouvrier ? Ne suis-je bon à rien d'autre ? Bien sûr que non. Le monde l'aurait bien vu, si l'on m'avait donné ma chance. Médecin, brasseur, ministre : j'aurais pu tout être. Cette chance je ne l'ai jamais eue; et ainsi je suis ouvrier. Mais ne pensez pas que, dans le fond, je vaille moins qu'un autre : non, je vaux mieux ». L'injustice qui présidait à l'éducation permettait aux gens de garder leurs illusions, et l'inégalité des chances au départ favorisait le mythe de l'égalité des hommes. Nous savons qu'il s'agit là d'un mythe; nos ancêtres ne le savaient pas.

2. Le fossé s'élargit entre les classes

Grâce à cette évocation du passé, nous pouvons mieux saisir l'ampleur du changement survenu. En ce temps-là, aucune classe n'était intellectuellement homogène : les membres doués des classes supérieures avaient autant de choses en commun avec les membres doués des basses classes qu'avec les représentants les plus médiocres de leur propre milieu. Maintenant que les gens sont classés selon leurs capacités, le fossé s'est inévitablement élargi entre les classes. D'un côté, les classes supérieures ne doutent plus d'elles-mêmes et ne songent plus à se dénigrer, ce qui les renforce d'autant. Les gens éminents savent désormais que le succès est la juste récompense de leurs talents, de leurs efforts, de leurs indéniables accomplissements; ils savent aussi, non seulement qu'ils sont au départ d'un autre calibre que le commun, mais qu'une éducation de premier ordre est venue se greffer sur leurs dons innés, ce qui a pour résultat qu'ils sont mieux placés que quiconque pour comprendre notre civilisation technique dans sa totalité et dans sa complexité toujours croissante. Ils sont rompus aux sciences : et ce sont les scientifiques qui ont reçu la terre en héritage. Que pourraient-ils avoir de commun avec ceux dont l'éducation s'est arrêtée lorsqu'ils avaient seize ou dix-sept ans, en ne leur laissant qu'une pâle teinture de science vulgarisée ? Comment pourraient-ils avoir une vraie conversation avec les classes inférieures, eux qui parlent une autre langue, plus riche et plus exacte ? Aujourd'hui, l'élite sait que, sauf grave erreur d'administration (qui serait d'ailleurs immédiatement corrigée si tôt que découverte), ses inférieurs dans la hiérarchie sociale lui sont aussi inférieurs en ce qui touche aux deux qualités vitales — l'intelligence et l'éducation — auxquelles le système de valeurs enfin cohérent du XXI° siècle accorde la première place. De là découle l'un des problèmes caractéristiques de nos temps modernes : certains membres de la méritocratie, au dire de la plupart de réformateurs modérés, sont à ce point pénétrés de leur propre importance qu'ils en perdent la sympathie de ceux qu'ils dirigent; et ils manquent tellement de tact que même des gens de petit calibre en sont offensés sans aucune nécessité. Ecoles et universités entreprennent actuellement d'inspirer à ceux qu'elles

doivent former un sentiment d'humilité plus adéquat (car quelle est l'importance de l'homme moderne lui-même devant les merveilles que la nature a produites dans l'univers ?); mais pour l'instant, les relations publiques avec les classes inférieures n'ont pas toute l'efficacité qu'elles pourraient avoir.

Quant aux basses classes, leur situation est, elle aussi, différente. Tous les individus, quelque humbles qu'ils soient, savent désormais qu'ils ont toutes leurs chances. On ne cesse de les soumettre à des *tests*. Si la première épreuve n'est pas pour eux la bonne, on leur donne une deuxième, une troisième, une quatrième occasion de démontrer leurs capacités. Mais quand ils ont dû à plusieurs reprises coiffer le bonnet d'âne, comment leur serait-il possible d'afficher encore des prétentions ? L'image qu'ils se font d'eux-mêmes n'est désormais que trop voisine de la peu flatteuse réalité. Alors, ne leur faut-il pas reconnaître que si leur statut est inférieur, ce n'est plus parce que, comme dans le passé, les chances au départ leur ont été refusées, mais c'est parce qu'ils sont inférieurs ?[note 43]. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'homme qui se sait inférieur ne dispose d'aucun moyen commode de conserver malgré tout l'estime de soi. La chose a posé à la psychologie contemporaine le plus sérieux des problèmes. Ceux qui perdent le respect d'eux-mêmes risquent de perdre aussi leur vitalité (en particulier, s'ils sont inférieurs à leurs propres parents et doivent par conséquent descendre dans l'échelle sociale) : ils ne peuvent que trop aisément cesser d'être de bons citoyens ou de bons techniciens. Privé de sa feuille de vigne, l'homme du commun est sujet à la bouderie.

Les suites d'une pareille dépréciation du statut des inférieurs et d'une telle exaltation de celui des supérieurs, ont naturellement mobilisé toute l'attention des sciences sociales. Nous ne prétendons pas que le chemin suivi dans ce domaine par ces disciplines n'a jamais été accidenté. Le Dr. Jason, par exemple, a avancé la théorie du « têtard », qui revenait à dire, une fois débarrassée du verbiage qui l'habillait, que dans l'ensemble tous les têtards étaient plus heureux parce qu'ils savaient que certains d'entre eux deviendraient des grenouilles : c'était là, au mieux, une demi-vérité. Peut-être les

jeunes têtards sont-ils heureux; mais que dire des nombreux vieux têtards qui savent qu'ils ne deviendront jamais grenouilles ? Ces têtards-là n'ont fait qu'obscurcir la question. Depuis l'époque où Lord Jason a lui-même accédé au rang de « grenouille », la recherche a fait de sérieux progrès.

Cinq éléments ont sauvé la situation. D'abord, la philosophie sous-jacente à l'enseignement dans les *secondary modern schools*. Aux débuts de celles-ci, on ne savait trop que faire concernant le contenu de l'éducation des basses classes. On apprenait aux enfants à lire, à écrire et à compter, ainsi qu'à se servir d'outils simples, de verniers et même de micromètres. Mais il n'y avait là qu'un squelette : l'idéologie manquait qui eût pu lui donner chair. Les écoles avaient une fonction bien plus importante que celle d'équiper leurs élèves de quelques tours de main élémentaire; il leur fallait aussi leur donner une tournure d'esprit qui leur permettrait à leur entrée dans la vie de remplir leurs tâches de façon satisfaisante. Les classes inférieures avaient besoin d'un *mythos*, et on leur donna le mythe de la musculature. Par bonheur, elles l'entretenaient déjà sous une forme rudimentaire, dont les *modern schools* surent tirer le culte moderne de la prouesse physique (en ce qu'elle se distingue de la prouesse mentale). L'amour du sport était de tradition en Angleterre, et il n'était nulle part aussi vif que dans les basses classes : les écoles modernes ne rompaient donc pas avec le passé — elles s'appuyaient au contraire sur lui — quand elles incitaient leurs élèves à estimer la force physique, la discipline corporelle et la dextérité manuelle. Apprentissage d'un métier, gymnastique et sport forment aujourd'hui le noyau du *curriculum* des *modern schools*. Cette démarche éclairée a atteint un double objectif : cultiver la considération pour le travail manuel, et rendre les loisirs plus agréables. Des deux, ce dernier point est le plus important. Les élèves les plus doués subissent un entraînement qui leur permet une vie sportive active au-delà même de leurs années d'études; et les autres, qui sont la grande majorité, apprécient encore plus la boxe, le football, et les autres sports aux manifestations desquels ils peuvent chaque soir assister chez eux, devant l'écran. Ils ont pour les exploits physiques une admiration presque aussi profonde que

celle que nous portons, nous autres des classes supérieures, aux exploits mentaux.

En second lieu, le mouvement d'éducation des adultes ayant atteint sa maturité, les centres régionaux, non contents de vivre et de s'étendre, ont pris des dispositions pour que chacun, quels que soient ses résultats antérieurs, vienne subir chez eux des bilans d'intelligence périodiques à des intervalles de cinq ans (il arrive même qu'à la demande des intéressés les *tests* soient plus fréquents). On a pu constater quelques cas remarquables de changement de Q.I. — en mieux comme en pire — chez des sujets d'âge mûr. Les journaux populaires les ont largement fait connaître et cela a redonné du cœur au ventre à plus d'un technicien ambitieux. Maintenant que chaque entreprise fournit gratuitement à ceux de ses membres qui en ont besoin une aide psychiatrique, on guérit complètement de nombreux individus dont les bloquages affectifs s'opposaient à la réalisation de leurs potentialités.

Troisièmement, alors même qu'ils avaient quant à eux perdu toute espérance, les parents ont été réconfortés de savoir que, quelque bas que pût être leur propre Q.I., leur enfant ou leur petit-enfant gardait une chance d'accéder à la méritocratie. Ce réconfort est très réel : les psychologues ont montré que les parents dont les ambitions sont déçues reportent invariablement ces ambitions sur leurs enfants. Cela les satisfait de penser que leur descendance pourra atteindre ce à quoi ils n'ont pu eux-mêmes parvenir : « Fais ce que je désire, ne fais pas ce que je fais », semblent-ils dire. On peut même exprimer cette relation en termes quantitatifs : étant donné le principe bien connu des aspirations compensatrices, plus aiguës sont les frustrations dont les parents font l'expérience dans leurs propres vies, plus élevées seront leurs ambitions pour leur progéniture. Presque dès le moment où, à l'école, ils échouent à leurs premiers *tests* d'intelligence, les enfants peuvent se consoler en se disant qu'un jour leurs rejetons feront mieux qu'eux; et même lorsque les rapports des maîtres montrent avec une triste évidence que ces rejetons ne valent pas plus que leurs parents, on peut encore compter sur les petits-enfants[note 44]. Les échecs personnels

sont moins pénibles s'ils s'accompagnent de l'espoir d'un succès par procuration. Tant que chacun a la possibilité de s'élever s'il en est capable grâce à l'école, les gens peuvent croire à l'immortalité : la jeune génération leur donne leur seconde chance. Et plus on a d'enfants, plus de secondes chances on a, ce qui rend compte en partie de l'élévation du taux de natalité qui a suivi les réformes dans la deuxième moitié du siècle dernier.

Un autre trait salvateur a été cette stupidité même qui a assigné leur statut actuel aux classes inférieures. L'erreur courante de certains sociologues est d'imputer aux membres de ces classes les capacités qu'ils s'attribuent à eux-mêmes : façon de penser qui a un parfum d'anthropomotphisme. Si l'on déniait aux sociologues le statut qui est le leur, ils en seraient naturellement affligés. Mais ce sont les basses classes, et non pas ceux qui les étudient, qui sont ici en question; et leur attitude d'esprit est tout à fait différente. Les gens de faible intelligence ont certaines qualités respectables : ils vont à leur travail, ils sont consciencieux, et ils observent leurs devoirs familiaux. Mais ils sont aussi trop dépourvus d'ambition, trop niais et trop incapables de comprendre vraiment les grandioses desseins de la société moderne, pour élever la moindre protestation effective. Quelques-uns se réfugient dans un mécontentement boudeur, puis, d'abord incertains de la démarche à suivre, finissent par aller trouver le psychologue ou le prêtre. Mais la plupart n'éprouvent aucun trouble, car ils ne savent pas ce qu'on leur fait.

3. Les pionniers du sale travail

Le cinquième élément salvateur, et le plus important, ce fut l'application à l'industrie de la sélection scientifique. J'ai montré, dans le chapitre précédent, comment la promotion par le mérite avait peu à peu remplacé l'avancement à l'ancienneté, comment les méthodes de la *grammmar school* et de l'université avaient fini par s'étendre à la vie du travail. Je vais maintenant parler du traitement qui fut réservé aux produits des *secondary modern schools*.

Ces écoles modernes ont trouvé leur répondant dans l'industtie tout aussi sûrement que les *grammar schools*, et avec des conséquences d'une aussi grande portée. Ici encore, ce fut la guerre contre Hitler qui déclencha tout. Au début de cette guerre, les recrues étaient réparties selon des méthodes aussi peu rigoureuses, ou presque, que celles de l'industrie. Ce ne fut qu'après plusieurs désastres que l'on adopta des pratiques plus sensées; l'un des principaux psychiatres militaires en définit comme suit le principe :

> Dans l'affectation du personnel, il faudrait que le principe fondamental fût qu'aucun homme ne devrait être employé à un travail qui est nettement supérieur ou, au contraire, nettement inférieur, à ses capacités. Toute autre méthode de répartition, ou bien gaspille les capacités, ou bien détruit l'efficacité de l'unité[note 45].

Paroles sages et clairvoyantes !

A la fin de la guerre, la chose avait pris force de loi, et rares étaient ceux qui, entrés dans les forces armées, n'avaient pas subi, avant de recevoir une affectation, des épreuves d'intelligence et d'aptitudes aussi précises que le permettaient les méthodes grossières de l'époque. On s'aperçut qu'il était possible d'obtenir un bien plus grand rendement du matériel humain quand les stupides étaient regroupés, et la leçon ne fut pas perdue pour certains des meilleurs cerveaux de l'industrtie civile. Mais il fallut attendre longtemps pour trouver mention dans les offres et les demandes d'emploi, du « Q.I. d'Etat »; et plus longtemps encore avant que le Q.G. d'Eugenics House n'envoyât par télex des certificats de Q.I. aux personnes et organismes qualifiés qui les lui demandaient. Le Corps des pionniers fut le plus beau fleuron de l'expérience des années 1940. Dès que furent seulement affectés à cette unité indispensable de travailleurs de force les hommes dont le Q.I. était inférieur à celui qui était exigé pour entrer dans les services de renseignements, le rendement du Pioncer Corps ; augmenta de façon spectaculaire. Le moral de ces hommes bornés s'améliora, car ils n'étaient plus découragés par la présence d'individus supérieurs

avec qui il leur fallait entrer en compétition. Ils étaient donc entre égaux (ils avaient plus d'égalité des chances, puisque ces chances étaient plus limitées) et s'en montraient plus heureux, faisaient moins de dépressions et travaillaient plus dur. L'armée avait compris la leçon des écoles : les gens sont plus faciles à former, et ils fonctionnent mieux, lorsqu'on les classe avec ceux dont l'intelligence ou l'inintelligence est à peu près égale à la leur.

Ce ne fut que dans les années 1960 que cette même leçon atteignit la vie civile. Les gens intelligents avaient alors coutume de se poser ce qu'ils croyaient être une profonde question : « Qui donc, se demandaient-ils, fera le sale travail dans la communauté de l'avenir ? » Ceux qui paraissaient connaître la bonne réponse disaient : « Les machines, bien sûr; ce seront les robots du futur ». Bonne réponse, jusqu'à un certain point, mais au mieux — compte tenu des nombreuses tâches que la machine ne pourra jamais prendre en charge —, réponse partielle. Il fallut que les entreprises prennent connaissance des nouveaux développements révolutionnaires qui étaient intervenus en matière de *tests* et de sélection professionnelle pour que l'on comprenne enfin qu'un Pioncer Corps était en temps de paix une possibilité pratique. A la vieille question : « Qui fera le sale travail ? » on tenait donc la réponse correcte : « Eh bien, ceux qui aimeront ça, bien sûr ! » Mais le ton sur lequel on la formula d'abord était loin d'être aussi décidé.

Le besoin était évident d'une sorte de corps civil permanent, formé d'hommes aux gros muscles et aux petits cerveaux (choisis par des hommes aux petits muscles et aux gros cerveaux) qui, non seulement sauraient vider les poubelles et coltiner les fardeaux, mais aimeraient cela. On ne leur demanderait jamais de faite plus que ce que supposeraient leurs capacités, on ne les forcerait jamais à frayer avec des gens qui risqueraient de les humilier en vidant les poubelles plus vites qu'eux ou, ce qui à l'époque était pire, en expédiant toutes les poubelles à la décharge publique (signe certain ou de génie ou de déficience mentale). Comme je l'ai dit, les cadres supérieurs d'esprit progressiste étaient très hésitants, voire un peu honteux. Il était facile de les démonter en parlant des *gammas* de M.

Huxley et des *proles* de M. Orwell[trad 16]. Les *managers* ne voyaient pas que ces deux *gentlemen* avaient l'un et l'autre attaqué, non pas l'égalité des chances, mais les effets du conditionnement et de la propagande, moyens par lesquels même des gens intelligents pourraient être amenés à accepter un sort de travailleurs manuels. Nous savons qu'à long terme la chose est impossible, et qu'à court terme elle impose un gaspillage et une frustration absurde. Les seuls bons travailleurs manuels, c'est évident, sont ceux qui ne sont pas capables de faire mieux. Les méthodes modernes sont trop éclairées pour avoir quelque chose de commun avec les « meilleurs des mondes » en question. Au début pourtant, bien des cadres supérieurs ne virent pas que faire équivaloir de façon si marquée efficacité et justice, ordre et humanité, ce n'était rien de moins pour l'humanité que franchir dans son ascension une nouvelle étape, mise à sa portée par les premiers progrès de sciences sociales.

Le Corps des pionniers fut, dans la fonction publique, la contrepartie de l'*Administrative Class* : sa signification historique est aussi grande. Les succès obtenus par la compétition ouverte dans les services gouvernementaux avait fait admettre le principe selon lequel les postes comportant le plus de responsabilités devaient être occupés par les personnes les plus capables; la réussite de l'expérience des pionniers trancha en faveur de cet autre principe, qu'il fallait que les moins doués fussent affectés aux tâches les moins responsables. En d'autres termes, on allait vers une société où le pouvoir et la responsabilité seraient, tout autant que l'éducation, proportionnés au mérite. Le Civil Service n'eut guère de mal à faire accepter cette idée : personne ne voulait être annihilé par des bombes à hydrogènes ou privé de commerce avec l'étranger, sous prétexte que Whitchall[trad 17] n'abritait pas les meilleurs cerveaux. Mais les pionniers rencontrèrent une opposition bien plus grande. On ne reconnut pas d'emblée la doctrine commune qui gouvernait le Civil Service et Pioncer Corps. Les objecteurs, parmi lesquels un nombre croissant de socialistes, parlèrent d' « indignité », mot vague qui recouvrait un vague concept. La brutale vérité était que la grande majorité des esprits pensaient encore en des termes qui dataient d'avant l'ère du mérite.

Dans la sombre Angleterre d'un lointain passé, rien n'avait plus de sens que de prôner l'égalité. Dans le domaine qui compte d'abord, celui de la puissance intellectuelle, les ouvriers de l'industrie, les paysans, etc., valaient leurs maîtres. Ce que les adversaires des pionniers ne saisissaient pas, c'est que l'avantage peu à peu donné au mérite sur l'héritage comme base de la sélection sociale, était en train d'ôter (et a finalement ôté) tout sens à leurs bavardages sur l'égalité des hommes. Si ces derniers, après tout, ont quelque chose de remarquable, c'est bien l'inégalité, et non pas l'égalité, de leurs dons. Une fois que tous les génies font partie de l'élite et que tous les imbéciles sont dans les rangs des travailleurs manuels, quelle peut être la signification de l'égalité ? Quel idéal peut-on soutenir sinon celui qu'implique le principe « A intelligence égale, statut égal » ? À quoi servirait-il d'abolir l'inégalité des chances, sinon à révéler et à accentuer les inévitables inégalités naturelles ?

Ce fut le souci du bonheur des pionniers (ou des « travailleurs de la main », comme on les appela d'abord pour les distinguer des « travailleurs du cerveau ») qui emporta la décision. Personne ne voulait emplir les hôpitaux psychiatriques de malades chroniques, et pourtant c'était exactement ce qu'avait fait l'industrie durant de nombreuses années en fixant à des gens d'un niveau mental inférieur des tâches qui dépassaient leurs possibilités. Personne ne voulait — et les socialistes moins que les autres — causer des souffrances inutiles. Le principe « De chacun selon ses capacités, ni plus ni moins », était justifié au point de vue empirique. Les travailleurs furent plus satisfaits, comme le furent, pour la même raison, les vastes classes moyennes dont le Q.I. allait en gros de 100 à 125. Les psychologues démontrèrent à d'innombrables reprises que donner un travail routinier à un homme très intelligent était aussi désastreux (le résultat en étant la maladie, l'absentéisme et la névrose) que le contraire[note 46]. On fit partout la preuve que l'assortiment harmonieux de l'intelligence et de la fonction dans les diverses couches de la société constituait l'expression la plus haute et de l'efficacité et de l'humanité; que c'était le moteur même de la productivité en même temps que de la libération de l'homme. Sans l'étude scientifique des relations humaines dans l'industrie, le

ressentiment contre le statut déclinant des basses classes et contre le fossé qui va s'élargissant entre elles et les classes supérieures aurait depuis longtemps détruit la société.

4. Un nouveau type de chômage

L'axiome de la pensée moderne est que les hommes sont inégaux; l'impératif moral en découle qu'il faut leur assigner dans la vie une situation en accord avec leurs capacités. Après un long combat, la société a fini par se laisser convaincre qu'il lui fallait se conformer à cet impératif et à cet axiome : les individus mentalement supérieurs ont été élevés au sommet et on a abaissé les inférieurs jusqu'à la base. Les uns et les autres portent les vêtements qui leur conviennent, et, je l'ai dit, on peut douter que les basses classes, si elles n'avaient pas en fait trouvé leurs vêtements confortables, seraient devenues si dociles. Les psychologues ont donné au monde les moyens d'identifier les gens dépourvus de dons. Mais ainsi accablés, à quel travail ces derniers allaient-ils pouvoir se livrer ? Il ne servait à rien de disposer de pionniers, si l'on n'avait aucune tâche à leur assigner.

Au cours de la période qui fait ma spécialité, c'est-à-dire avant 1973, rares furent les observateurs contemporains qui comprirent que le progrès économique menaçait d'engendrer un nouveau type de chômage sélectif. Cette tendance était pourtant visible : il eut suffi qu'ils ouvrissent les yeux; mais, chose remarquable, c'est ce que la plupart ne surent pas faire[note 47]. Ou plutôt, s'ils décelèrent une tendance, celle de la mécanisation croissante, ils n'en virent pas les inévitables conséquences pour l'homme. Ils savaient que le premier objet de l'utilisation des machines était d'épargner le travail humain; mais ils ne se demandèrent pas de quelle sorte de travail il s'agissait. Le chômage massif leur était familier, qui frappait également les gens de talent et les autres; mais le chômage des sous-intellectuels restait encore ignoré de tous, sauf des plus perspicaces.

Quand à la suite de ce que l'on a appelé la « révolution industrielle », les tâches auparavant accomplies à la main furent graduellement prises en charge par les machines, cela ne rendit pas pour autant superflu, loin de là, le travail manuel : la manufacture subsista à côté de la « mécanofacture ». Au début, le machinisme fut pour les stupides un cadeau du ciel : la main y intervenait encore, et les gestes mille fois répétés que supposait le fonctionnement des machines n'excédaient pas les capacités du petit personnel, qu'il fût qualifié ou semi-qualifié. Dans l'usine typique du milieu du XX° siècle, la distinction était nette entre les travailleurs qualifiés et les autres. On trouvait d'un côté ceux qui travaillaient dans les bureaux d'études, l'administration, les services d'inspection, et ceux qui fournissaient, surveillaient, entretenaient et réparaient le matériel; de l'autre, ceux qui approvisionnaient les machines, appuyaient sur quelques simples leviers en réponse à quelques signaux simples, et extrayaient le matériau traité, et ceux qui ajoutaient un élément à un assemblage sur une chaîne de fabrication. Avec le temps, cette division, qui reproduisait celle que connaissait la société elle-même ne fit que s'accentuer, — le personnel technique ne cessant de monter dans la hiérarchie au fur et à mesure que les machines dont il avait la charge gagnaient en complexité, tandis que ceux dont les tâches n'étaient que routinières voyaient constamment se dégrader leur statut en même temps que devenait toujours plus simple le travail dont ils avaient la responsabilité.

Ainsi exigea-t-on toujours plus de l'individu qualifié et toujours moins de celui qui ne l'était pas, jusqu'au moment où il n'y eût plus, pour finir, aucun besoin de gens sans qualification. Leur travail étant simplement machinal, il était possible, par définition, de le confier peu à peu à des machines. Plus simple devenait une tâche, plus aisément pouvait-elle être accomplie par une machine qui s'approvisionnait elle-même, appuyait elle-même sur ses propres leviers et éjectait elle-même le produit fini. Ce qui était semi-automatique s'automatisa tout à fait. Après la guerre contre Hitler, et avec le développement de l'électronique — en particulier de servo-mécanismes bien adaptés à des processus industriels décomposés en leurs éléments les plus simples —, la disparition de la main-

d'œuvre non qualifiée se fit très rapide. Ce progrès fut si marqué que l'on forgea un mot nouveau, celui d' « automation », pour désigner la nouvelle forme qu'était en train de prendre la vieille mécanisation.

Cette élimination de la main-d'œuvre ne se fit pas d'abord ouvertement. Les syndicats ne faisaient naturellement aucune différence entre intelligence et bêtise; pour eux, les hommes dont on avait sacrifié le travail au changement technique étaient des syndiqués qui avaient comme les autres le droit d'être protégés : il fallait donc que ceux dont les emplois étaient supprimés par les machines soient, non pas licenciés, mais affectés à des tâches tout à fait inutiles, comme par exemple la surveillance des robots au travail. Les syndicalistes les plus intelligents ne voyaient pas que c'était seulement le menu fretin, incapable de fournir un travail un peu compliqué, dont les intérêts étaient menacés; imbus de l'opinion égalitariste courante selon laquelle un homme ne différait guère d'un autre, ils s'identifiaient aux travailleurs superflus et soutenaient les tentatives des syndicats pour empêcher les licenciements. Les employeurs cédaient souvent à ces pressions, soit pour préserver leurs bonnes relations avec leur personnel, soit parce qu'ils pensaient qu'il était de leur responsabilité, plutôt que de celle de l'Etat, de veiller sur nos frères inférieurs. Il leur fallut très longtemps pour prendre pleinement conscience de la nécessité de réduire au minimum le coût de la main-d'œuvre; et jusque-là, ils ne semblent pas s'être aperçus de la lourdeur des charges que leur imposaient ceux qui figuraient indûment sur leurs livres de paye. Ainsi pouvait-on encore voir dans les années 1950 une vaste armée d'ouvriers non qualifiés qui ne cessaient d'errer d'une entreprise à l'autre, toujours en mouvement parce que incapables d'occuper où que ce fût un emploi stable. Des millions de personnes changeaient de travail chaque année. L'employeur savait sans doute que la rotation de la main-d'œuvre se faisait chez lui sur un rythme accéléré, mais comme il ne soumettait pas encore à l'épreuve des *tests* les capacités de ses nouvelles recrues, il n'avait aucun moyen de saisir que la raison première de cette instabilité était que la plupart ne disposaient pas des aptitudes minimales qu'exigeaient leurs tâches. Les gens ne se faisant pas, en période de « plein emploi »,

enregistrer comme chômeurs (sauf de loin en loin, et de façon exceptionnelle), personne ne pouvait mesurer exactement l'importance de cette masse flottante. En fait, très rares étaient ceux parmi ces émigrants perpétuels dont le salaire fût justifié par les services rendus. Les gens pour qui il n'y avait pas de place dans l'industrie allaient très souvent chercher refuge dans les petits emplois de bureau ou dans le secteur de la distribution. Si cette solution était heureuse, elle n'était que temporaire. En effet, la mécanisation ne se limitait pas aux usines dans lesquelles elle avait pris naissance : elle envahissait aussi bureaux et magasins. Au milieu du XX° siècle, la présence dans les bureaux de comptables et de dactylographes était encore courante; vingt-cinq ans plus tard, ils avaient presque disparu : la comptabilité était désormais confiée aux machines à calculer, et il n'était plus besoin de dactylos qui servissent d'intermédiaires entre la parole et l'écriture. Et si dans le dernier quart du siècle, on voyait toujours des vendeurs dans les magasins, ils y étaient nettement moins nombreux que dans les années 1950, où ils se comptaient encore par millions. Le grand magasin, qui utilisait son personnel de façon plus économique, avait supplanté de nombreuses boutiques; et la généralisation rapide du self-service, sous une forme qui évoquait déjà celle que nous connaissons aujourd'hui, avait réduit le nombre des vendeurs nécessaires, tandis que la distribution par canalisations du lait, du thé et de la bière prenait rapidement de l'importance.

5. Retour à la domesticité

Le comité Clauson, qui déposa son rapport en 1985, estimait qu'à cette date un tiers environ de tous les adultes étaient inemployables dans l'économie. Dépassés par la complexité croissante de la civilisation, ils ne pouvaient, faute d'intelligence, trouver leur place dans la structure professionnelle; il fallait donc imaginer pour eux un nouveau type d'emplois « protégés ». Que faire ? Il n'y avait qu'une seule réponse possible. Ceux qui avaient terminé leurs vies scolaires au plus bas niveau des *secondary modern schools* ou dans les écoles destinées aux sous-normaux n'étaient capables que de satisfaire les besoins en personnel domestique. Il serait par exemple

possible — à condition de leur donner une formation soignée dans des centres gouvernementaux et de surveiller ensuite leur carrière — d'affecter la plupart d'entre eux aux restaurants publics, aux transports, etc., ou d'en faire des gardiens.

C'était un début. Mais, comme le prévoyait Lord Clauson, les basses classes ne connaîtraient le plein emploi que lorsque un grand nombre de leurs membres seraient engagés dans le service domestique, non seulement public, mais privé. Ses recommandations furent chaudement contestées au Parlement et sur les estrades. Mais quelle autre issue y avait-il ? Ceux qui critiquaient Lord Clauson avaient peu de propositions constructives à faire. Il était absurde que tant de personnes très intelligentes perdissent tellement de temps à des tâches ménagères parfaitement subalternes. Un homme doué recevait une longue éducation aux dépens de l'État, d'abord à la *grammar school*, puis à l'université, et quand il en sortait, on lui confiait un poste de haute responsabilité dans l'industrie ou le commerce : il eût été normal qu'il consacrât toutes ses énergies à son travail, et qu'il profitât de ses moments de loisir pour « récupérer ». Mais que se passait-il en fait ? Il perdait nombre d'heures précieuses, à traîner dans les magasins de self-service pour y acheter des pommes de terre ou du poisson congelé, à nettoyer son appartement, à cuisiner ou à faire son lit. Je dis « il », mais, bien sûr, pareil gaspillage était encore plus répandu en ce qui concernait la femme très intelligente, et donc très instruite. Après son mariage, elle se voyait interdire — si grande était l'anarchie régnante — de poursuivre pour la société le travail auquel on l'avait préparée avec tant de soin; elle devait à la place faire comme si elle n'avait jamais bénéficié d'une éducation supérieure; et il lui fallait s'habituer à l'idée que les corvées du ménage étaient la juste récompense d'une mention « très bien »; bref, elle en était réduite au niveau d'une élève de la *secondary modern school*. La vérité, c'est qu'il n'y avait aucune nécessité que ces tâches, pour l'essentiel, échussent à la femme douée; il valait mieux laisser ce travail à celle qui, parce qu'incapable de faire quoi que ce soit de mieux, n'en serait pas offusquée. Ce qui serait corvée pour le Q.I. de 130 pouvait

faire la joie du Q.I. de 85. Les leçons de l'expérience des pionniers resteraient-elles lettre morte ?

Certains protestèrent que le service domestique n'était pas seulement un service, mais qu'il était servile. La tradition était de leur côté, mais ils ne paraissaient pas voir que cette tradition était fort récente. Durant des milliers d'années, la coutume avait été que les classes supérieures eussent des serviteurs. Ceux-ci ne disparurent que durant la brève période qui sépara la mort de la vieille aristocratie et la naissance de la nouvelle, — période égalitaire où aucun homme n'était tenu pour digne d'être servi par ses « semblables », période intérimaire où personne n'était sûr de rien, sinon que l'homme du commun valait en principe autant que son maître. Quand les conditions disparurent qui avaient favorisé l'égalitarisme, le besoin disparut en même temps de le prôner dans ce domaine. On put rétablir la domesticité dès qu'il fut de nouveau admis que certains individus étaient supérieurs à d'autres; et cela, sans provoquer de ressentiment, parce que les inférieurs savaient que ceux qui valaient mieux qu'eux-mêmes avaient un rôle plus important à jouer dans ce monde (et au-delà), et qu'ils étaient heureux de s'identifier à eux en les servant. Il était de beaucoup préférable de rendre un service précieux et reconnu à une personne importante que de vivoter sur une indemnité de chômage. Des garde-fous furent naturellement prévus. Personne ne voulait le retour des abus qui avaient caractérisé le XIX° siècle. Tous les domestiques furent officiellement enrôlés dans le Corps des auxiliaites ménagers (qui comprenait déjà dix millions de membres au début de notre siècle), et chaque employeur privé dut payer à ses serviteurs les salaires fixés; leur garantir pour vivre un certain espace et certaines conditions sanitaires; leur donner leur liberté deux soirées par semaine pour qu'ils puissent participer aux activités de clubs sportifs que gérait le Corps; leur payer chaque été un cours de « recyclage »; et ne pas exiger d'eux plus de quarante-huit heures de travail par semaine, sauf autorisation du bureau local. En ce qui touche au personnel féminin, les nouvelles dispositions ont, dans l'ensemble, donné satisfaction, même si quelques idiotes ont parfois fait des sottises avec les climatiseurs. Mais les hommes ont

plutôt déçu. En dépit de toutes les expériences faites dans les centres de recherche du Corps, aucun équivalent moderne vraiment satisfaisant n'a été trouvé du majordome et du valet de pied de jadis. Pendant quarante ans et plus, le chômage masculin a été plus élevé que celui des femmes.

6. Résumé

Sous les nouvelles dispositions, la séparation entre les classes est devenue plus franche qu'elle ne l'était sous les anciennes, le statut des classes supérieures s'est élevé et celui des basses classes a été amoindri. Dans ce chapitre, j'ai examiné quelques-unes des répercussions de ce phénomène sur la structure sociale. Les historiens savent que la lutte des classes fut endémique tout au long des temps qui ont précédé l'ère du mérite; et, à la lumière de l'expérience passée, sans doute pourrait-on croire que tout abaissement rapide du statut d'une classe donnée ne peut qu'aggraver cette lutte. La question est de savoir pourquoi les changements du siècle dernier n'ont pas eu un pareil résultat, et pourquoi la société est restée si stable en dépit du fossé qui s'est creusé entre le sommet et la base.

La raison cardinale en est que la stratification s'est faite en fonction d'un principe du mérite qui était généralement admis à tous les niveaux de la société. Il y a un siècle, les classes inférieures avaient leur propre idéologie (la même pour l'essentiel que celle qui règne sans partage aujourd'hui) et savaient l'utiliser aussi bien pour progresser elles-mêmes que pour attaquer leurs supérieurs. Elles niaient que les hautes classes eussent droit à la position qu'elles occupaient. Mais, dans les nouvelles conditions, les basses classes n'ont pas plus d'idéologie distinctive, et contradictoire avec l'*ethos* de la société, que n'en avait le peuple aux beaux jours de la féodalité. Comme la base est d'accord avec le sommet pour penser que le mérite doit régner, elle ne peut discuter que les moyens qui permettent le choix des élus, et non pas les critères auxquels tous adhèrent également. Et ainsi de suite.

Nous trahirions cependant notre devoir de sociologues si nous ne soulignions pas qu'une reconnaissance aussi générale de l'arbitrage du mérite peut réduire à un désespoir irrémédiable ceux qui, fort nombreux, sont tout à fait dépourvus de talents, et cela d'autant plus sûrement que la personne ainsi condamnée, ayant trop peu d'esprit pour protester contre la société, peut retourner sa colère contre elle-même, au risque de se mutiler.

Le mythe de la musculature, l'éducation des adultes, le report des ambitions sur les enfants — et la stupidité naturelle, ont contribué à sauver la situation; mais moins que l'extension à la vie adulte des traits principaux du système d'enseignement. Si dans la vie active comme à l'école, on regroupe les sujets stupides, ceux-ci ne se voient pas constamment rappeler leur infériorité. Au vrai, selon les critères du groupe dans lequel ils évoluent et où ils passent leur existence, ils ne sont pas stupides puisqu'ils sont entre leurs égaux; ils peuvent même briller d'un éclat modeste en faisant étalage de leurs attributs les plus louables. Lorsqu'ils se trouvent parmi leurs pairs, la société globale n'exerce sur eux aucune pression blessante, et aucun ressentiment ne subsiste dans leurs cœurs car ils se savent respectés de ceux qui appartiennent au même niveau d'intelligence qu'eux. Cette solidarité de classe, à condition qu'une idéologie de rebellion ne vienne pas la colorer, peut constituer — et, dirai-je, a certainement constitué — une contribution de valeur à la cohésion de la société. Tout fut un moment menacé par un certain type de chômage technologique, mais depuis que le Corps des auxiliaires ménagers s'est solidement implanté, les diplômés de nos *modern schools* voient s'ouvrir devant eux un débouché qui a tout l'air de devoir être et permanent et positif.

Crosland, Taylor, Dobson, Clauson, et tous les autres fondateurs de la société moderne, méritent quelque crédit pour la solidité de leur construction. Mais si nous tenions pour acquise la permanence de cette structure, nous ne le ferions qu'à nos risques et périls. Toute analyse sociologique du style de celle que j'ai tentée dans le présent chapitre montre parfaitement à quel point les choses dépendent d'un système d'équilibres complexe et délicat. Même dans notre société

rationnelle, il n'est pas possible de supprimer tout à fait le mécontentement, Çà et là se dissimulent l'homme inférieur qui nourrit un ressentiment paranoïde contre la monstrueuse injustice dont il s'imagine être la victime, le romantique qui soupire après les désordres du passé, et la servante qui, dans la demeure des élus, se sent isolée même des enfants dont elle s'occupe.

---

note 41 : F. G. Taylor, *The Role of Egalitarianism in Twentieth-Century England* (2004).

note 42 : À une époque plus reculée, les lois somptuaires fixées par Henry VII pour forcer les lords à manger dans la même salle que leurs serviteurs, n'étaient pas seulement au bénéfice de ces derniers. Dans les temps modernes, il n'y a plus rien à gagner au mélange social à l'école, au domicile, ou au travail, car la classe supérieure n'a rien, ou presque, à apprendre de l'inférieure.

note 43 : Il ne s'agit pas là d'une totale nouveauté. M. Fallon, mon collègue, a attiré mon attention sur un vieux dessin du *New Yorker*, périodique américain d'un humour ostensible (*circa* 1954). On y voyait un psychiatre de haute taille dire à son avorton de client : « Vous n'avez pas de complexe d'infériorité : vous *êtes* inférieur ».

note 44 : Michael Young a examiné de façon intéressante l'entrelacement sur trois générations des aspirations de la famille étendue dans « The Role of the Fxtended Family in Channeling Aspirations », *British Journal of Sociology*, mars 1967. Notons la précocité de la date.

note 45 : F.A.E. Crew, F.R.S., *The Army Medical Services* (1955).

note 46 : À en juger par la lecture de la presse de l'époque, on prêta trop peu d'attention à une enquête effectuée juste après la guerre contre Hitler: « Les femmes dont le travail exigeait des capacités qui

ne correspondaient pas à leur intelligence, montraient une plus forte incidence de névroses récentes que celles pour qui il y avait correspondance : l'incidence des névroses était du même niveau, que la qualification exigée [...] fût trop élevée ou trop faible relativement à l'intelligence de l'ouvrière »; Russell Fraser, *The Incidence of Newrosis Amongst Factory Workers* (1947). Un rapport plus ancien, publié lui aussi par l'Industrial Health Research Board, disait que l' « on s'aperçoit d'ordinaire qu'un ennui pesant est en relation avec une intelligence supérieure à la moyenne » (1937).

note 47 : Une exception notable fut Sir George Thomson, F.R.S., *The Foreseeable Future* (1955); voir, en particulier, la section sur « l'avenir des stupides ».

---

trad 15 : Jude l'Obscur: héros du roman qui porte le même nom (1895), œuvre de Thomas Hardy (1840-1928).

trad 16 : Voir *Brave New World*, d'Aldous Huxley (1932), et *Nineteen Fighty-Four*, de George Orwell (1943).

trad 17 : Whitehall: quartier des ministères, à Londres; par extension, l'Administration. De même, Westminster désigne le Parlement.

VI

La chute du mouvement travailliste

1. Une mission historique

Les nombreux partisans du professeur Diver tiennent que les institutions politiques viennent toujours en second rang après les autres; qu'elles ne sont que les simples produits, jamais les créatrices, des institutions premières, celles de l'économie et de l'éducation. Je ne nie pas que cette thèse soit plausible, mais je ne puis en même temps l'accepter dans sa formulation habituelle. Nul doute qu'elle soit vraie pour le présent. Mais l'est-elle pour le passé ? et pour le XX° siècle en particulier ? Si l'école de Cambridge a démontré quelque chose, c'est bien l'importance critique du mouvement travailliste durant la période de transition. En un sens, bien sûr, le rôle de ce mouvement fut secondaire, même au cours de cette période : le changement social trouva ; son origine dans l'économie, la concurrence internationale fournit la pression nécessaire, et l'éducation fit le reste. Il fallait pourtant traduire le besoin d'adaptation dans une langue que les gens puissent faire leur. La mission historique du mouvement travailliste fut de gagner les esprits à la nouvelle conception de la vie.

Ce fut en préchant l'égalité que les socialistes obtinrent l'égalité des chances; et jusqu'à l'obtention de la victoire, il n'y eut aucun inconvénient à cela. Mais une fois que l'égalité des chances fût entrée dans les faits, continuer à prôner l'égalité devint, à l'évidence, non seulement inutile, mais propre à compromettre les résultats mêmes dont le crédit revenait pour une si grande part au Labour. A la différence des égalitaristes à tous crins qui n'ont pas cessé de fomenter ces cabales spasmodiques dont les populistes sont aujourd'hui les héritiers, le gros du mouvement a accepté sans difficulté l'ère nouvelle. Le Labour se devait d'aligner ses positions sur celles des travailleurs manuels en général, car ne l'eût-il pas fait,

les basses classes se seraient difficilement laissées convaincre d'accepter leur sort, — et ce n'est pas alors à une évolution que l'on aurait assisté, mais à une catastrophe. Si j'ai raison, la compréhension du siècle dernier ne peut être complète que si elle s'accompagne d'une appréciation de la fonction particulière qui fut celle des socialistes de leur aube à leur crépuscule.

L'amélioration des méthodes de sélection sociale était la condition du progrès. Mais avant de pouvoir moissonner, il fallait mener à bien une autre révolution, et aussi profonde. Tout n'eût été que vanité si des esprits de choix n'avaient pas été prêts à répondre à leur haute vocation. Eussent-ils répugné à prendre leurs responsabilités, le nouvel ordre social aurait été mort-né. Chacun devait être animé du zèle de monter aussi haut que le justifiaient ses capacités. Avant que la société moderne puisse atteindre sa maturité, il convenait que l'ambition visât des buts toujours plus élevés, et que l'idéologie des gens se conformât aux besoins de la nouvelle époque scientifique.

Pour parvenir à cette transformation (c'est-à-dire, pour rendre volontaire la discipline en aiguillonnant les esprits), le socialisme a joué un rôle indispensable. Auparavant, il y avait eu le protestantisme. Comme Weber et Tawney l'ont montré il y a longtemps, la fonction du protestantisme fut d'exaspérer le besoin d'acquérir. C'est l'adaptation réussie de la religion aux nécessités économiques qui rendit l'expansion possible en Europe occidentale et dans ces parties du monde qui composaient jadis l'Empire britannique. En revanche, partout ailleurs, l'incapacité où se trouvèrent les vieilles religions de fournir au changement son combustible fut ce qui provoqua l'apparition de nouvelles religions parentes, le communiste et le nationalisme note 48, et les révolutions dont s'accompagna la transition. Pour que l'esprit russe, chinois ou arabe s'ouvrit aux turbo-générateurs, à l'électrostatisme et aux piles atomiques, le communisme allié au nationalisme était aussi nécessaire que la mère l'est à son enfant. En Grande-Bretagne, puritanismne et protestantisme permirent au pays de franchir les premières étapes de la première révolution industrielle. Mais à partir d'un certain point, il fallut que le protestantisme, par l'intermédiaire

des églises non conformistes, se transmuât en anglo-socialisme, nouveau mouvement évangélique qui exerça son influence dans la première partie du siècle dernier. Les limites du protestantisme tenaient à ce que, tout en encourageant l'acquisition des richesses, il ne soulignait pas la nécessité de la mobilité sociale; c'était même le fait que les biens seraient transmis aux descendants qui sanctifiait à ses yeux leur accumulation. Dans son essence, et quelque néêcessaire qu'il fût à l'époque, le protestantisme n'était par conséquent qu'un compromis avec l'extrémisme héréditaire du système féodal. La grande nouveauté (temporaire) du socialisme fut de choisir un élément de l'enseignement chrétien — l'accent mis sur l'égalité — et de lui donner la vedette à l'exclusion de tout le reste. Les chrétiens avaient enseigné, bien que parfois à voix fort basse, que tous les hommes étaient les enfants de Dieu, et qu'ainsi, tous étaient égaux aux yeux de leur père[note 49]. Les socialistes firent de cette doctrine une arme puissante dont ils se servirent pour abattre la résistance au changement.

« Pourquoi, demandaient-ils, tel homme aurait-il droit à la fortune, alors que tel autre n'a rien ? Pourquoi un homme aurait-il le droit de régner sur ses frères ? L'inégalité n'est-elle pas une insulte à la dignité de l'homme ? » Ces idées-là étaient au cœur même de leur évangile. Elles eurent tant d'influence que seule la brillante invention de l'égalité des chances put persuader beaucoup des premiers socialistes d'accepter la nécessité de donner à chacun les meilleures chances de s'élever. Le couplage de la chance avec l'égalité rendit la chance plus que respectable; elle devint le Saint-Graal. Les socialistes ne voyaient pas que, telle qu'elle était en fait appliquée, l'égalité des chances équivalait à l'égalité des chances d'être inégaux. Cette cécité structurelle était nécessaire pour que les socialistes puissent se consacrer entièrement à ouvrir toutes grandes les portes au talent. Dans la pratique, comme je l'ai déjà noté, c'est avec la plus grande énergie qu'ils attaquèrent les formes d'inégalité dues à l'héritage. Les droits successoraux, le déclin du népotisme, la gratuité de l'enseignement secondaire et supérieur, l'intégration des *public schools*, le versement de salaires aux

enfants, l'abolition de la Chambre des Lords héréditaire, — voilà leurs réalisations les plus importantes.

Je soutiens que le principe héréditaire n'aurait jamais été renversé, et que l'immense transformation psychologique exigée par l'économie ne se serait jamais produite, sans l'aide d'une nouvelle religion, — et que cette religion fut le socialisme. Celui-ci sapa les résistances de deux manières. Il s'attaqua d'abord à la caste supérieure. Après une longue lutte, on réussit à empêcher les gens riches de transmettre leurs privilèges à leur descendance; et cela, dans la plus grande mesure possible, sans qu'il fût nécessaire de transférer les enfants dès leur naissance dans des crèches-pensions[note 50]. Il fallut, pour y parvenir, socialiser l'égoïsme des parents — c'est-à-dire, le subordonner aux intérêts de la société et leur faire comprendre que c'était un péché que de vouloir une situation élevée pour un enfant stupide, et qu'il ne convenait pas de sacrifier le bien de la communauté aux intérêts égoïstes d'une seule petite famille prise parmi de nombreuses autres, En vérité, un niveau aussi élevé de comportement civilisé n'a jamais encore été vraiment atteint; mais ce qu'obtint l'incessante agitation des socialistes, ce fut de persuader les parents fortunés de la futilité d'une résistance ouverte. Pourquoi les droits de succession ne rencontrèrent-ils pas d'opposition plus vigoureuse ? Pourquoi l'intégration des écoles libres ne fut-elle pas combattue jusqu'à l'extrême limite ? Parce que le moral des riches était miné par la propagande socialiste, et cela d'autant plus qu'afin de survivre, les conservateurs en étaient venus sans bruit à se mettre d'accord avec leurs adversaires (le parti conservateur fut à l'époque le meilleur exemple de ces gens qui vivent, ainsi que quelqu'un le disait des Arabes, en se volant les uns aux autres leur linge sale). Attaqués par les socialistes pour leur coupable immoralité, et lâchés par leurs défenseurs traditionnels, ceux qui devaient leur fortune à l'héritage finirent par capituler, tandis que quelques cinglées poursuivaient seules le combat. Dans toute société, ceux qui détiennent le pouvoir ou la richesse ont besoin d'être sûrs qu'ils y ont les meilleurs titres moraux. Aucune classe dirigeante ne pourrait autrement jouer son rôle avec cette assurance absolue qui est la source cachée du charisme. A l'époque féodale, le

sang donnait sans conteste droit à la puissance. Sous le capitalisme, la fortune se justifiait par elle-même. Mais les conditions changeant, ceux qui avaient hérité de leurs richesses ne purent bientôt plus aller la tête haute. Ils perdirent la confiance en soi qui leur permettait de gouverner, et abandonnèrent pas à pas le pouvoir aux *self-made men* et plus encore aux produits des écoles, à qui la société — et donc les gens riches eux-mêmes apportait le soutien béni de sa profonde approbation morale. Les nouveaux maîtres furent ceux qui, selon les valeurs nouvelles, méritaient de porter la pourpre.

L'autre réussite des socialistes fut d'insuffler de l'ambition à la classe ouvrière. Pour eux, rien n'avait de succès comme le succès à court terme, de même qu'à long terme rien n'échouait comme lui. Chaque progrès fait en direction d'une plus grande égalité des chances dans l'éducation ou dans l'industrie stimulait les aspirations. Dans une personnalité équilibrée, l'ambition est toujours très proche de la surface, prête à jaillir sous la caresse de l'espoir. Chaque nouvelle occasion ne faisait qu'aiguiser les appétits. La demande, comme toujours, contribua à créer l'offre.

Jusqu'à l'époque élizabéthaine et au-delà, la transmission du métier d'une génération à l'autre au sein de la même famille était bien plus courante dans les basses classes que dans les moyennes. A Londres ou à Liverpool, les fils du débardeur, sourd aux flatteries de sa maîtresse d'école, succédait à son père sur les quais, car il était absurdement persuadé que c'était là le plus beau métier du monde. De même pour les fils de mineurs dans les villages du Durham, les fils d'ouvriers agricoles dans les coins reculés du Somerset, et les métallurgistes de Corby et Scunthorpe. L'amélioration des communications, en faisant connaître à chaque enfant du pays les critères des riches et les existences brillantes que menaient des milliers de gens vivant bien au-delà de sa propte communauté, aida à déraciner pareille perversion. Tous les jugements subjectifs sur le statut des différents métiers se conformèrent alors à l'unique modèle national. Plus tard, le fameux argument par analogie avec le sport (idée fort rusée) prit une place de choix dans la panoplie des éducateurs des adultes : un technicien britannique choisirait-il son

équipe locale de football parmi les fils d'anciens forçats évadés, qu'ils fussent ou non les meilleurs joueurs ? Alors, pourquoi la direction le devrait-elle ? Ce n'est que récemment que l'on a retourné l'argument : s'il n'est désormais possible de jouer au football que pour les joueurs de premier ordre, les réformateurs se demandent ce qui va advenir de tous ceux qui ne seront pas assez bons pour trouver une place dans l'équipe.

L'accroissement des chances et l'amélioration des communications, une fois qu'elles eurent commencé à prendre de l'importance, rendirent possible la transformation psychologique; mais elles ne la rendirent pas nécessaire. Sans le ferment de l'agitation socialiste, le travailleur ne serait pas sorti de son apathie, dépourvu qu'il était de motivations suffisantes pour qu'il pût tirer avantage des nouvelles chances qui s'offraient. Chaque génération intelligente, semble-t-il, doit redécouvrir pour son propre compte cette résignation avec laquelle l'homme ordinaire accepte son sort. Le technicien est toujours susceptible de croire, non seulement que le mieux qu'il a à faire est de se contenter du travail qui est le sien, puisqu'il a peu de chances de trouver quelque chose de mieux, mais aussi que son fils ne peut que l'imiter. Il faut donc que ceux qui ont un sens plus vrai des valeurs secouent sans cesse son inertie. Le socialisme fut jadis un libérateur. Il combattit la complaisance. Il apprit au technicien qu'il était l'égal du directeur général de société, qui par conséquent n'avait aucun droit d'être plus riche que lui. En préchant l'égalité, le socialisme fit sentir aux gens l'aiguillon de l'envie, et l'envie éperonna la compétition. Quand un homme décide de surpasser son supérieur, il donne libre cours, sous une forme sublimée, à son désir infantile de dépasser son père. Une profonde énergie est alors libérée, qui se tourne vers un but constructif. Couplée avec la puissance intellectuelle, cette énergie est irrésistible. Mais il fallait lui ouvrir les portes, et le socialisme détenait la clé. Si l'envie est devenue, d'un vice privé, une vertu publique, nous savons à qui en revient l'honneur.

Le grand dilemme de la société industrielle tient au fait que l'ambition s'éveille (à un moindre degré, sans doute, — mais elle ne

s'en manifeste pas moins) aussi bien chez les enfants stupides et leurs parents que chez les enfants intelligents. La chose est inévitable, car personne ne s'est montré capable de prévoir avec une précision absolue où le talent pousserait. Il faut que chacun soit ambitieux, si l'on veut que personne ne soit privé de la possibilité d'utiliser ses dons éventuels. Quand l'ambition cependant se greffe sur la bêtise, elle ne peut qu'engendrer la frustration. D'où la clientèle que se sont faite les intellectuels égalitaristes. Quelques supérieurs qu'ils soient, ces derniers ont une telle peur d'être jalousés qu'ils s'identifient au lampiste, et parlent en son nom. L'égalité qu'ils prônent est plus que celle des chances : ils demandent l'égalité des pouvoirs, de l'éducation et du revenu; ils veulent que l'égalité devienne le principe directeur de l'ordre social, et que les inégaux soient traités comme si ils étaient égaux.

Le socialisme a cessé d'être un accélérateur; il est devenu un frein. Sa mission s'est terminée quand l'éducation, puis l'industrie, ont été à ce point réorganisées que presque tous les gens capables se sont retrouvés dans les classes supérieures. Une fois les classes qu'il représentait désertées par l'intelligence, le Labour Party ne pouvait plus être la force qu'il avait été, et sa position dans le pays ne pouvait qu'en souffrir. Le déclin du Parlement lui porta un autre coup. La redistribution de l'intelligence fut la cause de la détérioration aussi bien de la Chambre des Communes que du mouvement travailliste; la décadence de l'un a accentué celle de l'autre.

2. La décadence du Parlement

Les britanniques ont le génie (si un tel mot peut s'appliquer à une nation qui, dans le domaine de l'intelligence, n'est ni plus ni moins qu'une autre représentative de la moyenne) — ils ont le génie, donc, de verser une bière nouvelle dans de vieilles bouteilles. Nous croyons en l'évolution et non en la révolution, précisément parce que nous savons qu'il n'y a en surface pas de changement du tout. C'est ce qui s'est passé pour le Commonwealth et pour la monarchie. C'est ce qui s'est passé pour le mouvement travailliste; et c'est ce qui s'est passé pour le Parlement.

La démocratie — dans la mesure où elle signifie que le pouvoir réside dans un corps législatif élu et tout puissant — était un produit typique de la période de transition de la caste à la classe; son postulat de base — un homme, une voix — était égalitaire. Le suffrage de la femme accablée d'enfants difficiles à Brighouse ou à Spenborough avait la même valeur que celui de Beatrice Webb. Le système parlementaire, comme le disait Maine[note 51], consistait à « écouter nerveusement à un bout d'un tube acoustique les suggestions qui y sont déversées à l'autre bout par une faible intelligence ».

Dans la société féodale, le pays était gouverné par une caste dirigeante. Les temps modernes connaissent une société sans castes, et le pays est gouverné par une classe dirigeante. Entre les deux sociétés, il fut gouverné, plutôt que par une caste ou une classe, par une combinaison des deux. Durant des centaines d'années, le sang partagea le pouvoir avec l'intellect. Longtemps après que, par suite du dépérissement du principe héréditaire, les capacités eurent commencé à se concentrer au sommet, chaque classe comptait encore, quelque réduit qu'en fut parfois le nombre, des hommes et des femmes supérieurs. Dans ces conditions, l'existence du suffrage universel ne faisait que tenir compte des faits. Donner un poids égal à chaque classe était une façon qui en valait une autre d'obtenir un parlement de talent. Les travailleurs du textile, les mineurs, les métallurgistes, les agriculteurs, d'autres groupes encore, choisissaient dans leurs rangs pour les représenter des hommes d'une intelligence supérieure à la moyenne. Leurs membres du Parlement (M.P.) étaient capables de gouverner.

La suprématie du Parlement était à peine assurée que la complexité toujours plus grande de l'Etat se mit à la menacer. Les hommes, disons, du cabinet Campbell Bannetman, ou même ceux du premier gouvernement travailliste dirigé par Ramsay MacDonald[trad 18], étaient à la hauteur de leur charge. Les problèmes étaient encore d'une telle simplicité que l'amateur intelligent — statut dont étaient si fiers les M.P. d'alors — pouvait prendre de sages décisions. Mais la chose ne dura qu'autant que durèrent les conditions d'une

technologie primitive. Dès l'époque du gouvernement Butler, le fonctionnement courant de l'État était devenu d'une complication si extraordinaire que l'amateur, tout doué qu'il fût, ne pouvait guère qu'essayer de suivre. Le simple fait de se tenir au courant devint un travail à plein temps, si bien que les M.P. eurent toujours plus de difficultés à s'assurer des revenus par un travail extérieur, ce que rendait pourtant de plus en plus nécessaire, quoique de moins en moins possible, une des victoires les plus heureuses du sentiment égalitaire : la limitation des indemnités parlementaires. Les gens de talent pouvaient toujours moins se permettre d'entrer au Parlement, et la victime en fut la qualité des M.P. du Labour et des autres partis. L'intelligence a toujours recherché la compagnie du pouvoir : quand celui-ci passa dans le camp de l'administration, les hommes exceptionnels l'y suivirent sur la pointe des pieds; et quand les hommes exceptionnels abandonnèrent la politique, il resta peu de gens à Westminster capables de résister aux empiètements de Whitehall. De nos jours, les plus brillants lauréats d'Oxford et de Cambridge ne pensent plus qu'une carrière politique soit de leur intérêt ou de leur devoir. L'intérêt ne leur dicte pas de s'occuper des affaires d'un électorat inconstant; et le devoir leur ordonne de servir la société au plus haut niveau possible de responsabilité, chose que le Parlement n'offre peut-être qu'à 2% des M.P. Les Gladstone modernes sont à Harwell[trad 19]. Une autre cause de ce déclin est que les classes inférieures, bien que peu à peu dépouillées de tout talent, n'ont pas cessé d'élire en leur sein leurs représentants. Elles se sont accrochées à leurs droits démocratiques, ce qui a eu pour résultat de faire régulièrement baisser le niveau moyen du Q.I. parlementaire. Les élus du peuple n'ont plus ni intelligence ni pouvoir.

Pour faire face à ce problème, on a proposé deux solutions la première étant révolutionnaire et l'autre évolutive. Les « révolutionnaires » ont demandé que la forme soit adaptée à la réalité et, ou bien que le Parlement soit supprimé, ou bien que l'éligibilité dépende du niveau du Q.I. Ils ont aussi réclamé la reprtésentation proportionnelle, c'est-à-dire, que chaque électeur dispose d'un nombre de voix proportionnel à son intelligence. C'était assurément

faire preuve de myopie. Comme le disaient nos aïeux, personne ne sait mieux où la chaussure blesse que celui qui la porte. Chaque fois qu'une décision l'incommode, il faut que l'homme ordinaire puisse faire ses doléances à son M.P.[note 52]. Quand ce droit existe, l'administration, et les spécialistes des sciences sociales eux-mêmes, sont constamment tenus en alerte. En outre, des problèmes se posent de temps en temps sur lesquels l'opinion de l'homme ordinaire (s'il est conseillé par les autorités compétentes) a autant de valeur que celle de la méritocratie; et dans ces rares occasions, on ne perd rien à donner à la Chambre de Communes la possibilité de faire connaître ses vues.

Par l'effet d'un compromis typiquement britannique, l'objectif des « révolutionnaires » a été en partie atteint, non par la suppression des Communes, mais par la réorganisation de la Chambre des Lords. Certains membres du parti travailliste se sont de longues années opposés à une réforme complète de la chambre haute, sous le prétexte significatif que si les Lords cessaient d'être héréditaires, leur prestige grandirait au point de mettre en danger la Chambre des Communes. Mieux vaut, disaient-ils, laisser mourir les Lords. Dans le climat mental qui régnait alors, il n'était pas possible de soutenir indéfiniment cette objection, toute bien fondée qu'elle fût. Le principe héréditaire était par trop indéfendable. Un socialiste des années 1950 avait émis sur la question l'opinion la plus éclairée :

> Il importe de rappeler exactement quelle est l'objection du Labour à l'actuelle Chambre des Lords. Elle provient d'abord, non pas de la faiblesse ou de la déloyauté du système de création des pairs, mais de l'absurdité de l'élément héréditaire[note 53].

Le parti travailliste finit par déployer en faveur de la réforme autant d'activité que ses adversaires. L'abolition des pairs héréditaires, la restriction de l'appartenance à des pairs à vie — hommes et femmes — choisis parmi les personnalités les plus éminentes du Royaume, le versement qui leur fut fait d'honoraires généreux, — ces réformes qui commencèrent en 1958 et continuèrent au cours des vingt années suivantes, firent en fin de compte de la chambre haute un

corps bien plus influent que la chambre basse. La sélection remplaça largement l'élection. En sautant par-dessus les étapes intermédiaires de la démocratie (de même que certains pays sont passés directement du chemin de fer à la fusée), l'instrument de l'aristocratie devint, en un brillant tournemain, celui de la méritocratie. Et le pouvoir des Lords fut tout à fait assuré quand une disposition constitutionnelle vint réserver à la chambre haute le Ministère de l'Education dans tous les gouvernements. Les Lords forment aujourd'hui une compagnie aussi distinguée que le Comité central où se retrouvent les dirigeants nommés, et qui se perpétuent eux-mêmes, de la Chine communiste : la Chambre des Lords est le comité central de notre élite.

L'autre solution, celle des « évolutionnistes », consistait à compenser l'inévitable faiblesse du Parlement par un renforcement de l'administration. Alimentée par des éléments ayant subi une sélection de premier ordre dans les écoles et une formation de premier ordre dans les universités, fertilisée par les nouvelles techniques de recherche et d'administration, soutenue par la tradition et la camaraderie nées de plus d'un siècle de dévouement désintéressé au devoir, la compétence collective du Civil Service n'a pratiquement pas cessé de s'affirmer. Face à cette sagesse composite, presque tous les politiciens amateurs auxquels étaient échues des fonctions ministérielles se sont contentés de prendre la gloire et de lui abandonner le pouvoir. L'exception dangereuse est celle du politicien si stupide ou si vaniteux qu'il ne s'aperçoit même pas de sa propre incompétence, et qui peut donc, comme la reine Victoria, exiger que son pouvoir, de nominal, devienne réel. Mais les trésors d'expérience accumulés par l'administration lui permettent, entre autres choses, de savoir comment dégonfler de telles prétentions[note 54]. Au reste, je parle d'il y a trente ans : les parlements de ce siècle n'ont heureusement aucun prince Albert. Les conflits diminuant dans la société, les fonctionnaires, maintenant qu'il n'est plus besoin qu'ils se tiennent à l'écart, ont pris une part de plus en plus active à la vie politique, ce qui a compensé la perte de vitalité du système bipartisan. Le Civil Service et la Chambre des Lords — de celle-ci le rôle est capital — appartiennent à une

méritocratie dont la puissance va croissant. Les Communes n'ont pas encore suivi le mouvement : espérons qu'elles ne le feront jamais, et qu'elles ont désormais trouvé, comme la monarchie, une niche permanente dans la constitution, — l'ancien fusionnant avec le nouveau et le nouveau avec l'ancien à un niveau plus élevé.

3. Les techniciens

L'historien se demande avec perplexité pourquoi le Labour Party dura si longtemps; pourtant, comment mieux illustrer que par l'existence de ce parti le principe d'inertie sociale ? Comme la démocratie elle-même, le travaillisme fut une réaction contre la tradition féodale. Il naquit de ce qu'on appelait la classe ouvrière, qui n'était si solidaire que parce qu'il s'agissait, comme son nom ne l'indiquait pas, d'une caste plus que d'une classe. Au cours des XIX° et XX° siècles, le suffrage universel donna la puissance politique aux travailleurs. Ils se serrèrent les coudes et, d'autres progrès leur étant en partie refusés, utilisèrent à plein cette puissance pour contester l'autorité de la haute classe. Des *leaders* capables et ambitieux, à l'élévation personnelle desquels le système héréditaire faisait obstacle, unirent leurs forces pour améliorer le sort de leur classe dans son ensemble —— et non pas seulement le leur propre. Toute une classe était ainsi appelée à s'élever sans que les aptitudes individuelles de ses membres fussent prises en considération.

L'armée qu'ils formèrent resta puissante jusqu'au moment où, par la force de leur succès même — cette réussite socialiste dont j'ai parlé plus haut —, ils enlevèrent la citadelle et en ouvrirent les portes au talent. La victoire réduisit l'armée aux dimensions de la brigade, puis de la section, et il ne resta bientôt plus que quelques tireurs isolés. Dès les années 1960, les meilleurs enfants des travailleurs manuels n'étaient plus gravement handicapés par leurs origines. Grâce à leur seul mérite personnel, ils pouvaient grimper dans la hiérarchie sociale aussi haut que leurs dons le leur permettaient. C'était un bienfait pour eux, ainsi que pour leurs parents; mais pour la classe ouvrière dans son ensemble, la victoire valait ici une défaite. Rassasiée de conquêtes, cette classe se mit à s'écrouler de

l'intérieur. Un nombre de plus en plus grand de parents en vintent à nourrir des ambitions pour leurs enfants plutôt que pour leur classe. Le culte de l'enfant devint l'opium du peuple. A partir du moment où le Labour cessa d'aller de l'avant, toute une nation, inspirée par l'espoir et vivifiée par l'ambrition, se mit à progresser comme elle ne l'avait jamais fait.

Les travaillistes conclurent un compromis inévitable avec la société qu'ils avaient tant fait pour mettre au monde : ils disparurent. Tout musclés qu'ils fussent, les électeurs étaient de moins en moins nombreux à répondre instinctivement à l'appel du Labour. Attirés vers le haut par les aspirations qu'ils formaient pour leurs enfants, tous —— sauf le *Lumpenproletariat* (pour remettre en circulation un terme qui était encore en vogue dans la première moitié du XX° siècle) — s'estimaient supérieurs aux manœuvres sans spécialité qui formaient la base de la pyramide. Le mot « ouvrier » connut le discrédit. Les astucieux dirigeants du parti travailliste du milieu du siècle (qui comptait encore un grand nombre d'hommes fort compétents) reconnurent à merveille le besoin d'une transformation. Ils mirent au rebut les appels à la solidarité ouvrière et concentrèrent leurs efforts sur la classe moyenne, — en partie pour se gagner de nouveaux secteurs de l'électorat, et en partie surtout pour marcher du même pas que leurs propres partisans, qui, en pensée du moins, avaient pris leurs distances avec leur subordination passée.

L'un des symptômes de l'ambition déchaînée qui régnait à l'époque fut la promotion purement nominale de professions qu'il n'était pas possible de promouvoir autrement : les chasseurs de rats devinrent ainsi « chargés des rongeurs », les inspecteurs de l'hygiène le furent « de la santé publique », et les dames des lavabos se virent promues « préposées aux commodités » (nous n'avons plus, désormais à être si hypocrites : nous savons reconnaître l'infériorité et nous osons l'appeler par son nom). Les employeurs se plièrent à se changement de mœurs en licenciant leurs ouvriers et en n'engageant plus que des « techniciens » qui portaient la blouse blanche au lieu du « bleu » traditionnel. Le parti travailliste finit lui aussi par s'adapter : « *labour* » était un boulet; « ouvrier » était

tabou; mais « technicien », quel mot magique ! Et c'est ainsi que naquit le nouveau Technicians Party, qui voulait répondre de la façon la plus large aux besoins politiques des techniciens « de la main et du cerveau ».

Les syndicats suivirent et changèrent de noms à leur tour. Les travailleurs des transports, les ouvriers municipaux, les mineurs, les charpentiers, les ouvriers des filatures, les employés de bureau, devinrent eux aussi des techniciens (ce qui ne leur évita pas complètement la concurrence de cet autre grand syndicat : l'Association des cadres et des ingénieurs [*Association of Supervisory Staffs and Engineering Technicians* (A.S.S.E.T.)[trad 21]], qui avait bénéficié dès le début des avantages d'un nom et d'un statut corrects). Quant au T.U.C., il conserva ses initiales mais devint le Technical Unions Congress.

Les grades plus élevés, pour maintenir des différences de statut qui étaient vitales pour eux, durent hausser d'un cran leur classification propre. Il n'était par exemple pas possible aux techniciens de laboratoire de conserver leur appellation sans courir le risque d'être confondus avec ces « techniciens » qui nettoyaient les dits laboratoires. Ils s'intitulèrent donc « spécialistes de laboratoire », et, pour la même faison, certains syndicats (l'A.S.S.E.T. exceptée) abandonnèrent le mot de « techniciens » pour celui de « spécialistes ». Quant aux travailleurs scientifiques, il leur fallut, comme à cette Chambre des Lords dont ils étaient si nombreux à faire l'ornement, sauter toute une étape du développement social : leur association devint ainsi celle des « bienfaiteurs scientifiques ».

Les syndicats à Q.I. élevés ont exercé au sein du T.U.C. une influence sans commune mesure avec l'importance de leurs effectifs, sinon tout à fait proportionnée au niveau d'intelligence de leurs membres. Grâce à eux, la transformation du travail en jeu s'est faite à la même vitesse que la conversion en travail (aux fins de fixation de ses revenus) du jeu de la méritocratie. Ils ont contribué à attirer l'attention des syndicats techniques sur l'éducation des adultes sous sa forme moderne. Ils ont dénoncé le bachotage auquel se

soumettaient certains de ceux qui voulaient changer de Q.I. Ils ont fait campagne avec succès pour l'adoption du système métrique. Ils ont aidé leurs camarades techniciens à prendre une vue plus sobre du rôle du Technicians Party dans l'État moderne. Et tout ce temps-là, il leur fallut se battre contre les sentimentalistes qui — le vieil égalitarisme ne pouvant être éliminé du jour au lendemain — continuaient de vanter les vertus du bon vieux temps et de protester, au nom de l'égalité, contre tout progrès accompli dans le sens de la justice sociale.

4. L'adaptation des syndicats

Pour bien comprendre le point où nous en sommes arrivés, qu'il nous suffise d'évoquer une réunion tripartite du Conseil national pour l'industrie, — disons en 1950. On y voyait siéger ensemble des ministres de la Couronne, les représentants du T.U.C., ceux du patronat et ceux du secteur public. Peut-on dire qu'un de ces groupes avait plus de capacités qu'un autre ? que les syndicalistes, par exemple, qui avaient quitté l'école à treize ou quatorze ans, se trouvaient à cours d'arguments en face de patrons qui sortaient de Cambridge ou — ceux du secteur public — de Sandhurst ? et qu'ils étaient désavantagés parce qu'on les avait fourrés dans une usine à l'âge où leurs interlocuteurs portaient encore des pantalons courts ? Evidemment non. L'avantage, en vérité, était même de leur côté; car outre qu'ils s'appuyaient sur une plus longue expérience, ils comptaient dans leurs rangs quelques-uns des hommes les plus capables du pays. Le partage du pouvoir entre les classes était la conséquence naturelle du partage entre elles de l'intelligence. Les leaders des syndicats avaient la confiance méritée de leurs mandants. Plusieurs d'entre eux furent ministres dans les premier, deuxième, troisième et quatrième gouvernements travaillistes, avant la venue du déclin. Les dirigeants des mineurs formaient un groupe particulièrement remarquable, car, dans les corons, où la mine était le seul travail possible et où les occasions étaient fort réduites d'accéder à la classe moyenne, il n'y avait guère d'autre débouché pour les jeunes gens doués que l'activité syndicale. Mais dès les années 1950 et 1960, ces héros populaires (on ne le vit pas bien à

l'époque) n'avaient plus de successeurs qui fussent digne d'eux. Déjà, les enfants des principaux chefs syndicalistes, ceux des ministres travaillistes et des hommes de premier plan issus de la classe ouvrière, ne devenaient pas eux-mêmes des travailleurs manuels. Ils fréquentaient au contraire *grammar schools* et universités, et s'y préparaient aux affaires ou aux professions libérales (un très grand nombre d'entre eux étaient même élèves des *public schools*). Ainsi les fils des dirigeants du Labour furent-ils les augures de notre présent.

Quel contraste avec aujourd'hui ! Imaginons la même réunion dans les années 2020 (puisque le Conseil a été conservé pour la forme). D'un côté, des Q.I. de 140; de l'autre des Q.I. de 99. D'un côté les magnats intellectuels de notre temps; de l'autre, d'honnêtes ouvriers aux mains calleuses, plus à l'aise dans le maniement d'un balai que dans l'étude d'un dossier. D'un côté, la solide confiance en soi qu'inspire une réussite durement obtenue; de l'autre, le sentiment d'une juste infériorité. Soyons francs : les interventions balourdes des syndicalistes — quelque soigneusement qu'ils les aient auparavant répétées — n'ont pas plus d'influence sur leurs partenaires qu'une sarbacane à pois sur une fusée spatiale. Leurs enquêtes sociologiques sous le coude, les fonctionnaires en savent plus sur l'état de l'opinion dans les usines que les délégués qui y travaillent. Les dirigeants des syndicats sont rarement assez perspicaces pour s'apercevoir que la courtoisie avec laquelle on les traite est de pure forme. Ils ne savent pas qu'en matière de pouvoir, ils ont laissé la proie pour l'ombre.

Il n'est pas besoin de nous demander pourquoi : les écoles — un point, c'est tout — se sont mises à remplir leur vraie tâche, celle de la sélection sociale. Une fois accomplies des réformes longtemps réclamées, il n'y eut plus dans le pays d'enfant doué qui dût — sauf erreur malheureuse — prendre un travail manuel. Vingt ans après 1944, les enfants les plus brillants de la classe ouvrière entraient automatiquement dans les meilleures *grammar schools*, et, de là, passaient à Oxford ou à Cambridge. Quand ils en sortaient, ils bénéficiaient de bourses de voyages, ou de bourses d'études qui

leur permettaient de fréquenter le Collège impérial des sciences, les Inns of Court[trad 22] ou le Collège des cadres de l'administration. Ceux qui, s'ils avaient appartenu à des générations plus anciennes, auraient été autant de Keir Hardie, figurent aujourd'hui aux premiers rangs de la fonction publique, de la physique, de la psychologie, de la chimie, des affaires et de la critique musicale.

Des enfants qui, dans les années 1940, quittèrent l'école pour le travail manuel, un sur dix avait un Q.I. supérieur à 120; dix ans plus tard, après l'entrée en vigueur de la loi, un sur cinquante se trouvait encore dans ce cas; mais il n'y en avait plus qu'un sur mille dans les année 1970. Dès le début du dernier quart du siècle, on ne trouvait plus d'ouvriers qui fussent vraiment capables d'occuper les postes principaux des syndicats; quand aux M.P. syndicalistes et aux petits cadres syndicaux, il y avait déjà longtemps à cette époque que la baisse de qualité, surtout parmi les plus jeunes, s'y faisait nettement sentir. Je dois dire, cependant, que si les syndicats restèrent attachés à la règle de l'avancement à l'ancienneté, cela ne représenta pas pour eux un frein aussi fort que dans l'industrie, car leurs militants les plus âgés étaient aussi, dans l'ensemble, les plus capables. Certes, l'intelligence n'est en aucune façon la seule qualité exigée d'un dirigeant syndical : il lui faut aussi un esprit combattif, de la ténacité et une grande capacité de travail. Mais si l'intelligence n'est pas suffisante, elle est nécessaire, et les nouveaux *leaders* en manquent cruellement.

Comment, dans ces conditions, les syndicats ont-ils pu continuer à fonctionner ? Ils doivent leur survie à une triple adaptation. En premier lieu, les faiblesses de l'élection ont été partiellement compensés, au sein du T.U.C. comme au Parlement, par le renforcement en nombre et en qualité des « fonctionnaires » nommés. Si fort peu de produits de l'enseignement supérieur ont pu se faire élire aux postes dirigeants des syndicats ouvriers, les comités exécutifs de ces derniers — instruits de la complexité toujours plus grande de l'économie, impressionnés par le prestige croissant des universités, et conscients de la nécessité de faire aussi bonne figure que possible face aux employeurs et au gouvernement

—— ont eux-mêmes de plus en plus, quoique bien trop lentement[note 55], engagé des diplomés dans leurs services de recherche, de production et de relations publiques. Le Labour Party ouvrit la voie en choisissant comme M.P., pour remplacer les travailleurs manuels doués qui faisaient désormais défaut, des hommes qui sortaient de Winchester et d'Oxford. Dès 1960, il n'y avait pratiquement plus de dirigeant travailliste qui eût été ouvrier : on voit le changement par rapport à 1924. Au bout d'un certain temps, les syndicats en firent autant pour leurs « permanents ». Les universités créèrent alots des enseignements spéciaux destinés à des candidats qui, en dépit de leur Q.I. élevé, avaient assez de tact pour souffrir sans broncher les imbéciles, — qualité indispensable aux conseillers des élus syndicaux. L'Institut de technologie de Leeds, par exemple, offre une formation réputée, au cours de laquelle les étudiants font un stage comme simples ouvriers afin d'acquérir une expérience pratique : cadres stagiaires des syndicats et cadres stagiaires de l'industrie ont ainsi l'occasion de se connaître et de travailler en bonne entente dans les ateliers. En définitive, les syndicats ont intégré à leurs échelons les plus élevés des diplômés qui, pour n'être pas de la toute première qualité, occupent, avec des Q.I. de 115-120, une place très honorable dans la hiérarchie intellectuelle.

Ce sont en particulier des hommes comme Lord Wiffen qui ont permis aux syndicats de subsister. Pour apprécier l'excellence de sa qualification, il suffit de comparer sa carrière avec celle d'Ernest Bevin, qui n'avait reçu aucune éducation digne de ce nom :

Carrières comparées de Walter Wiffen et Ernest Bevin

Ages	WIFFEN (né le 9-VIII-1957, à Bradford. Père : ouvrier des filatures)	BEVIN (né le 9-III-1881, à Winsford, dans le Somerset. Père : ouvrier agricole)
5-11 ans	École primaire. Q.I. : 120.	École du village.
11 ans	Entre à la Bradford Grammar School. Q.I. : 121	Devient valet de ferme
13 ans	Q.I. : 119	Garçon de cuisine à Bristol
14 ans	*Id.*	Garçon de courses chez un épicier
15 ans	*Id.*	Livreur
16 ans	*Sixth form.* Q.I. : 118	Receveur des tramways; puis, de nouveau, livreur
18 ans	Bourse d'État pour Cambridge. Q.I. : 120. Par la suite : licence de sociologie et maîtrise en *tests* mentaux.	Camionneur
28 ans	Chargé de cours de relations humaines dans l'industrie au Collège technique d'Acton. Q.I. : 123	Secrétaire du Comité de Bristol pour le droit au travail
29 ans	Boursier du Commonwealth à l'université Harvard. Q.I. : 115	Secrétaire de section syndicale à Bristol
32 ans	Directeur adjoint des recherches du Syndicat unifié des techniciens des textiles. Q.I. : 115	Organisateur national adjoint du Syndicat des travailleurs des docks
34 ans	*Id.*	Organisateur national du même Syndicat

Ages	Wiffen	Bevin
41 ans	Directeur des recherches du même Syndicat. Q.I. : 114	Secrétaire général du Syndicat des travailleurs des transports et des travailleurs généraux (T.G.W.U).
59 ans	Chevalier-commandeur de l'ordre royal du T.U.C. Secrétaire de son syndicat et membre du Conseil général du T.U.C. Q.I. : 116	Ministre du travail
64 ans	Élevé à la pairie. Q.I. : 116	Ministre des affaires étrangères
72 ans	Président du Comité de l'éducation du T.U.C. Q.I. : 112	
76 ans	Assistant au Collège technique d'Acton (où il est actuellement). Q.I. : 104	

Ensuite — deuxième adaptation —, les fonctions des syndicats, dans une société plus intelligemment organisée, sont devenues presque complètement routinières, si bien qu'elles incitent peu à l'initiative ou à l'innovation. Délégués d'ateliers et cadres locaux ne sont plus de taille à discuter avec les employeurs; mais la chose a fort peu d'importance, car toutes les négociations sur les salaires et les conditions de travail ont été entièrement centralisées au niveau national, où l'influence de cadres non élus prédomine. Le Conseil britannique de la productivité alimente continuellement les syndicats en matériel publicitaire, films et dessins destinés à leurs membres; et le Conseil national pour l'industrie a vu s'accroître son importance du fait qu'il a maintenant la responsabilité de l'examen annuel des prix. Seuls les statisticiens professionnels peuvent se retrouver dans la complexité de cet examen, si bien que les experts qu'emploient les

syndicats règlent les détails de concert avec leurs collègues de l'Office central de la statistique. Jusqu'en mai dernier, il n'y avait pas eu de « grève » depuis celle qui s'était produite à Leamington en 1991.

Enfin, les syndicats sont devenus plus respectables. On leur a, comme à la monarchie, donné une place encore plus honorable dans l'ordre social. Il n'existe pas aujourd'hui d'institution nationale de quelque conséquence où ils ne soient représentés. Le principe de la consultation a été poussé si loin par le gouvernement et par les employeurs, que les syndicats (à l'exception de ceux dont les cliques populistes se sont assuré le contrôle) sont avertis au moins un ou deux jours avant qu'elle ne soit publiquement annoncée de presque chaque décision importante. Maintenant que l'on a créé l'Ordre royal du T.U.C. et que les membres du Conseil général sont automatiquement faits chevaliers à leur élection, maintenant que l'on a multiplié le nombre des décorations décernées aux travailleurs, on peut dire que l'intelligence et le tact ont redressé une situation qui, de l'avis de tous, aurait pu devenir plus mauvaise. Les populistes prétendent qu'un manque fondamental de sympathie se fait sentir entre les cadres salariés des syndicats et les adhérents. Tout sociologue doit reconnaître qu'il y a là un danger. Mais le remède n'est pas dans le retour en arrière vers un passé qui n'est doré que dans certaines imaginations; il est, comme les universités en ont pris conscience, dans le perfectionnement de ces enquêtes sociales et de ces sondages d'opinion qui sont les yeux et les oreilles du public intelligent.

5. Résumé

J'ai commencé ce chapitre en félicitant les socialistes des attaques massives qu'ils lancèrent jadis contre le principe héréditaire. Sans eux, les classes n'auraient peut-être jamais remplacé les castes, et la vieille aristocratie n'aurait pas pris sa forme moderne. Mais quand ils eurent accompli leur mission, quand l'égalité des chances eut été obtenue, il leur fallut procéder à une réadaptation totale et parfois pénible. Sous son nouveau nom, le parti travailliste se résigna dans

sa masse à la perte de son influence et au déclin de ce Parlement qui avait été pour lui un instrument privilégié. Les syndicats techniques gagnèrent en respectabilité ce qu'ils perdirent en pouvoir. Ils ne sont plus un des principaux piliers de la société. Mais le mouvement minoritaire des socialistes dissidents, travaillant parfois dans le cadre officiel et parfois en dehors de lui, n'a jamais été complètement détruit. Les populistes ont quelque droit à se réclamer de ces égalitaristes sentimentaux qui, des décennies durant, ont mis au supplice les respectables dirigeants des techniciens tout autant que le gouvernement.

Aujourd'hui, Lady Avocet aime à comparer la méritocratie avec les Mohicans, qui enlevaient les meilleurs jeunes gens et jeunes filles des tribus soumises et les élevaient comme des membres de leurs propres familles. Elle et ses camarades affirment que les techniciens ont besoin de *leaders*, qui, parce qu'ils ont eux-mêmes été techniciens, partagent leurs attitudes d'esprit[note 56]. Si, paraît-il, les travailleurs avaient de nouveau un Bevin pour les conduire, leur moral redeviendrait élevé, car ils pourraient s'identifier pleinement avec lui et tirer fierté de ses hauts faits. Ils appartiendraient de nouveau à une société homogène, car ils auraient un chef qui leur en interpréterait les besoins dans des termes qu'ils pourraient comprendre. Les populistes croient qu'à moins que des dirigeants ne se manifestent dans les rangs des techniciens, leur propre vocation est de servir à ces derniers de curateurs. Nous avons cru, jusqu'à l'année dernière qu'une telle opinion n'était qu'une pathétique excentricité...

---

note 48 : Le Dr. Straker a souligné, dans ses *Studies of World Revolution*, la ressemblance très étroite entre socialisme et nationalisme-communisme. Il s'agissait dans les deux cas de croyances à l'usage des humiliés, — la première en réaction contre les prétentions des classes supérieures, la seconde contre celles

des nations supérieures. Les deux mouvements commencèrent par revendiquer l'égalité, alors qu'ils luttaient en réalité pour la suprématie des classes et des nations qu'ils représentaient. S'ils réussirent tous deux, ce fut parce qu'existaient, dans les classes et les nations inférieures, nombre d'individus intelligents à qui l'on refusait la reconnaissance de leurs talents. Il est impossible, à long terme, de maintenir en servitude un grand nombre de gens capables (à la différence des gens stupides) : ils se révolteront. Le désastre d'Afrique du Sud est un exemple particulièrement parlant parmi ceux dont notre génération a été le témoin.

note 49 :Chose intéressante, l'habitude survit chez les syndicalistes, même ceux qui appartiennent à l'A.S.S.E.T., de s'appeler les uns les autres « frère » [*brother*]. Peut-être cette coutume trouve-t-elle quelque justification dans le fait que les vrais jumeaux sont les seuls enfants de mêmes parents qui aient des Q.I. identiques, — du moins au début.

note 50 : En principe, certains socialistes étaient prêts à aller aussi loin. Témoin cette déclaration faite en 1949, soit à un moment où le Labour était au sommet de ses succès, par un fonctionnaire municipal: « Nous attendons avec impatience le jour où l'on trouvera dans nos crèches d'Etat des enfants de toutes les classes sociales ». Plus d'un professeur trop enthousiaste, et qui supportait mal les prétentions de certains parents, aurait été d'accord avec de tels propos.

note 51 : *Popular Government* (1886).

note 52 : « Nous avons peu foi en l' « homme moyen sensuel », nous ne croyons pas qu'il puisse faire beaucoup plus que de décritre ses maux, nous ne pensons pas qu'il puisse prescrire les remèdes »; Béatrice Webb, *Our Partnership*.

note 53 : Anthony Wedgwood Benn, M.P.[trad 20], *The Privy Council as a Second Chamber* (1957).

note 54 : Même à la grande époque des Communes, les fonctionnaires détenaient en coulisses une grande partie du pouvoir. Voici, par exemple un conseil donné à ceux qui étaient chargés de rédiger les réponses des ministres aux questions des parlementaires : « On pourrait dire, avec cynisme, mais non sans un certain degré de vérité, qu'à la Chambre des Communes, la réplique parfaite à une question embarrassante est celle qui est brève, semble répondre complètement à la question, peut, si on la conteste, être démontrée exacte dans chacun de ses mots, ne prête pas le flanc à de génantes « questions supplémentaires », et, en réalité, ne révèle rien »; H. F. Dale, *The Higher Civil Service*.

note 55 : Le Mouvement coopératif a été, lui aussi, fort lent à réagir aux changements de l'éducation. Un rapport des années 1930 déclare que le Mouvement « n'a pas su utiliser même les capacités formées que le système d'enseignement actuel met à sa disposition. On n'a même pas pris conscience des avantages de l'enseignement secondaire, et le recrutement dans les universités est presque inconnu »; À. M. Carr-Saunders, Florence P. Sargant, R. Peers, *Comsumers Cooperation in Great Britain*.

note 56 : Dans leur revue trimestrielle *Commonweal*, certains auteurs populistes se sont aussi mis à la sociologie et ont avancé une nouvelle interprétation de la Deuxième Guerre mondiale. Il est parfaitement exact que les psychologues de la Royal Navy ont délibérément laissé au rang de matelot qualifié certains hommes capables, au lieu de les envoyer subir une formation spéciale, de façon qu'il reste dans les rangs des hommes de qualité, connaissant bien les problèmes des équipages, et dont on pourrait par la suite faire des officiers (voir P E. Vernon et J.B. Parry, *Personnel Selection in the British Forces*). Ce que nos auteurs oublient, c'est qu'à cette époque il était vraiment désirable que des adultes sortissent du rang : avec la réforme de l'enseignement, la chose n'est normalement plus nécessaire.

---

trad 18 : Sir Henry Campbell Bannerman (1836-1908). *Leader* du parti libéral à partir de 1899. Premier ministre de décembre 1905 à avril 1908.

James Ramsay MacDonald (1866-1937). Forma en 1924 et en 1929 les premier et deuxième gouvernements travaillistes. En 1931, après l'échec de sa tentative de gouvernement de coalition, fut exclu du parti travailliste, fonda le *National Labour Party*, et emporta les élections. Il resta au pouvoir jusqu'en 1935.

trad 19 : Harwell, village du Berkshire, est le siège d'un important centre de recherche atomique.

trad 20 : Anthony Wedgwood Benn (né en 1925). Ministre de la technologie dans le cabinet Wilson.

trad 21 : Le mot *asset* désigne au singulier, la possession, l'avoir; au plutriel, l' « actif », les biens meubles et immeubles, etc.

trad 22 : Inns of Court: à Londres, l'ensemble des quatre écoles de droit (Lincoln's Inn, Gray's Inn, Inner Temple, Middle Temple).

VII

Riches et pauvres

1. Le prix du mérite

Castes ou classes sont universelles, et c'est la même chose que le degré d'harmonie qui règne au sein d'une société et la mesure dans laquelle le code de moralité de cette dernière en sanctionne la stratification. Durant la longue période qui s'écoula entre la débâcle de l'ancienne aristocratie et l'apparition de la nouvelle, il n'existait pas de critère universellement admis qui pût justifier la division en classes. Les conflits portant sur la distribution des privilèges et des avantages étaient par conséquent âpres et perpétuels; et il n'y avait pas de sujet qui excitât autant que l'argent les passions les plus vives. Les pauvres se plaignaient sans cesse que les riches aient plus qu'il ne leur en fallait, et demandaient plus pour eux-mêmes. Les riches passaient leur temps à rejeter cette accusation et à proclamer qu'à en juger par leur contribution au bien commun, leurs avantages étaient trop minces. Il ne pouvait y avoir au mieux, entre les parties qui s'opposaient sur ce terrain, qu'une trève de compromis. Mais depuis, quel changement ! La répartition des avantages est devenue beaucoup plus inégale, et cela cause pourtant moins de remous qu'auparavant. Comment en est-on arrivé à cet heureux état de choses ? Nous distinguerons deux phases : avant et après 2005.

Tout au long du dernier siècle, au fur et à mesure que les organisations devinrent plus grandes et plus complexes, l'éventail des revenus s'ouvrit nécessairement. L'échelle industrielle s'allongea et le nombre des échelons de salaires s'accrut. Il y a cent ans, la petite entreprise dont les dix employés se répartissaient simplement en trois ou quatre niveaux, était encore tout à fait courante. Il n'était pas nécessaire que l'homme qui la dirigeait fût beaucoup plus à l'aise que celui qui se trouvait à la base. Dans les grandes affaires

qui finirent par prédominer, il fallut créer des centaines de grades, tous différenciés les uns des autres par le salaire. Au bas de l'échelle, on trouvait celui qui ne recevait pas plus que le « minimum », c'est-à-dire le niveau au-dessous duquel on ne pouvait décemment permettre que quiconque tombât. A ce niveau, de toute façon, il y avait égalité. Ce minimum était la base sur laquelle s'élevait l'édifice tout entier des revenus. En 1992 par exemple, à la Commission européenne de l'énergie atomique, un garçon d'ascenseur tecevait un minimum de 450 livres par an. Au-dessus de lui s'étageaient 221 grades, et comme la différence moyenne de l'un à l'autre était de 250 livres, le président de la Commission devait nécessairement avoir un revenu annuel d'au moins 55 700 livres (son traitement net était en fait de 60 000 livres, compte non tenu de la cotisation de retraite). La différence entre la base et le sommet était du même ordre de grandeur dans la plupart des autres organisations; et les firmes de moindre importance se devaient d'offrir des taux comparables, car il leur fallait s'attirer, elles aussi, les services d'éléments de talent.

Cet ordre mit de nombreuses années à se dégager du chaos antérieur. Le difficile fut d'intégrer tous les postes de travail, innombrables et divers comme ils l'étaient, dans une série de hiérarchies communicantes, et l'on n'y parvint vraiment qu'après que la cotation du mérite [*merit rating*] eût été mise au point. Cette cotation est « l'évaluation systématique d'un employé en termes de performances, d'aptitudes, et des autres qualités nécessaires à un accomplissement satisfaisant de sa tâche »[note 57]. Il y avait certes encore des discussions quand un nouveau type de travail, engendré par le progrès technique, devait être inséré dans une des hiérarchies existantes sans provoquer trop de dérangement. Il y avait encore des discussions sur les différences de salaire entre les divers niveaux, discussions auxquelles les syndicats pouvaient participer si les psychologues industriels ne parvenaient pas à résoudre la question en un tournemain. Mais il n'y eut plus de contestation sérieuse une fois que le *merit rating* eût été largement compris et reconnu comme le moyen le plus sûr de comparer un poste avec un autre.

Comme je l'ai déjà dit, l'humeur de notre pays n'a en général jamais été égalitaire. Presque tout le monde pensait que certains individus valaient mieux que d'autres; que les membres des professions libérales, par exemple, étaient supérieurs aux travailleurs manuels; ou que les travailleurs manuels étaient supérieurs aux membres des professions libérales. Il était seulement dommage que chacun eût un critère de jugement différent. Quand de plus en plus de gens s'aperçurent qu'ils pouvaient être d'accord sur le mérite, ou plutôt sur la signification qu'il leur fallait en pratique lui donner dans l'enseignement comme dans l'industrie, ce leur fut en un sens un soulagement.

L'abolition du revenu hérité fit que la vieille controverse perdit de sa chaleur, et qu'une attitude plus empirique fut libre de jouer son rôle. Quoiqu'ils confondissent plus ou moins les deux types, la plupart des socialistes se montrèrent plus critiques envers l'inégalité due au revenu non gagné qu'envers celle qui découlait du revenu gagné : leur stéréotype était celui de l'homme riche qui avait hérité de la fortune de son père. Quand les droits successoraux, l'impôt sur le capital, l'impôt sur les dividendes et le super-impôt spécial sur les revenus non gagnés eurent fait leur office, cette critique perdit tout fondement, et on s'aperçut que très peu de membres des classes inférieures s'opposaient à l'inégalité comme telle. Si un homme après avoir grimpé à la force du poignet l'échelle de l'éducation, obtenait un bon poste, et s'il recevait un gros salaire pour l'occuper, eh bien ! c'était probablement qu'il le méritait; et bonne chance à lui !

2. La synthèse moderne

Si c'était là l'opinion générale, elle ne fut pourtant jamais universellement partagée. Les critiques venaient des milieux habituels. Les égalitaristes ne pouvaient faire indéfiniment objection à ce que les enfants les plus intelligents reçoivent l'éducation la plus intensive. Chaque fois que la chose se produisait, tout le monde y gagnait. Le technicien le plus pauvre était heureux de pouvoir appeler au chevet de sa femme malade un médecin doté d'au moins 100 de Q.I. Les socialistes ne pouvaient pas non plus s'opposer à ce

que les meilleurs eussent le plus de pouvoir. Chacun bénéficiait de la présence des hommes les plus qualifiés dans les postes de chef d'état-major, d'astronome royal, de vice-chancelier d'université, de président du Conseil de la recherche en sciences sociales [Social Science Research Council]. Les socialistes durent donc se résoudre à l'existence de l'élite. Ce qui faisait gémir une minorité d'entre eux, c'était que cette élite dût être si bien payée. Admettons, disaient certains, que le meilleur astronome reçoive le titre de « royal »; mais pourquoi ses émoluments seraient-ils plus élevés que ceux du maçon qui a construit son observatoire ?

Question toujours irritante, car posée en ces termes elle était sans réponse. Ces gens bizarres (et en Angleterre plus qu'ailleurs) couraient frénétiquement dans tous les sens en demandant, sur un mode presque métaphysique : « Ceci est-il juste ? Cela est-il juste ? ». La seule réponse tenait, évidemment, dans une autre question : « Juste selon quel principe ? » On peut dire qu'il est injuste de payer tel homme plus que tel autre, parce que la distribution devrait se faire selon les actes; ou de donner plus au savant paresseux qu'au balayeur zélé, car la distribution devrait se faire selon l'effort. On peut dire qu'il est injuste de mieux payer l'intelligent que le stupide, parce que la société devrait compenser l'injustice génétique; ou de payer le stupide mieux que l'intelligent, car la société devrait tenter de pallier l'absence de bonheur qui est d'ordinaire le lot de l'intelligence (étant bien entendu que personne ne peut rien faire pour les gens les plus brillants : ils seront de toute manière misérables). On peut dire qu'il est injuste de donner plus à l'homme qui, jusqu'à un âge avancé, coule des jours paisibles dans un trou de province, qu'au savant qui s'épuise au service de la connaissance à l'Ecole polytechnique de Battersea. On peut dire qu'il est injuste de payer ceux qui aiment leur travail autant que ceux qui le détestent. On peut dire n'importe quoi (et on l'a dit), mais quoiqu'on dise, c'est toujours au nom du type particulier de justice fondé sur les principes implicites de la déclaration.

Ce fut l'un des triomphes de l'art politique moderne que d'avoir su faire sortir un consensus de cet aride débat et d'avoir pour si

longtemps réduit les socialistes au silence. La beauté de tout cela, pour un pays qui se nourrit de précédents, c'est qu'aucune rupture brutale ne se produisit avec le passé. Dans le courant du XX° siècle, les frais professionnels non soumis à l'impôt constituèrent une partie de plus en plus importante des rémunérations, et dès les années 1990, mille nouvelles conventions s'étaient établies. L'historien averti n'a qu'à parcourir, pour le vérifier, les petites annonces des journaux de l'époque. En voici une, parfaitement typique :

> Ville de Harwell. Les candidats au poste d'endocrino-psychiatre (grade 24) de la Clinique infantile, sont priés de se faire connaître. Salaire à de début: 10 850 livres, allant, par augmentations annuelles de 135 livres et 10 shillings, jusqu'à 12 205 livres. Retraite. Déjeuners assurés. Formulaires de candidature à demander au psychologue municipal.

Dans les administrations municipales, on comprenait fort bien le sens des mots-clés : « Déjeuners assurés »; ils signifiaient que la ville, comme la plupart des autres administrations locales progressistes, avait signé la convention de l'Association des municipalités qui prévoyait pour les employés diplômés des avantages supplémentaires en nature, allant des simples repas aux vacances.

Mais pourquoi seulement les déjeuners et les vacances ? Pourquoi seulement les avantages marginaux ? La question est certes pertinente. Le devoir des employeurs n'était-il pas d'assurer à chaque membre de leur état-major un environnement parfaitement favorable à la meilleure exécution de sa tâche ? En vérité, il y avait quelque ridicule, compte tenu de ce que leur formation avait coûté au public, à tolérer que leur efficacité maximale, chez eux comme sur leur lieu de travail, se heurtât à la moindre obstruction. Pour les cadres, la distinction entre travail et loisir est, après tout, purement artificielle. Leur vie tout entière embraye sur leur vocation.

C'est à M. Gulliver que l'on doit d'avoir, il y a trente ans, posé carrément le problème dans son plaidoyer en faveur de la justice pour les classes supérieures, livre célèbre peut-être parce que si

direct, et dont nous nous rappelons tous le titre, *le Travail de l'élite n'est jamais terminé* :

> Nous sommes les penseurs, n'est-il pas vrai ? Nous sommes payés pour penser. Alors, que nous faut-il pour bien faire notre travail ? Il nous faut du calme : aucun homme ne peut se concentrer sur un objet unique s'il est dérangé par le bruit. Il nous faut du confort : aucun homme, s'il doit tenir compte de petites irritations physiques, ne peut gravir les hauteurs du succès. Il nous faut de longues vacances : l'histoire montre que c'est souvent en se baignant, en se promenant en montagne ou en somnolant au bord de la mer Caraïbe que les savants ont découvert, de façon tout inattendue, le maillon qui manquait dans la chaîne de leur raisonnement. Un homme brillant peut abattre une année de travail en huit mois, mais pas en douze. Il nous faut des secrétaires pour notre travail et du personnel domestique pour nos demeures. Les basses besognes de la vie exigent des gens de talent une énergie qu'ils devraient pouvoir consacrer à des choses plus élevées. De même qu'un charpentier a besoin d'un ciseau ou un mécanicien d'une clé anglaise, il nous faut des livres qui nous éclairent, des tableaux qui nous stimulent, des vins qui nous apaisent. Ce n'est pas pour nous-mêmes que nous le demandons : c'est pour le bien de la société, au service de laquelle nos cerveaux sont consacrés. Aucune jalousie, aucune vanité, aucun égoïsme ne doivent obstruer la route des réalisations humaines et du progrès social.

On mesurera le changement intervenu depuis en voyant à quel point les idées exposées ci-dessus avec tant de crudité ont fini, quoique sous des espèces plus raffinées, par obtenir le consentement général.

Les employeurs les plus animés d'esprit civique en vinrent à admettre qu'ils avaient la responsabilité d'offrir à leurs cadres les meilleures conditions possibles d'activité mentale, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, au travail et hors du travail. Cela nécessitait de l'argent pour l'achat des maisons, pour les chauffeurs, pour les voitures et les avions des compagnies, pour les domestiques

employés et sur le lieu de travail et au domicile, et pour passer l'hiver à Montego Bay, à Tachkent, au Cachemire, à Caracas, à Palm Beach, à Llandrindod Wells — bref, en n'importe quel endroit recommandé par le psychologue industriel. Mais cet argent n'était pas en la possession de l'employé. Il ne pouvait s'en servir comme il lui plaisait. Ce n'était pas un revenu, mais un coût, et, en tant que tel, il n'était pas juste qu'il fût à la charge de l'employeur.

M. Idris Roberts fut le premier politicien qui vit les possibilités que recélait pareille situation. En accédant à leurs demandes et en établissant l'égalité complète de tous les revenus, il sut trouver le moyen de clouer enfin le bec aux critiques. Les membres de l'élite s'étaient longtemps opposés, au nom de l'efficacité, à cette égalisation : si, disaient-ils, on ne leur garantissait plus les stimulants adéquats, on ne pouvait s'attendre à ce qu'ils continuent de donner le meilleur d'eux-mêmes. Mais ils eurent bientôt l'occasion de s'apercevoir que même les plus gros revenus, écrasés qu'ils étaient par les impôts, ne suffisaient plus à soutenir leurs efforts. L'élite était donc prête à accepter l'égalité parce qu'elle ne se souciait plus de ses revenus, et le commun des mortels y était préparé parce qu'il s'en souciait encore. En 2005, la loi sur l'égalisation des revenus de M. Roberts unifia de façon singulière les intérêts de toutes les classes de la société. Depuis cette époque, tout employé, quel que soit son rang, reçoit l' « égal » (c'est le nom officiel des émoluments) par la simple vertu de sa qualité de citoyen, et les différences entre les grades se marquent, non plus par les salaires, mais par le paiement des divers frais que peuvent justifier les nécessités de l'efficacité. On a, bien sûr, autorisé les employeurs, s'ils le désiraient, à accorder également des avantages aux techniciens, et certains des patrons les plus éclairés ont construit sur le périmètre de leurs entreprises des terrains d'athétisme, de cricket et de football. Les techniciens ne font que des journées de sept heures, et ne peuvent donc naturellement pas prétendre à la considération dont jouissent les cadres, qui sont en fait au travail vingt-quatre heures par jour; mais le moral, tout impondérable qu'il soit, vaut la peine qu'on l'entretienne, et, à ce point de vue, une firme a souvent intérêt à

consacrer une partie judicieusement choisie de ses réserves à de telles installations.

L'égalisation des revenus a clos, pour l'essentiel, la vieille et fastidieuse discussion sur les inégalités de salaires. Aujourd'hui, il n'existe plus dans ce domaine que des différences entre les années, et non plus entre les individus. M. Roberts et son gouvernement réformateur comprirent que les techniciens s'étaient accoutumés à voir leurs revenus s'accroître de temps en temps, et que si leur légitime attente était déçue, leur propre déception en résulterait. Un sociologue d'antan, un certain professeur Hobhouse, a énoncé une profonde vérité :

Question : Quel est le revenu idéal ?
Réponse : Dix pour cent de plus que ce que l'on touche.

La loi prévoyait donc que l'égal tiré de la cagnotte commune par tous ceux qui y contribuaient évoluerait selon les conclusions d'une revue annuelle des prix. Si, une année quelconque, les prix augmentaient, l'égal s'accroîtrait en proportion; et comme les prix n'ont pas en fait cessé de monter depuis 2005, la rémunération de l'homme du commun s'est du même coup constamment élevée. Si l'on n'a guère mis en question la validité de cette procédure, des désaccords se sont en revanche fait jour quand il s'est agi d'évaluer l'augmentation des prix au cours d'une année donnée : on sait qu'à plus d'une occasion les statisticiens des syndicats ont avancé des chiffres fort différents des indices officiels ! La question, qui aurait dû être traitée dans un esprit empirique, est devenue si brûlante qu'elle a pris une tournure politique. Mais les universités veillent : les professeurs d'économétrie vont bientôt adopter pour la formation de leurs étudiants un programme d'études plus unifié. Quant aux avantages tirés par chacune des améliorations de l'efficacité, l'idée que l'on s'en faisait a, elle aussi, été modernisée. Jadis, les techniciens soutenaient que leurs salaires devaient augmenter en même temps que la productivité : s'ils produisaient plus, ils devaient plus recevoir. C'était évidemment faux : le progrès économique est dû, non pas aux travailleurs manuels (ils ne travaillent même pas plus dur), mais

aux inventeurs et aux organisateurs qui imaginent et mettent au point de nouvelles techniques. Si quelqu'un a droit à une augmentation, c'est bien la méritocratie. De toute façon, l'accroissement de la productivité doit servir à l'accroissement de la productivité et non pas être émietté entre les gens ordinaires. Un grand pays a besoin de grands investissements. Au milieu du XX° siècle, les investissements étaient encore pitoyablement faibles en Grande-Bretagne — bien plus qu'en Russie, où le pouvoir économique était fermement contrôlé par une élite qui savait que pour que le pays devienne riche, il fallait que ses citoyens restent pauvres. Mais nous avons enfin compris que productivité et pauvreté sont inséparables. Depuis 2005, l'augmentation annuelle de la productivité a été réinvestie, d'abord dans les ressources humaines (c'est-à-dire dans l'enseignement supérieur et dans le « recyclage » permanent des gens qui en sont les produits), en second lieu, dans les équipements mécaniques de tous ordres.

Comment, me demandera-t-on, serait-il possible de réfuter une conception aussi solide et aussi pratique des choses ? Il s'est pourtant trouvé des gens pour le faire. Les populistes — encore eux — ont de nouveau réussi ce qui paraissait impossible. Laissons les techniciens avoir leur part, disent-ils; la nation peut sûrement se le permettre : la productivité est telle qu'en 2031, la dépense nationale (ils ont même cherché à rendre vie au terme démodé de « revenu national») a augmenté de 44 %, et, l'an dernier, de 61 %. Mais ces chiffres sont nuls et non avenus. Les agitateurs parlent comme si le vieux mythe socialiste de l'âge de l'abondance avait enfin trouvé son incarnation. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Si l'Angleterre veut affronter les autres grands pays dans la bataille pour la survie, elle a besoin de chaque parcelle de capital humain et matériel qu'elle pourra économiser. Nous sommes tous pauvres, et nous le resterons toujours, car les exigences d'une époque scientifique sont insatiables. Les extrémistes, par leurs propos inconsidérés, menaçent le progrès lui-même.

3. Résumé

La réforme de la structure des revenus a été l'une des plus réussies des temps modernes. Les dissentiments perpétuels d'antan venaient du conflit inévitable entre des classes qui contenaient chacune une certaine proportion de gens de talent. L'injustice fondamentale tenait au fait que les membres intelligents des classes inférieures ne recevaient pas leur dû : dans leurs attaques contre le désordre social — qu'il leur fallait pour le moment mener sans perdre ce soutien de leurs camarades, quels que fussent les niveaux d'intelligence —, ils se saisirent de tous les principes disponibles pour justifier leur protestation. Quand on eut remédié à cette injustice fondamentale, quand les gens doués de chaque classe eurent reçu toutes leurs chances, ceux qui auraient autrement été les ennemis de l'ordre établi, devinrent ses défenseurs les plus ardents. L'accord remplaça le désaccord, et on reconnut dans le mérite le principe qui devait inspirer la réforme de l'économie comme celle de l'éducation. Mais l'élite a montré sa sagesse, c'est-à-dire sa modération, en ne poussant pas ce principe trop loin. Tous les citoyens, même ceux des classes les plus basses, reçoivent le même égal, et celui-ci est chaque année rajusté.

Cependant, cette remise en ordre n'a pas elle-même échappé aux critiques. Les populistes proclament que l'apparence de justice est trompeuse. Ils disent que la vraie raison pour laquelle l' « hypocrisie » — ainsi nous appellent-ils — a eu la part si belle, c'est que plus personne — eux-mêmes exceptés — ne parle pour les humbles; que les syndicats sont du côté de l'*establishment* parce que leurs dirigeants ne sont pas capables de percer à jour pour le dénoncer le double jeu de riches qui, maintenant qu'ils sont considérés comme des capitaux, sont plus riches que jamais; que la discussion sur la répartition de la dépense nationale est une bataille de cerveaux, et que la défaite échoit fatalement à ceux dont les enfants les plus intelligents sont passés à l'ennemi. De leur propre initiative, les populistes se sont donc faits les champions des classes inférieures dans un combat que, paraît-il, les syndicats ne peuvent plus mener. Il nous faut reconnaître que leur risible revendication d'une participation générale aux bénéfices apportés par l'accroissement de la productivité a trouvé au moins quelques oreilles complaisantes.

---

note 57 : British Institute of Management, *Merit Rating* (1954).

VIII

La crise

1. La première campagne féminine

J'ai essayé de décrire la croissance de notre société, depuis 1944 en particulier, de telle façon qu'apparaissent les causes profondes du mécontentement actuel. Je ne mets pas en question les accomplissements du *social engineering*, je ne nie pas que le progrès soit un fait. Mais j'affirme que la société ne fonctionne jamais sans à-coup. En dépit de tous les progrès du siècle dernier, la sociologie est encore dans les langes, et tant qu'elle n'aura pas atteint l'éminence des autres sciences, nous n'aurons aucune certitude quant à l'ensemble de lois auxquelles il nous faut obéir. De tous les mystères, la nature des êtres humains est encore le plus grand. Telle qu'elle est, la société que nous avons inventée n'est que la résultante de forces contraires : son délicat équilibre est sans cesse compromis. Chaque changement engendre un contre-changement. L'ouverture des écoles au talent ne pouvait qu'irriter les gens d'âge délogés de leurs sièges; la rétrogradation sociale des enfants stupides nés dans les classes supérieures ne pouvait que chagriner leurs parents; etc. (que l'on songe à toutes les réactions que j'ai déjà mentionnées). Mon hypothèse est que ces tensions auxquelles, aujourd'hui, il ne nous est plus possible d'échapper, expliquent dans une certaine mesure que les extrémistes aient pu trouver des appuis. Cependant, je conviens volontiers que si une telle analyse historique peut contribuer à rendre compte de la possibilité d'un pareil mouvement, elle ne nous apprend pas pourquoi ce mouvement s'est cristallisé sous cette forme particulière. Quel est son modèle immédiat d'organisation ? et à quelle étincelle doit-il ses débuts ?

La première remarque à faire, et la plus évidente, c'est que les principaux *leaders* des populistes, à l'heure actuelle, sont tous des

femmes et qu'il en est ainsi depuis la première décennie de notre siècle. A cette époque, les femmes firent leur première apparition sur le devant de la scène politique de gauche, et, comme il fallait s'y attendre, elles se livrèrent à cette première tentative dans le style romantique qui leur convient si bien. Prenant modèle sur les populistes russes[note 58] du siècle précédent (ils ont donné leur nom au mouvement moderne), de rudes jeunes filles venues de Newnham et de Somerville, au lieu de prendre les postes de chirurgiens et de chercheurs auxquels leur éducation les avait préparées, s'égaillèrent en direction de Salford ou de Newcastle pour y devenir ouvrières d'usines, poinçonneuses de tickets ou hôtesses de l'air. Elles se mettaient du rouge à lèvres, assistaient aux matchs de football et allaient passer leurs jours de congé à Butlin[trad 23]. Elles croyaient que leur mission était de vivre comme des techniciens ordinaires et, ce faisant, d'éveiller chez leurs camarades la conscience des indignités qu'il leur fallait, paraît-il, souffrir. Elles adhéraient aux syndicats techniques, s'y présentaient aux élections, et faisaient de l'agitation en faveur de la grève. Elles s'enchaînaient aux sièges du Conseil britannique de la productivité, et leurs pétitions sommaient le T.U.C. de se déclarer pour le « socialisme ». Elles difusaient leur propagande en tous lieux, fussent-ils les plus éloignés. Leur exploit le plus curieux fut peut-être de mettre la main en 2003 sur le Times, qu'elles convertirent pour quelques mois en journal populaire. Mais tous leurs efforts furent vains. Il y avait une étincelle, mais il n'y avait pas d'amadou. Les filles regagnèrent Tunbridge, Wells et Bath, et la grande majorité des techniciens continuèrent à vaquer calmement à leurs occupations habituelles, à profiter de la stabilité générale de l'emploi, et à se préoccuper des intérêts de leurs enfants. Ces bouffonneries avaient suscité chez eux une tolérance amusée; mais elles ne les portèrent pas à l'action. Personne n'est aussi placide que le technicien britannique : c'est le sel de la terre.

Avant de rentrer chez elles, pourtant, les jeunes filles conclurent une alliance étrange qui par la suite a laissé sa marque permanente sur nos affaires politiques. Il y avait encore dans les conseils intérieurs du Technicians Party quelques hommes âgés qui avaient reçu leur

première formation au sein de l'ancien parti travailliste et qui n'étaient jamais sortis de leur adolescence politique. Ils furent attirés par les jeunes filles; et peut-être arriva-t-il que certaines d'entre elles fussent attirées par ces vieillards. Ces derniers se mirent à rédiger des programmes et à fixer des lignes politiques. Pourquoi, demandaient-ils, les filles ont-elles échoué ? Et ils répondaient : parce qu'elles n'étaient pas vraiment des techniciennes. Leurs esprits fonctionnaient différemment; elles pensaient dans l'idiome de Somerville, et non dans celui de Salford. Elles ne sentaient pas les vrais problèmes des techniciens, et ceux-ci, par conséquent, ne leur faisaient pas confiance. Mais si les filles (voire les garçons) dotées de Q.I. élevés ne désertaient jamais la classe technique, si elles refusaient d'aller à l'université, si elles quittaient l'école au même âge que les gens ordinaires, — alors, on se fierait à elles. Elles seraient techniciennes de cœur tout en appartenant par le cerveau à l'élite. En mettant leur intelligence supérieure au service de leurs camarades, elles leur fourniraient ce *leadership* que Bevin et Citrine[trad 24] avaient jadis donné aux syndicats. Un nouveau mouvement socialiste se constituerait à partir de la base et le vieux slogan de l'égalité prendrait une signification nouvelle. La perspective était éblouissante.

Cependant, quand il fallut en venir aux propositions pratiques, tout ce que les anciens purent suggérer fut qu'une certaine proportion des enfants les plus doués de chaque génération quittassent l'école à l'âge minimum et devinssent euxmêmes techniciens. Mais comment les choisir ? en votant ?

Certains caressèrent cette idée, et allèrent jusqu'à proposer qu'un individu sur dix, parmi ceux dont le Q.I. serait supérieur à 125, soit affecté au travail technique, — chaque génération payant ainsi sa dîme d'intelligence. La chose était évidemment absurde, et on n'alla pas plus loin. Mais si l'on ne devait pas voter, que faire ? Les réformateurs finirent par proposer que les professeurs cessent de faire pression sur ceux des parents et des enfants que la perspective d'une formation supérieure laissait froids. Ils voulaient que l'on abolit l'Association des parents et des maîtres, de manière que ceux-ci

aient moins d'influence sur ceux-là. Ils demandaient que les écoles suppriment les cours du soir et du weekend pour les parents. Ils désiraient toutes sortes de choses qui, bien sûr, n'étaient plus praticables. Le fait est que la plupart des gens intelligents veulent s'avancer dans le monde. Il n'est guère besoin que les écoles les y encouragent. L'enfant est d'accord avant que l'institutrice n'ouvre la bouche. Devant ce dilemme, les dissidents se tournèrent alors vers une vieille idée, qui avait connu une grande vogue au cours des cent années précédant 1944, et qui revenait à ceci, que le travail manuel valait le travail intellectuel. Les partisans de la théorie marxiste de la valeur ont longtemps professé, quoique jamais dans un pays communiste, que le travail manuel avait en réalité plus de valeur qu'aucun autre (idée bizarre, semble-t-il; et pourtant l'historien ne peut douter qu'elle ait jadis trouvé une vaste audience). Les théoriciens entreprirent donc de provoquer une renaissance de cette antique notion. En vérité, ils n'avaient pas le choix. Il leur fallait admettre que la plupart des enfants de talent voulaient devenir « travailleurs du cerveau »; et ils pensaient en même temps que ces enfants avaient tort. Comme ils voulaient que les enfants deviennent de leur propre volonté travailleurs manuels, ils étaient forcés de prétendre que les enfants devraient être satisfaits de faire un travail manuel. En d'autres termes, c'était le système de valeurs lui-même qu'il fallait changer ! Ils ne pouvaient parvenir à une autre conclusion. Les théoriciens disaient que le charpentier était plus important que le crystallographe, — en ignorant ce fait génant qu'aucun des théoriciens eux-mêmes n'était charpentier.

Les agitateurs d'il y a vingt-cinq ans furent amenés à se poser de plus en plus de questions sur la société. De leurs discussions sont sorties ces théories modernes de l'égalité avec lesquelles nous sommes aujourd'hui aux prises. Pourquoi, demandaient-ils, considère-t-on un homme comme supérieur à un autre ? C'est, répondaient-ils, parce que nous fixons avec trop d'étroitesse les critères qui permettent aux hommes d'apprécier la valeur les uns des autres. Quand la Grande-Bretagne était gouvernée par des guerriers dont le pouvoir dépendait de leur aptitude à tuer, le grand combattant était le grand homme; et penseurs, poètes, peintres,

étaient traités avec mépris. Quand les propriétaires tertiens dominaient l'Angleterre, ceux qui gagnaient leur pain en exerçant un métier, en préchant ou en chantant étaient tenus pour rien. Quand le pouvoir passa aux industriels, ceux-ci considérèrent tous les autres hommes comme leurs inférieurs. Mais, ajoutaient les dissidents, on n'a jamais vu simplification aussi excessive que celle dont souffre la Grande-Bretagne moderne. Sous prétexte que le pays est tendu vers un objectif qui prime tous les autres, celui de l'expansion économique, les gens sont jugés selon le seul critère de leur contribution, soit à l'accroissement de la production, soit au savoir qui conduit directement ou indirectement à cette fin. Si leur rôle dans ce domaine est aussi mince que celui du travailleur manuel ordinaire, ils ne comptent pas. Mais s'ils égalent le savant dont l'invention supprime le labeur de dix mille individus, ou l'administrateur qui organise le travail d'un grand nombre de techniciens, — alors, ils prennent place parmi les grands de ce monde. La capacité d'élever directement ou indirectement la production est connue sous le nom d' « intelligence » : tel est l'étalon de fer qui commande le jugement que la société porte sur ses membres[note 59]. L' « intelligence », dans l'Etat moderne, qualifie pour le pouvoir comme la « bonne éducation » le faisait jadis. C'est un siècle de guerres — ou de menaces de guerre —, au cours duquel fut par-dessus tout prisé le type de talent professionnel qui permettait d'accroître le potentiel militaire de la nation, qui est à l'origine de la mise en avant de cette sorte de capacité. Mais, disent les théoriciens, maintenant que la menace n'est plus à ce point immédiate, ne pouvons-nous pas favoriser la diversité des valeurs ?

En 2009, un groupe local du parti des techniciens lança le « Manifeste de Chelsea ». Bien qu'à l'époque, ce document n'ait guère attiré l'attention du public, il a eu une influence considérable au cours de la dernière décennie, à l'intérieur en particulier du Mouvement populiste. Il s'agit d'un long texte ampoulé qui commence en proclamant (interprétation qu'aucun historien ne saurait accepter) que la vocation première du groupe, comme celui de tous ses prédécesseurs socialistes, et de l'Eglise avant eux, est de cultiver la variété. Le but est la société sans classe. Les auteurs

du Manifeste s'opposent à l'inégalité parce qu'elle reflète l'étroitesse de nos valeurs. Ils nient qu'un homme soit, pour l'essentiel, le moins du moinde supérieur à un autre. Ils recherchent l'égalité des hommes, en ce sens qu'ils veulent que chacun soit respecté pour ce qu'il y a de bon en lui. Chaque homme — et même chaque femme — est un génie en quelque chose; et c'est la fonction de la société que de découvrir et d'honorer ce génie, qu'il consiste à fabriquer des pots, à cultiver des marguerites, à sonner les cloches, à s'occuper des bébés, ou même (jugez de leur tolérance) à inventer des radio-télescopes. Peut-être le dernier paragraphe du Manifeste vaut-il la peine d'être cité; il résume les vues étranges des rédacteurs sur ce à quoi devrait ressembler une société sans classe :

> La société sans classe serait celle qui, à la fois, posséderait des valeurs plurales, et agirait en fonction de ces valeurs. Si nous évaluions les gens, non seulement d'après leur intelligence et leur éducation, d'après leur profession et leur pouvoir, mais aussi d'après leur bonté et leur courage, d'après leur imagination, leur sensibilité, leur compassion et leur générosité, — il ne pourrait y avoir de classes. Qui serait alors capable de dire que le savant est supérieur au portier doué d'admirables qualités paternelles, que le fonctionnaire exceptionnellement apte à remporter des prix est supérieur au chauffeur de camion exceptionnellement apte à cultiver les roses ? La société sans classes serait aussi une société tolérante, au sein de laquelle les différences individuelles seraient activement encouragées en même temps que passivement tolérées, et où sa pleine signification serait enfin donnée à la dignité de l'homme. Chaque être humain aurait alors des chances égales, non pas de s'élever dans le monde en vertu d'une quelconque mesure mathématique, mais de développer ses propres aptitudes particulières afin de mener une vie riche.

L'archaïsme du Manifeste se révèle singulièrement quand on voit qu'entre tous les alliés possibles il va chercher, non pas l'un des « devins » scientifiques modernes, mais un Matthew Arnold[trad 25], presque oublié dans sa tombe. Les dissidents vantent l'absurde notion de la « culture » que l'on trouve dans son livre *Culture and*

Anarchy. Il est vrai que l'ouvrage d'Arnold « ne cherche pas à abaisser son enseignement au niveau des classes inférieures; il ne cherche pas à les gagner à telle ou telle secte [...] Il semble abolir les classes; répandre partout ce que l'on a pensé et connu de mieux dans le monde; et faire vivre tous les hommes dans une atmosphère de douceur et de lumière, où ils peuvent employer les idées comme il les emploie lui-même : librement, — nourri et non pas limité par elles ». O Dieu ! O Galton !

Les auteurs du Manifeste ont cherché, grâce à leur nouvelle approche, à donner une signification neuve à l'égalité des chances. A les suivre, il s'agit, non plus d'avoir des chances égales de s'élever dans l'échelle sociale, mais de donner à chacun la possibilité de développer, sans souci de l' « intelligence », toutes les vertus et tous les talents dont il est doté, toutes les capacités qu'il a d'apprécier la beauté et la profondeur de l'expérience humaine, toutes ses potentialités de vivre pleinement. L'enfant — tout enfant — est un individu précieux, et non pas seulement un futur fonctionnaire de la société. Les écoles ne devraient pas être liées à la structure professionnelle, elles ne devraient pas avoir pour but d'alimenter en personnel les secteurs de l'économie considérés comme importants à tel moment donné; il faudrait au contraire qu'elles se consacrent à encourager tous les talents, qu'ils soient ou non de ceux dont on a besoin dans un monde scientifique. Les arts et les métiers manuels devraient jouir d'une dignité égale à celle de la science et de la technologie. Le Manifeste demandait que la hiérarchie fût supprimée entre les établissements scolaires et que des écoles communes soient enfin créées. Ces dernières devaient avoir des maîtres de qualité, et assez nombreux pour que tous les enfants puissent bénéficier d'une attention et d'une stimulation particulières. Ils pourraient ainsi se développer à leur propre rythme et s'accomplir selon leurs tendances propres. Les écoles ne devaient pas mettre à part les enfants semblables; elles devaient mêler les gens différents. En favorisant la diversité dans l'unité, elles devaient enseigner le respect pour ces différences infinies entre les hommes qui ne sont pas la moindre vertu de l'humanité. L'école ne devait pas considérer l'enfant comme formé une fois pour toutes par la nature : elle devait

voir en lui une combinaison de potentialités susceptibles d'être cultivées par l'éducation.

2. Le mouvement féministe moderne

Si ces premières phases du réformisme ont aujourd'hui pour nous de l'importance, c'est parce qu'elles ont vu la formulation des idées qui sont depuis devenues si notoires. Au point de vue de l'organisation, il n'y a guère eû de continuité. La première génération de mécontentes retournèrent chez elles, et nombre d'entre elles sont à présent les épouses respectées de nos principaux savants. Mais pas toutes : certaines ne se marièrent pas, et d'autres conservèrent intacte jusque dans la chambre de leurs enfants leur mentalité rebelle. Elles ont été rejointes par de nouvelles recrues venues de quelques-unes des meilleures familles du pays; et ce mouvement, ces trois dernières années, s'est transformé en ruée. Pourquoi tant de femmes[note 60] ont-elles pris les armes ? La chose n'est pas précisément facile à expliquer. Je serais pourtant indigne de la sociologie si j'accordais au hasard le moindre rôle. Ce serait là, à mon avis, commettre une grave erreur d'interprétation. Il convient de noter — chose que l'on oublie parfois — que vers la fin du siècle dernier, avant la réapparition de la politique, on a effectué plusieurs études excellentes sur la psychologie féminine. Le fond en était qu'aux yeux de nombreuses personnes du sexe, et en particulier des plus capables — hommes par l'esprit si femmes par le cœur —, la société semblait avoir été expressément construite pour la convenance du sexe opposé. Ne naît-il pas chaque année, s'indignaient-elles, autant de filles intelligentes que de garçons doués ? Elles reçoivent, pour l'essentiel, la même éducation que les jeunes gens que l'on destine à la méritocratie. Mais que se passe-t-il ensuite ? Elles ne conservent le poste pour lequel on les a formées que jusqu'au mariage; de ce moment, on attend d'elles qu'elles consacrent au moins quelques années à leurs enfants. L'esclavage pur et simple qu'était leur vie a certes été fort adouci par la réapparition de la domesticité et par l'aide que leur ont consentie leurs maris. Mais il ne leur est pas possible, si elles tiennent le moindre compte des enseignements de la psychologie, de confier

entièrement le soin de leur progéniture à une personne de faible intelligence. Les petits enfants ont besoin de l'amour d'une mère, mais il leur faut aussi une stimulation intellectuelle, une tendre introduction à la haute culture, une diligente préparation à la vie. Ce n'est qu'au risque de mettre en péril son enfant — pour ne rien dire du déplaisir de son mari — que la femme supérieure néglige ses devoirs maternels.

Ce que ces études ont montré, c'est que ce rôle double de la femme — dans le métier qu'elle a choisi et dans sa vocation biologique — provoquait souvent une tension chez toutes celles qui ne parvenaient pas à comprendre qu'élever des enfants est l'une des professions les plus nobles de toutes, surtout quand on la pratique à mi-temps. Le problème n'a jamais été facile à résoudre. Certaines femmes s'en sont tirées en limitant la taille de leur famille, de façon à pouvoir retourner le plus vite possible au travail salarié, — avec pour résultat fâcheux de compromettre la réserve nationale d'intelligence. D'autres ont dénoncé la famille traditionnelle comme un anachronisme et ont entièrement transmis à leurs domestiques leurs fonctions maternelles. D'autres encore se sont engagées par écrit à n'envoyer leurs â enfants qu'à l'Ecole des arts et métiers de Londres, où les sciences ne sont pas du tout enseignées. D'autres enfin faible minorité, mais significative — se sont laissées leurrer par la vieille mystique de l'égalité. Les premiers combattants pour l'égalité sociale, en s'alliant avec le mouvement pour l'émancipation féminine, s'étaient assurés un renfort de poids. C'était un bon slogan que celui de l'égalité sans considération de sexe ou de classe; il perdit seulement beaucoup de sa force quand les classes héréditaires, sinon le sexe héréditaire, furent peu à peu abolies. Mais pour certaines femmes, il conserva toute sa séduction. A leurs yeux, on traitait les sexes comme s'ils eussent été « inégaux ». Elles réclamaient donc l'égalité des sexes, mais comme la chose était évidemment impossible, elles déplacèrent sur la « classe dirigeante » — bouc émissaire qu'elles imaginaient être en quelque façon responsable de la dictature de la biologie — une hostilité qui s'était d'abord adressée aux hommes en général. Il leur était d'autant plus facile de donner libre cours à leur animosité que nombre d'entre

elles, une fois leurs enfants entrés à l'école maternelle, disposaient d'assez de temps pour participer aux discussions des cercles féminins. Pour la plupart cependant, elles ne poussèrent pas la réaction jusqu'à refuser — mesure extrême — de faire usage de domestiques. La volonté manifestée par tant de dirigeantes actuelles du Mouvement de faire elles-mêmes tout le travail de leur ménage est inhabituelle, — et dans un certain sens rassurante, puisqu'elle signifie que les femmes mariées ont peu de temps libre qu'elles puissent consacrer au travail politique.

Les cercles féminins ont permis aux activistes d'asseoir leur influence et de montrer aux hommes, qui font peut-être preuve d'une humilité insuffisante touchant les merveilles dont ils ont meublé notre monde, qu'elles représentent une force dont il convient de tenir compte. Ce faisant, elles protestent contre les critères — ceux de la réussite — qui permettent aux hommes d'en imposer les uns aux autres. On a toujours jugé les femmes plus sur ce qu'elles *sont* que sur ce qu'elles *font*, et moins sur leur intelligence que sur leurs autres qualités personnelles; plus sur leur cœur, leur vivacité et leur charme, que sur leur réussite dans le monde. Il est par conséquent compréhensible qu'elles insistent sur les vertus qui leur sont propres; on peut seulement regretter que dans cette entreprise des femmes de qualité aient uni leurs forces avec d'autres dont les capacités sont tout à fait ordinaires.

L' « appauvrissement » des femmes d'abord, la campagne pour l'eugénique ensuite, sont venues ajouter une certaine âpreté au débat. Cet appauvrissement est le résultat de la réforme des rémunérations que j'ai décrite au chapitre précédent. Les hommes sont payés en tant qu'éléments du capital et les ménagères ne peuvent d'ordinaire prétendre que c'est là leur unique fonction. Les épouses de l'élite tirent un bénéfice indirect de la nouvelle conception qui fait du foyer une succursale de l'entreprise; leurs serviteurs entrent dans les frais généraux de l'employeur. Mais ce bénéfice n'égale pas celui des hommes : elles n'assistent pas à autant de brillants dîners d'affaires qu'eux; il n'est pas nécessaire qu'elles se rendent aussi souvent qu'eux à l'étranger; et elles ne

disposent pas de deux bars, l'un au bureau, l'autre à la maisom. Il est naturel qu'elles envient parfois le style de vie privilégié dont leurs maris doivent jouir, qu'ils aiment ou non cela. C'est l'une des raisons pour lesquelles la guerre des sexes est devenue politique.

Il y a ensuite eu la campagne pour l'eugénique, qui se fondait sur le bon sens ordinaire. Le professeur Eagle et ses collaborateurs disaient simplement qu'avant de choisir leur conjoint, les gens devraient consulter le registre de l'intelligence. C'est évidemment aller dans le sens de l'intérêt national; c'est aussi servir les intérêts d'un heureux mariage. Aucun homme doté d'un Q.I. élevé ne peut, à la longue, se sentir aussi fier d'un enfant destiné à une *secondary modern school* que d'un enfant qui se destine à Oxford; et le risque est évidemment d'autant plus grand d'un tel résultat malencontreux que l'intelligence de la femme qu'il épouse est plus médiocre. Un homme à Q.I. élevé qui s'unit à une femme à bas Q.I. ne fait que gaspiller ses gènes, et une prudence élémentaire lui conseille donc d'examiner les antécédents du père et du grand-père de l'élue. D'où l'histoire de la jolie jeune mère qui s'aperçoit qu'après tout, les choses se passeront bien, car l'état civil avait mal fiché son grand-père; c'est devenu l'un des thèmes favoris de la littérature populaire. Dans l'ensemble, peut-on penser, le conseil du professeur Eagle est fort sensé. En tout cas, de nombreux hommes, sinon tous (car quel âge n'est-il pas celui de la concupiscence ?), en pensent ainsi. Il est rare désormais qu'un haut fonctionnaire tant soit peu posé envisage le mariage avec une jeune fille qui ne peut faire figurer dans sa généalogie intellectuelle aucun Q.I. de plus de 130. Si d'ailleurs il épousait au-dessous de lui, le danger serait trop grand que la nouvelle s'en répande dans son service, — et rien ne saurait plus sûrement lui donner la réputation de n'être pas de ceux sur qui l'ont peut compter.

Mais les femmes (et, pour une fois, il me faut confesser que je ne comprends pas pourquoi) ne se sont pas conformées à cet avis avec une égale complaisance. Où est donc, demandent-elles, le romanesque d'un mariage intelligénique ? Et pour souligner leur question, elles font écho aux basses classes, qui estiment les

prouesses corporelles et confèrent une valeur exagérée — symbolique, en quelque sorte — à une qualité superficielle sans relation avec l'intelligence : je veux parler de l'apparence physique. La beauté est devenue leur drapeau. Plus énergiquement le professeur Eagle fait campagne contre ceux qui choisissent leurs femmes pour leur apparence (son épouse l'a très efficacement assisté dans cette tâche), plus les populistes décrient ses efforts et plus souvent leurs élégantes dirigeantes assistent à leurs propres réunions vêtues de la façon la plus extravagante, colliers de graines sur les épaules et sandales aux pieds, le visage maquillé de la manière la plus surprenante et les cheveux coiffés selon les derniers décrets du comité de la mode. L'un de leurs slogans favoris est le ridicule « Tout le monde peut accéder à la beauté ». On ne peut nier l'apparence remarquable des femmes qui appartiennent au « séminaire volant ». Elles ne sont pas de celles qui portent des dessous de laine.

3. La crise s'annonce

Sans les événements vers lesquels je me tourne maintenant, ce mouvement féminin n'aurait rien été de plus qu'une grosse foucade. Ce qui en a fait une menace pour l'État, c'est la cristallisation soudaine d'un problème qui était resté longtemps ignoré. Je veux évidemment parler de l'énonciation par l'aile droite du parti conservateur d'une nouvelle doctrine révolutionnaire. Lord Cecil et ses partisans ont fait ce que personne n'avait osé faire de mémoire d'homme vivant : ils ont en fait préconisé, quoiqu'en des termes différents — mais la teneur est regrettablement la même —, que le principe héréditaire retrouve ouvertement son ancienne place d'honneur. Le choc causé a été profond. L'extrémisme de droite a toujours fait naître un extrémisme de gauche.

On ne peut cependant ignorer ce plaidoyer, car ses auteurs soutiennent qu'ils ne font que demander la sanction de l'approbation officielle pour une tendance qui est évidente depuis au moins vingt-cinq ans. Le fait est que chaque pas en avant vers l'égalité des chances suscite une résistance à tout progrès ultérieur. Il y a un

siècle, la réforme de l'enseignement a joué un rôle capital pour réduire le gaspillage des capacités. Mais chaque fois que l'on écrémait l'intelligence et qu'elle était transférée aux classes supérieures, les raisons de prolonger le processus s'affaiblissaient en conséquence. Dès 1990 — ou environ —, tous les adultes dont le Q.I. dépassait 125 appartenaient à la méritocratie; et une forte proportion des enfants qui avaient plus de 125 de Q.I étaient les rejetons de ces mêmes adultes. Le sommet d'aujourd'hui engendre le sommet de demain dans une mesure plus grande qu'à n'importe quel moment du passé. L'élite est en passe de devenir héréditaire : les principes de l'hérédité et ceux du mérite sont en train de faire leur jonction. Une transformation vitale qu'il a fallu plus de deux siècles pour mener à bien est presque accomplie.

Il en résulte que la méritocratie est sans aucun doute plus brillante. Il y a cinquante ans, l'élite comptait de nombreux membres de la première génération qui, pour cette raison même, supportaient mal la comparaison avec leurs congénères plus anciens. Ils venaient de foyers où n'existait aucune tradition culturelle[note 61]. Leurs parents, eux-mémes dépourvus d'une bonne éducation, étaient incapables d'ajouter à l'influence exercée par les maîtres. Ces gens intelligents n'étaient donc en un sens qu'à moitié éduqués : l'école les avait formés, mais non pas la famille. Une fois diplômés, ils n'avaient pas cette assurance dont faisaient montre ceux qui avaient bénéficié dès le début du soutien et du stimulant d'une famille éclairée. Ce manque de confiance en soi les faisait souvent tomber irrésistiblement dans le conformisme, ce qui affaiblissait chez eux cette puissance d'innovation qui est l'une des fonctions principales de l'élite. Ils étaient souvent intolérants, faisaient preuve d'une combativité excesive dans la lutte pour la promotion, et avaient cependant trop de pusillanimité pour réussir. Maintenant que tant membres de l'élite appartiennent, au pire, à la deuxième génération, ces défauts ne sont plus aussi évidents et la société ne court plus le risque de dégénérer en une foule stratifiée. Il n'est plus désormais aussi nécessaire d'avilir les critères en essayant d'étendre aux enfants des basses classes les avantages d'une civilisation supérieure. C'est bien là ce qu'allèguent les néo-conservateurs. Ils

pensent que l'on devrait franchement reconnaître les avantages du nouvel ordre des choses, quitte à accorder à l'élite, non seulement les privilèges qui lui appartiennent de droit, mais aussi —— et c'est là tout le débat — la garantie pour ses enfants d'une éducation privilégiée.

La sensation produite par cette demande a, peut-on dire, été aggravée par certains progrès récents des sciences sociales, dont les conséquences paraissent, tout à fait indépendamment, menacer quelques-unes des croyances que nous chérissons le plus. Il est de fait qu'en psychologie l'accumulation du savoir a rendu possible l'identification de l'intelligence et des aptitudes à un âge toujours plus tendre. Jusqu'au tournant du siècle, la marge d'erreur était encore telle dans les *tests* sous la forme où on les appliquait, que même si les individus avaient eu leur dernière chance à quatorze ans, beaucoup de capacités auraient été perdues pour la nation. Si l'on voulait donner sa pleine signification à l'égalité des chances, il n'était pourtant pas possible de négliger ceux qui s'épanouissaient sur le tard. D'où la formation moderne des adultes; d'ou les centres régionaux. D'où la possibilité pour chacun de se soumettre à de nouveaux *tests* à n'importe quel moment de la vie. Mais les rapides progrès accomplis par leur discipline ont permis aux psychologues de l'éducation d'identifier l'intelligence au cours de l'enfance — même si elle est à ce point latente que l'observateur profane ne peut la déceler — et de prévoir à quel âge de la vie adulte elle prendra tout son développement. Ces découvertes ont mis en cause ce qui faisait la raison d'être du mouvement d'éducation des adultes. Si, sur la base des *tests*, les experts étaient capables de prévoir l'avenir d'un adolescent de quinze ans, pourquoi désormais des centres régionaux ? Il suffisait que l'on étiquetât ceux qui se développeraient plus tard et que l'on attendit qu'à l'âge prévu ils confirment le pronostic. Il n'était pas possible que les experts se trompent, — pourvu, naturellement qu'une large part soit faite aux cas limites. Les organisateurs de l'éducation des adultes ont combattu ce qui leur paraissait être un iconoclasme, et plutôt que de discuter la validite des nouvelles découvertes, ils ont prétendu que leur entreprise

devait être poursuivie, ne fût-ce que pour maintenir le moral de sujets à faibles Q.I., qui s'abandonneraient autrement au désespoir.

L'âge auquel il était possible de faire des prévisions dotées d'une quasi-certitude s'est constamment abaissé. Il est passé de neuf ans en 2000 à quatre ans en 2015 et à trois ans en 2020. Ce coup fut aussi dur pour de nombreux maîtres que l'avait été pour les éducateurs des adultes celui des premières découvertes. En vérité, ce qui justifiait l'éducation en commun dans les écoles primaires jusqu'à onze ans, c'était que personne ne pouvait être sûr de ce que donnerait par la suite: tel petit garçon ou telle petite fille. Dans ces conditions, il n'était qu'équitable d'attendre pour procéder à la ségrégation que les Q.I. fussent enfin connus. Mais quand les aptitudes purent être détectées à l'âge de trois ans, il n'y eut vraiment plus aucune raison pour les enfants les plus brillants de fréquenter la même école que leurs petits camarades moins doués et de retarder ainsi de façon quasi-inévitable leur propre développement. Il était bien plus sensé de séparer l'élite de la multitude et de lui réserver des écoles maternelles et primaires spéciales, de même exactement que la remarquable jeunesse qui entrait à Oxford ou à Cambridge était distinguée de celle qui ne pouvait prétendre qu'aux universités provinciales. Quant à ceux qui se révèleraient à un âge plus avancé, on pouvait, soit les laisser avec les *polloï* jusqu'à ce que leur temps vienne, soit les envoyer dans des écoles expérimentales où l'on tenterait d'accélérer les processus de la nature.

Certains maîtres réagirent de la même façon que les éducateurs des adultes et dirent que, ces résultats fussent-ils vrais, il était encore nécessaire de prétendre qu'ils ne l'étaient pas. On ne pouvait si tôt condamner les enfants : ils cesseraient la lutte si on leur disait que leurs efforts ne pourraient faire mentir le psychologue, sauf dans les limites d'une étroite marge d'erreur. Il leur fallait le stimulant de l'espoir; de même pour leurs maîtres; et de même, surtout, pour leurs parents. Tout sociologue doit admettre la force de cet argument. L'égalité des chances a été si longtemps le principe même de l'éducation qu'il ne conviendrait pas de l'abandonner du

jour au lendemain. La cohésion sociale est si importante qu'il nous faudra nous hâter lentement.

Mais la science, elle, ne ralentit pas sa marche en avant. Trois ans, ce n'était pas la limite ultime. On finit, en fait, par remonter jusqu'au fœtus, et au-delà. Le Dr. Charles, prix Nobel, qui nous a tant appris sur le mode de transmission des capacités intellectuelles, a récemment montré que l'on pouvait enfin prédire avec certitude l'intelligence des enfants en se fondant sur celle de leurs ancêtres. C'est sur des rats qu'il procéda à ses premières et remarquables expériences. Son hypothèse X fut plus tard confirmée par les *tests* qui, en 2016, furent appliqués sur une grande échelle à tous les bébés de trois ans. En Grande-Bretagne, pour ne parler que d'elle, Eugenics House détient déjà les dossiers des quatre générations qui se sont succédées depuis les années 1950, ainsi qu'un grand nombre d'estimations rétrospectives obtenues à la suite des recherches les plus minutieuses, et cela en particulier depuis que l'étude des notices nécrologiques est devenue une branche reconnue de la sociologie. Grâce à ces documents, et en prenant chaque cas dans sa singularité, il est possible de prévoir avec une précision remarquable les aptitudes des enfants de n'importe quel couple. En fait, en s'appuyant sur diverses données quant aux habitudes de mariage et aux mouvements de population, on a pu calculer les tendances et la répartition de l'intelligence pour les mille ans qui viennent.

4. Un nouveau conservatisme

Le travail du Dr. Charles a sans aucun doute contribué à modifier les attitudes des parents intelligents. Ils n'ont plus besoin d'envoyer leurs enfants à une école primaire ordinaire, et, quand l'Etat n'est pas en mesure de construire dans leur district des écoles spéciales, ils y créent des établissements privés où leurs enfants ne fréquentent que ceux de leur génération qui appartiennent à la même catégorie. Il n'est plus nécessaire que les parents se penchent avec perplexité sur les berceaux, sans savoir quel type d'éducation ceux qui les occupent mériteront un jour. Leurs enfants,

à leurs yeux, ne sont plus seulement des enfants, mais des dirigeants voués à une haute destinée. Tout cela a conduit à un durcissement de la conscience de classe. Une fois mise en question la nécessité de traiter de la même manière tous les enfants jusqu'à un âge minimal, une fois ébranlées de la sorte les fondations de la société, certains parents intelligents furent poussés à aller plus loin et à se demander si l'égalité des chances n'était pas une idée parfaitement dépassée.

Si les choses en étaient restées là, nous ne nous sentirions pas trop mal à l'aise, nous autres défenseurs de l'ordre social établi. Jusqu'à ce point, la faille du raisonnement est évidente, et seuls les conservateurs les plus fanatiques ceux qui poussent à l'extrême l'amour de la famille, ceux qui n'ont ni lu Charles ni entendu parler de Galton, ceux qui sont dépourvus des connaissances génétiques les plus élémentaires — n'en sont pas conscients. Cette faille vient de ce que les gens intelligents tendent dans leur ensemble à avoir des enfants moins intelligents qu'eux-mêmes. Ici, la tendance va dans le sens d'une régression[note 62] continue vers la moyenne, les gens stupides engendrant des enfants légèrement plus intelligents aussi certainement que les gens intelligents ont des enfants légèrement plus stupides. S'il n'en était pas ainsi, ce serait à bon droit que l'élite dirigeante, une fois établie, deviendrait héréditaire. Tel qu'il est, ce fait brutal rend essentielle l'existence d'un certain degré de mobilité sociale, même s'il n'est pas besoin que cette mobilité soit aussi importante qu'il y a un siècle.

Ainsi que je l'ai dit, la plupart des dirigeants conservateurs sont parfaitement avertis de cette tendance à la régression et ont cherché à en tenir compte dans leurs plans. Leurs propositions varient, sinon par l'esprit, du moins par l'accent qui est mis sur tel ou tel point. Les représentants de l'extrême-droite font comme si la chose n'avait pas d'importance. Il se peut que quelques enfants stupides nés de gens intelligents reçoivent une formation supérieure : la plupart d'entre eux ne seront pas à ce point inférieurs à leurs parents que le verni qu'ils recevront dans leur famille ne leur permette d'accéder à l'élite, ce qu'ils s'arrangeront pour faire, sinon avec brio, du moins sans

déshonneur. Toute perte d'efficacité par la méritocratie sera plus que compensée par les avantages d'un système héréditaire. Les parents auront l'esprit plus libre, et leurs enfants ne devront plus subir la tension psychologique que suppose une compétition où il faut faire ses preuves aux côtés des enfants des basses classes. De même, il ne sera plus nécessaire d'éveiller l'ambition de tous les parents, fussent-ils stupides, — ce que l'on fait à l'heure présente par crainte de voir les capacités de leurs enfants échapper à l'attention des éducateurs : si l'on peut ainsi se garder d'attiser leurs ardeurs, le corps politique y gagnera en stabilité. Peut-être une autre vague de mobilité sociale s'imposera-t-elle plus tard, si la répartition de l'intelligence diffère par trop de celle du pouvoir; mais attendons de voir, disent ces extrémistes, et ménageons-nous un demi-siècle de paix en marge du pandémonium de la mobilité sociale.

Pareilles professions de foi n'ont aucune chance d'être écoutées : elles impliquent une rupture trop marquée avec notre éthique. Mais une école plus subtile avance que la répartition de l'intelligence devrait être adaptée à la répartition du pouvoir. Bien que la démarche soit ici à l'opposé de celle de notre système d'éducation, le but est le même. Cette tendance a reçu quelque encouragement des expériences conduites à Oulan-Bator par l'académicien Donikine, expériences qui sont venues couronner toute une longue suite de recherches effectuées dans de nombreux autres pays, y compris le nôtre. A croire ce que l'on en rapporte, les biophysiciens russes ont prouvé que, chez les animaux inférieurs en tout cas, il est possible de provoquer par des radiations des mutations contrôlées dans la constitution génétique du fœtus, de façon à élever le niveau de l'intelligence au-dessus de celui qui aurait autrement été obtenu. S'il en doit sortir quelque chose de vraiment pratique, la question cruciale se posera de savoir quels enfants bénéficieront ainsi d'une augmentation artificielle de leur intelligence. Les *leaders* du parti conservateur affirment que ceux qui possèdent déjà devraient posséder plus encore; que l'environnement que peuvent assurer à leurs enfants les parents des hautes classes serait aussi favorable que possible aux capacités naissantes; et qu'il y aurait quelque chose d'absurde à faire des travaux de bricolage sur des médiocres

qui disposent déjà de toutes les capacités nécessaires à l'exercice des modestes fonctions qui leur sont échues. Il est évident que la décision doit être laissée à la méritocratie, car la démocratie n'a aucun moyen de peser la question dans toute sa gravité. Je reconnais que tout accroissement des connaissances mérite d'être salué pour lui-même, mais je me sens malgré tout obligé de dire que, parlant du point de vue de la sociologie, l'application de ces connaissances, à la différence de leur acquisition, ne saurait se faire avec trop de lenteur. Les rumeurs qui ont circulé sur les interventions en faveur des épouses de très hauts fonctionnaires au Centre de maternité volontaire de South Uist, ont déjà provoqué beaucoup d'inquiétude.

Sur ces entrefaites, on a proposé que le Ministère de l'Éducation rende immédiatement obligatoire pour toutes les autorités locales son plan d'adoption des enfants. L'adoption est un phénomène aussi ancien que l'humanité. De tous temps et dans toutes les sociétés, ceux qui étaient assez infortunés pour ne pouvoir eux-mêmes avoir des enfants, ou ceux qui n'en avaient pas autant qu'ils l'auraient désiré, ont recherché des enfants qui répondissent au type qui était alors à la mode : vigoureux et joufflu, blond aux yeux bleus, brun aux yeux gris, garçon ou fille, grand ou petit. Ce qui nous distingue des gens des autres époques et des autres pays, c'est que nous accordons une valeur plus grande à l'intelligence et que nos psychologues et nos biologistes nous ont donné les moyens de l'évaluer dès le berceau. Un génie sans parents devient automatiquement pupille de l'État. Un orphelin intelligent est maintenant une récompense pour toute famille, et en particulier pour celles des épouses qui sont mal préparées à séduire d'éminents professeurs ou à recevoir par insémination artificielle l'hommage indirect des quelques hommes très intelligents à qui le Ministère a reconnu la qualité de « donneur de Q.I. ». Le nombre des demandes reçues par les sociétés d'adoption s'est multiplié au cours de ces dernières années, en provenance de membres de l'élite qui veulent emplir leur carquois. L'offre est très loin de suffire; de là l'augmentation préoccupante du marché noir des enfants, — le bébé stupide d'une famille de l'élite étant échangé, au prix parfois d'une

dotation princière[note 63], contre un enfant intelligent issu de parents techniciens. Certains parents désespérés se sont même oubliés jusqu'à enlever les bébés de femmes des classes inférieures dont ils avaient repéré, quand elles étaient encore enceintes, la prometteuse généalogie intellectuelle. Des détectives privés et des généticiens ont ainsi travaillé ensemble en une alliance scandaleuse. Mieux vaut, plaident les coupables, faire entrer par adoption les individus d'élite dans leur future classe quand ils sont encore petits, que de le faire bien plus tard et d'une manière bien plus compliquée grâce aux « parents nourriciers » des *grammar schools* et des universités. Après une enquête gouvernementale très complète, la loi sur le bien-être des enfants a été votée en 2030. Elle prévoit que les adoptions privées seront dorénavant nulles si les autorités locales dont dépendent les parents adoptifs n'ont pas mis en vigueur le plan modèle et ne se conforment pas aux conditions fixées par le Ministère de l'Education. Les comités d'éducation de Cheltenham, Bournemouth, Harrogate et Bognor ont immédiatement pris avantage des facilités que leur donnait cette loi, mais leur exemple n'a été jusqu'à présent que très peu suivi. De nombreux conservateurs demandent que tous les comités soient maintenant mis dans l'obligation de se soumettre; et c'est là, venant s'ajouter à tout le reste, ce qui a précipité la crise de mai dernier.

5. La base entre en scène

Peut-être le sociologue, avec sa perspicacité aiguisée par l'exercice, a-t-il la possibilité de comprendre encore mieux que d'autres pourquoi ces événements et les discussions qui les ont accompagnés ont causé une révulsion si profonde. Toute allusion — pour ne rien dire des affirmations claironnées dans certains milieux influents — à une restauration éventuelle du principe héréditaire, constitue, après les luttes soutenues deux siècles durant pour sa destruction, une attaque contre ce qui fait le centre et le cœur de notre système de valeurs, — attaque d'autant plus inquiétante que les événements se sont succédés à une allure très rapide. Les défenseurs des basses classes eux-mêmes — owenistes, chatrtistes et socialistes — ne causèrent pas il y a deux cents ans chez leurs

supérieurs sociaux un choc équivalent. Ces rebelles pouvaient au moins professer leurs affinités avec la religion chrétienne. Ces nouveaux rebelles — de droite, cette fois — ne peuvent pas se réclamer d'une ascendance aussi respectable, car la doctrine de l'égalité des chances a conquis tout le pouvoir dans le domaine de l'éthique pratique. Les conservateurs désirent jouir de deux luxes à la fois : celui de l'héritage et celui de l'efficacité; mais cela n'est pas possible. Il leur fallait choisir, et ils ont mal choisi. Pourrions-nous tolérer, par exemple, dans le poste de directeur d'Eugenics House ou du Centre de South Uist, voire dans les fonctions de premier ministre — quoique, nous l'admettons, ce dernier poste n'ait guère d'importance —, des hommes qui ne disposeraient du pouvoir que parce que leurs pères étaient intelligents ? Pourrions-nous tolérer que les fils intelligents de pères stupides gâchent leur vie dans quelque terne bureau de syndicat, à Manchester ou ailleurs ? Non, nous ne le pourrions pas. La sanction serait sévère d'une telle folie. La Chine et l'Afrique prendraient la tête dans la course à la productivité; l'influence britannique et européenne s'évanouirait au fur et à mesure que des gens de second ordre encombreraient les rangs de nos savants. Nous serions de nouveau « dépassés dans la compétition mondiale ». Ai-je besoin d'en dire plus ? Les choses sont à ce point évidentes que les populistes peuvent maintenant se permettre de se poser en protecteurs de ce qu'il y a de mieux dans notre société. En vérité, quelle phantasmagorie !

Les enquêtes d'opinion publique ont montré que l'agitation avait été provoquée par un sentiment d'opposition aux conservateurs plus que de fidélité envers les populistes. Quel qu'ait été le dosage des mobiles, aucun doute n'est permis sur ce qui s'est passé. Tous les petits différends qui en temps ordinaire se seraient tranquillement aplanis grâce à la conciliation, se sont au contraire chargés d'une amertume dont on ne trouve pas d'autre exemple dans les temps modernes. Les événements de Stevenage, de Kirkcaldy et de South Shields, l'entrée en action des domestiques, les députations envoyées au Ministère de l'Education et au T.U.C., — tout cela a fait que la crue s'est transformée en inondation. Mille petits griefs n'en ont plus fait qu'un grand.

Nombre de ceux qui manifestaient étaient naturellement tout à fait incapables de formuler leurs objectifs; plus tard, quand on leur demanda de s'exprimer devant le tribunal, ils en furent réduits à murmurer de façon incohérente. Il leur fallait un *leadership* venu des hautes classes, et ils le trouvèrent dans le milieu bizarre qui était le seul à pouvoir le leur fournir. Les cercles féminins et leurs dirigeantes, Urania O'Connor, Lady Avocet et la comtesse de Perth, ne créèrent pas le mouvement, c'est le mouvement qui les créa; et si l'étude de l'histoire sociale n'avait pas (jusqu'à ces récentes années) été si négligée, il serait clairement apparu à tout le monde que telle est la règle en politique. Ces femmes n'eurent qu'à saisir leur chance historique, et elles le firent aussi bien que les y autorisaient leurs talents considérables. Elles mirent à la voile dès que le vent commença de souffler. Des liens se nouèrent entre les cercles féminins et des techniciens situés à des niveaux fort divers d'intelligence; en fait, ces femmes s'acoquinèrent avec ces dissidents de toutes origines que j'ai décrits dans les chapitres précédents. Les sections du Technicians Party, depuis longtemps moribondes, reçurent soudain la visite de centaines de candidats à l'adhésion. La commotion atteignit son maximum lors de la convention de Leicester, au cours de laquelle les populistes proclamèrent la charte qui est maintenant fameuse.

Quel étrange document que celui-là ! Ses auteurs, en faisant écho au passé par leur référence à des gens depuis longtemps oubliés comme Tawney et Cole, William Motris et John Ball, s'efforcent de justifier leur prétention d'être les « héritiers » (il s'agit sûrement d'un lapsus !) de l'un des grands courants de l'histoire britannique. Mais ils n'osent pas parler en termes autres que bénins du problème du travail domestique, de peur d'être abandonnés par leurs intelligentes *ladies*. Ils n'osent pas non plus se déclarer ouvertement pour l'égalité, car ils craignent que leurs partisans des classes supérieures ne s'effraient (bien qu'ils aient presque failli le faire dans ce passage de leur péroraison qui commence par « O sœurs »). Dépouillés de ses oripeaux, la charte contient peu de revendications concrètes : interdiction de l'adoption; maintien de l'école primaire et des centres d'éducation des adultes; accroissement du rôle de l'âge

et de l'expérience en matière de promotion dans l'industrie; participation des techniciens aux bénéfices de la productivité; enfin — et c'est là le point le plus révolutionnaire de ce texte et, pour l'historien, celui qui a peut-être la plus grande signification (pour ne rien dire de son petit côté nostalgique) —, élévation à dix-huit ans de l'âge de la fin des études, et création d' « écoles secondaires communes pour tous ». A les juger sur les seules apparences, ces demandes ne constituent qu'un programme politique fort grossier. Mais leurs rédacteurs ne pouvaient pas aller plus loin, car il leur fallait s'assurer la fidélité d'une clientèle très diverse sans pour cela s'aliéner certains de ceux sur lesquels ils s'appuyaient.

6. Et maintenant, où allons-nous ?

Le propos de cet essai n'est pas de prédire ce qui se passera en mai prochain; j'ai voulu seulement montrer que ce mouvement de protestation avait dans notre histoire de profondes racines. Si l'on accepte mes vues, l'opposition est inévitable, même quand elle s'adresse aux plus grandes institutions de la société moderne. L'hostilité qui se manifeste aujourd'hui est longtemps restée latente. Pendant plus d'un demi-siècle, les basses classes ont nourri un ressentiment qui ne trouve qu'à présent son expression.

Si j'ai réussi à ajouter quelque peu à notre compréhension de ce phénomène complexe, et à persuader quelques-uns de mes semblables de ne pas prendre *trop* légèrement le mécontentement actuel, j'aurai parfaitement atteint mon but. Mais je n'oublie pas que certains attendent peut-être de moi que je dise un mot de ce qui va probablement se passer. Bien sûr, il ne peut s'agir d'autre chose que d'une opinion personnelle, et le lecteur de ces pages est désormais aussi bien équipé que je le suis moi-même pour se former la sienne propre. Néanmoins, j'exprime ici ma ferme conviction que mai 2034 sera au mieux un 1848, et encore sur le modèle anglais. Certes, il y aura de l'agitation; et il se peut que les universités bougent. Et d'autres troubles se produiront par la suite aussi longtemps que les populistes survivront. Mais cette fois, je n'envisage pas un instant quelque chose de plus grave que quelques journées de grève et

qu'une semaine de manifestations, que la police, avec ses nouvelles armes, sera tout à fait capable de téprimer.

J'ai déjà évoqué les raisons qui me font penser de la sorte. La charte est trop vague. Les revendications qu'elle énumère ne constituent nullement, à une seule exception près, un défi fondamental jeté au gouvernement. Nous ne nous trouvons pas là en présence d'un mouvement révolutionnaire; il s'agit plutôt d'un cartel de groupes disparates qui ne restent unis que grâce à la présence de quelques personnalités charismatiques et à l'existence d'une atmosphère de crise. Ces groupes n'ont pas de tradition d'organisation politique sur laquelle s'appuyer. A dire vrai, leur camp donne déjà des signes de dissension, par suite des sages concessions qui lui ont été faites. J'ai commencé à écrire ce livre il y a une quinzaine de jours; depuis, le président du Social Science Research Council a fait au gouvernement d'importantes recommandations. Le premier ministre a rapidement suivi ces conseils de modération; il a ordonné au Contrôle du climat d'avancer l'automne d'un mois, et a annoncé dans son discours du 25 septembre, à Kirkcaldy même, que son parti allait exclure une douzaine de ses membres de droite, que le plan d'adoption ne serait pas pour le moment rendu obligatoire, que l'égalité des chances restait le fondement de la politique officielle et qu'il n'avait actuellement aucune intention de toucher aux écoles primaires ou à l'éducation des adultes. Ce discours, comme l'a écrit le *Times*, a « coupé l'herbe sous le pied des filles ».

Derrière les tours et les détours de la politique actuelle, on trouve la constatation sur laquelle ces pages se sont ouvertes. Le siècle dernier a été le témoin d'une redistribution radicale des aptitudes entre les classes de la société, ce qui a eu pour résultat d'ôter aux basses classes les moyens de faire passer leur révolte dans les faits. Elles peuvent relever un court moment la tête en faisant alliance avec une fraction des hautes classes qui entretient encore des illusions étranges et d'ailleurs en voie de disparition. Mais de tels déclassés ne seront jamais rien d'autre qu'une minorité excentrique (en tant que force politique sérieuse, les populistes n'ont à aucun moment dépassé ce niveau), car les membres de l'élite

reçoivent, et c'est fort sage, toutes les marques de distinction qu'ils peuvent désirer. Privées de toute intelligence, les classes inférieures — quelque maussades ou, au contraire, irritables qu'il leur arrive parfois de se montrer, et quelque imprévisible que soit encore leur comportement — ne sont au pire qu'une racaille dont la menace ne va pas loin. Si les espoirs des premiers dissidents s'étaient réalisés, et si les meilleurs enfants des basses classes étaient restés dans leur condition subalterne pour instruire, inspirer et organiser les masses, — alors, j'aurais eu à conter ici une tout autre histoire. Mais ceux qui, aujourd'hui, nous proposent une mesure si radicale ont un siècle de retard. Voilà donc les prévisions que je m'attends à vérifier en mai en écoutant les discours qui tomberont de la grande tribune de Peterloo[note 64].

---

note 58 : Il s'agissait de jeunes intellectuels qui, après avoir fait leurs études à l'étranger, décidèrent, sous l'influence de Bakounine, Kropotkine et Stepniak, d'aller au peuple. Ils s'habillèrent en paysans, vécurent dans les villages et cherchèrent à fomenter la révolution. La passivité ébahie des moujiks les réduisit au terrorisme. Il n'y eut heureusement pas de Sophie Perovskaya en Angleterre: on imagine mal des femmes britanniques en train de jeter des bombes, même à hydrogène.

note 59 : Les dissidents n'ont, bien sûr, que faire de cette opinion orthodoxe selon laquelle c'est la complication même de la société moderne qui exige ce type d'intelligence grâce à quoi il est possible de mettre rapidement en relation telle partie d'un ensemble complexe avec telle autre.

note 60 : Le Dr. Puffin, de l'université de York, a souligné (dans un mémoire de maîtrise encore inédit) à quel point il est difficile d'obtenir les chiffres dignes de foi quant aux effectifs du Mouvement populiste. D'après lui, selon un comptage qu'il effectua à la

convention de Leicester, les femmes ne représentaient que 62 % des délégués, les autres étant des hommes, parmi lesquels les gens âgés prédominaient.

note 61 : C'est un des signes du temps que T.S. Eliot soit de nouveau beaucoup lu — en particulier ses *Notes towards the Definition of Culture*, dont on cite souvent ce passage: « Une élite, s'il s'agit d'une élite qui gouverne, dans la mesure où son impulsion naturelle à transmettre pouvoir et prestige à sa progéniture ne sera pas artificiellement bridée, tendra à s'établir en tant que classe ». La phrase qui suit est moins fréquemment reproduite : « Mais une élite qui se transforme ainsi tend à perdre sa fonction d'élite, car les qualités qui ont permis à ses premiers membres d'accéder à leur position ne seront pas toutes également transmises à leurs descendants ».

note 62 : Ce phénomène de régression fut bien compris, même dans la période historique dont j'ai fait ma spécialité : de même que les enfants dont les parents étaient grands avaient tendance à être grands, quoique moins grands que leurs parents, de même en matière d'intelligence. Comme le disait le professeur Eysenck : « Le Q.I. moyen des membres des classes les plus élevées des professions libérales et de l'administration est dans le voisinage de 150; celui de leurs enfants excède légèrement 120. Les groupes d'éxécution professionnels et techniques les plus subalternes ont des Q.I. voisins de 130; leurs enfants tendent en moyenne à se situer dans la région de 115 »; *The Uses and Abuses of Psychology* (1953).

note 63 : Au cours du procès Rook, il fut allégué que M. et Mme Rook avaient promis 150 000 livres en échange d'un Q de 140, plus 90 000 livres au médecin qui avait négocié la chose. Ce sont les critiques émises dans ses conclusions par M. le juge Finch qui ont conduit à la création du comité Salmon sur l'adoption.

note 64 : L'auteur de cet essai ayant été tué à Peterloo, les éditeurs regrettent de ne pas avoir pu lui en soumettre les épreuves. Ainsi ne disposons-nous pas des corrections qu'il eût peut-être voulu

apporter à un texte que, jusque dans cette dernière section, nous reproduisons exactement tel qu'il a été écrit. Les échecs de la sociologie nous éclairent autant que ses succès.

---

trad 23 : Butlin : village de vacances, dans les Bahamas.

trad 24 : Walter McLennan Citrine, Lord Citrine (1887-1966). Secrétaire général du T.U.C. de 1926 à 1946.

trad 25 : Matthew Arnold (1822-1888). Poète, critique et essayiste. On lui doit notamment *Essays in Criticism* (1865 et 1888) et *Culture and Anarchy* (1869).